

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

Revue Trimestrielle

de la

Société d'Économie Politique, de Statistique et de Législation d'Égypte



AVRIL 1957
XLVIII^e ANNÉE
N^o 228
LE CAIRE

SOCIÉTÉ D'ECONOMIE POLITIQUE DE STATISTIQUE ET DE LEGISLATION D'EGYPTE

La Société a été fondée en 1909. Son objet est de promouvoir les études et recherches dans les domaines économique, statistique et juridique.

Elle publie la présente revue qui est à la quarante-huitième année de sa fondation et consacrée aux études de différentes matières traitées du double point de vue scientifique et pratique.

Elle facilite la consultation des principaux ouvrages et revues égyptiens et étrangers dont sont richement dotées sa bibliothèque et sa salle de lecture.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président: Dr. ABDEL HAMID BADAWI, Ancien Ministre, Vice-Président de la Cour internationale de Justice de La Haye.

Vice-Président: Dr. MOHAMED KAMEL MOURSRY, Ancien Ministre de la Justice, Recteur de l'Université du Caire.

Trésorier: Dr. ABDEL HAKIM EL RIFAI, Gouverneur adjoint de la National Bank of Egypt.

Secrétaire Général: N.N.

Membres du Comité: Dr. ABDEL GUÉLIL EL-EMARI, Administrateur-Délégué de la Société El Nil pour l'égrenage du coton; Dr. ABDEL MONEIM EL KAYSOUNI, Ministre des Finances et de l'Economie; Dr. ABDEL MONEIM EL TANAMLY, Directeur du Crédit Foncier Egyptien; AHMED ABOUD, Président et Administrateur-Délégué de la Khedivial Mail Line; AHMED KAMEL, Ancien Ministre; ALY EL CHAMSI, Ancien Ministre; Dr. ALY EL GREITLY, Ancien Ministre; HAFEZ AFIFI, Ancien Ministre; SADEK HENEIN, Ancien Administrateur-Délégué de la Société Anonyme des Eaux du Caire; MAHMOUD CHOUKRI, Ancien Ministre; MAHMOUD MOHAMED EL DARWISH, Président du Conseil d'Administration de la Banque "Gomhourya"; MOHAMED AMIN FIKRI, Ancien Gouverneur de la National Bank of Egypt; MOHAMED ROUCHDI, Président du Conseil d'Administration de la Banque Misr; Dr. MOHAMED ZOHEIR GARRANAH, Avocat; S. SIDAROUSS, Ancien Ministre Plénipotentiaire d'Egypte à Washington; ABDEL RAZZAK AHMED EL-SANHOURY, Ancien Président du Conseil d'Etat; HASSAN MOUKHTAR RASMI, ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances; HUSSEIN FAHMY, Président du Conseil Permanent de la Production Nationale; IBRAHIM BAYOUMI MADKOUR, Ancien Ministre; M. SANNY LACKANY, Ancien Vice-Président de la Cour des Comptes; ZAKI ABDEL MOTAAL, Ancien Ministre des Finances;

Censeur: Dr. ISCANDAR A. DOSS



IN MEMORIUM

Dr. HILMI BAHGAT BADAOU

Notre Société vient de subir une cruelle perte par la mort prématurée de son infatigable Secrétaire Général Dr. Hilmi Bahgat Badaoui.

Ancien Ministre, juriste de grande envergure, Président de la Société de Droit International et Président de l'Autorité préposée à la Direction du Canal de Suez, il a rendu d'innombrables services à son pays tant dans le cadre national que dans le domaine international.

Il a magistralement représenté l'Egypte près des divers conseils de l'ONU en des circonstances délicates; et c'est grâce à sa persévérance et à sa perspicacité qu'il a amené à bonne fin les tâches qui lui avaient été confiées.

Il avait toujours gardé une modestie et une affabilité qui lui ont valu la sympathie de tout le monde.

C'est une noble figure qui disparaît.



INSTITUTION

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION
455 N. 5TH ST. NEW YORK, N. Y.
10017-2451
This book is loaned to you by the
New York Public Library
for the use of the
New York Public Library
Reading Room
and is not to be
reproduced or
distributed
without the
written consent
of the
New York Public Library
Reading Room
and is not to be
reproduced or
distributed
without the
written consent
of the
New York Public Library
Reading Room

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

(XLVIII^e ANNÉE, AVRIL 1957, No. 283)

S.O.P.-PRESS
(SOCIÉTÉ ORIENTALE DE PUBLICITÉ)
LE CAIRE, 1957

Prix P. T. 40

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Les membres actifs de la Société sont de deux catégories: les membres titulaires payant une cotisation de P.T. 150 par an et les membres donateurs s'inscrivant pour une cotisation de L.E. 10 au minimum. Ils sont nommés par le Conseil sur leur demande appuyée par au moins un membre de la Société et ont tous droit au service gratuit de la Revue de la Société.

La Société compte actuellement environ 600 membres.

CONDITION D'ABONNEMENT

Le prix de l'abonnement à la revue est de P.T. 150 pour l'Égypte et le Soudan et 35 shellings pour tous les pays faisant partie de l'Union Postale.

Les numéros non réclamés par Messieurs les Membres et Abonnés dans l'intervalle entre la parution de deux fascicules consécutifs ne leur seront livrés que contre paiement du prix.

Le prix du fascicule est de P.T. 40 pour l'Égypte et 8 shellings et 7 pence pour l'étranger.

Les opinions émises par les collaborateurs de la revue n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit soumis à "L'Égypte Contemporaine" devient la propriété de la Société.

Les demandes d'adhésion, d'abonnement ou d'information doivent être adressées au Secrétariat de la Société, Boîte Postale No. 732.

Siège: Le Caire, 16 Charch Ramsès (ex Maleka), Téléphone 52797

SOMMAIRE

EN LANGUES ETRANGÈRES

ARTICLES

	Pages
AHMED RIFAAT KHAFAGUI. — La Corruption en Droit Egyptien	5 - 45
HASSAN EL-SAATY. — The Middle Classes in Egypt	47 - 63
A. A. EL TONBARY. — Measures of Efficiency in the Organisation and use of Farm Labour	65 - 76

ACTUALITES

Ouvrages reçus, premier trimestre 1957	77 - 78
Relevé des principaux articles parus dans les revues égyptiennes et étrangères, premier trimestre 1957	79 - 89
Tableaux statistiques	91 - 114

EN LANGUE ARABE

AHMED RIFAAT KHAFAGUI. — La Corruption en Droit Egyptien	5 - 13
AHMED TAHA EL SENOUSSEI. — Notion de Nationalité en Droit Musulman comparé	15 - 70
Dr. OMAR WAHBY. — Econometrics as a Method of Research	71 - 82
Législation Economique et Financière	83 - 85

APPENDIX

THE HISTORY OF THE

REVOLUTION

The history of the Revolution is a subject of great interest and importance. It is a subject which has attracted the attention of the people of all nations. The history of the Revolution is a subject which has attracted the attention of the people of all nations. The history of the Revolution is a subject which has attracted the attention of the people of all nations.

CHAPTER I

The first chapter of the history of the Revolution is a subject of great interest and importance. It is a subject which has attracted the attention of the people of all nations. The history of the Revolution is a subject which has attracted the attention of the people of all nations. The history of the Revolution is a subject which has attracted the attention of the people of all nations.

CHAPTER II

The second chapter of the history of the Revolution is a subject of great interest and importance. It is a subject which has attracted the attention of the people of all nations. The history of the Revolution is a subject which has attracted the attention of the people of all nations. The history of the Revolution is a subject which has attracted the attention of the people of all nations.

The third chapter of the history of the Revolution is a subject of great interest and importance. It is a subject which has attracted the attention of the people of all nations. The history of the Revolution is a subject which has attracted the attention of the people of all nations. The history of the Revolution is a subject which has attracted the attention of the people of all nations.

LA CORRUPTION EN DROIT EGYPTIEN

par

AHMED RIFAAT KHAFAGUI

Substitut au Parquet près la Cour d'Appel du Caire

(Etude juridique des articles 103 à 111 du Code Pénal égyptien modifié
par la Loi No. 69 du 19 février 1953)

INTRODUCTION

1. — Notion générale de la corruption.

Dans la langue courante, le mot "corruption", qui vient du mot latin "corruptio", signifie la dépravation, la séduction, l'altération, la putréfaction. Le verbe "corrompre" qui est en latin "corrumpere" veut dire dépraver, séduire, altérer, dénaturer, gâter. Le nom est le corrupteur, c'est celui qui corrompt l'esprit, les mœurs; on dit que Rousseau accusa le théâtre d'être "corrupteur des mœurs". (1).

2. — Il nous faut donc définir la corruption au point de vue juridique. La loi pénale qualifie par le mot "corruption" l'oeuvre de celui qui trafique — de son autorité dans l'exercice de sa fonction ou de son emploi. (2)

S'il s'agit d'un fonctionnaire public, celui-ci trafique de son autorité quand il sollicite, agréé ou reçoit une promesse ou un don pour accomplir un acte de ses fonctions ou un acte qu'il prétend être de sa compétence ou pour s'en abstenir ou pour enfreindre un devoir de ses fonctions. Cet abus des fonctions est l'une des plus graves prévarications que puisse commettre un fonctionnaire public en acceptant à prix d'argent d'exercer ou de s'abstenir d'exercer l'autorité qui lui est confiée et ce suivant les directives du corrupteur; il ne trahit pas seulement les devoirs spéciaux de sa fonction et abuse du pouvoir investi, il trahit aussi la société qui s'était fiée à sa probité. En effet, de même que le mandataire d'un particulier qui trahit les ordres de ses commettants et dilapide les deniers déposés entre ses mains, le fonctionnaire aussi qui est le mandataire de la collectivité représentée par l'Etat abuse de sa mission et trahit le dépôt de l'autorité confié à sa foi en acceptant d'être corrompu. Oublieux de ses devoirs et de l'intérêt public qu'il représente, ce fonctionnaire

(1) Nouveau petit Larousse illustré, Dictionnaire encyclopédique, 1947, p. 239.

(2) Capitant (Henri), vocabulaire juridique, 1930, p. 161.

agit ou s'abstient à prix d'argent et dans une pensée coupable de lucre ou de cupidité. Le fonctionnaire corrompu, dit le rapporteur du Code pénal français, est celui qui met son autorité à prix. Il ajoute avec grande raison que les actes de cette nature seraient odieux et susceptibles de dissoudre rapidement une société organisée s'ils étaient nombreux et répétés. (1). Jousse, conseiller au Présidial d'Orléans, dans son traité de la Justice criminelle a déclaré que les présents aveuglent les yeux des sages et changent les paroles des justes. (2). Ce crime est un des plus odieux et des plus punissables. De par toutes les lois divines et humaines, c'est une chose honteuse à un officier de prendre ce qui lui est offert volontairement et d'oublier ce qu'il doit à la société comme citoyen, à l'administration comme un de ses membres, et à lui-même comme individu. (3).

S'il est un employé d'entreprise privée, il trompe la confiance placée en lui par son patron quand il sollicite, agréé ou reçoit une promesse ou un don à l'insu et sans le consentement de son patron pour accomplir un acte de ses fonctions ou s'en abstenir.

En un mot, la corruption est une des marques de la faiblesse humaine. Michel de l'Hospital a déclaré que : "Celui qui tâche à s'enrichir par vils gains, de riche de biens, deviendra pauvre d'honneur. La marchandise est chère que l'on achète avec perte de gloire". (4).

La corruption est une infraction prévue et réprimée par les articles 103 à 111 du Code Pénal Egyptien qui forment le chapitre troisième consacré à la corruption du livre deuxième, intitulé "crimes et délits contre la chose publique et de leur punition".

HISTORIQUE

3. — La corruption n'est pas un mal nouveau de notre vie sociale. Elle n'est pas une invention de nos sociétés modernes. Elle n'est pas une infraction moderne. Elle a toujours existé, elle a existé de tout temps. Toutes les civilisations l'ont connue et réprimée, même les législations les plus anciennes ont pris soin de la réprimer, elles la punissaient avec une sévérité extrême. Dans la République de Platon, la corruption était réprimée par la peine de mort. Les Grecs appliquaient cette peine de mort à tous les cas de corruption. (5).

(1) Bourgeois (Charles), *de la corruption des fonctionnaires publics*, thèse Paris, 1902, p. 3.

(2) Bourgeois (Charles), *op. cit.*, p. 7.

(3) Zohdi (Mahmoud Ihsan), *cours de droit pénal spécial*, 1929, p. 3.

(4) Bourgeois (Charles), *op. cit.*, p. 15.

(5) *Pandectes Françaises, nouveau répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*, Tome XXI en 1896, voir corruption des fonctionnaires, p. 716.

En réalité, l'étude historique des institutions juridiques nous permet de bien comprendre la loi qui est en vigueur. Il faut savoir l'origine de chaque régime juridique, son évolution jusqu'à son état actuel. On a vainement dit : "Sine historia iurisprudentia caeca est".

C'est pourquoi, il convient de dire quelques mots sur l'évolution historique de cette infraction.

Il est admis que le droit romain, le droit français et le droit musulman sont des sources historiques de notre droit égyptien.

4. — Pour comprendre donc exactement l'état actuel du droit égyptien il est indispensable d'étudier ses sources historiques et son évolution. C'est pour cette raison que je vais donner quelques rapides indications sur l'évolution de la corruption en droit romain, puis en droit français, ensuite en droit musulman et enfin je continuerai mon exposé en suivant l'évolution en droit égyptien.

SECTION I

Le droit romain

5. — En droit romain, selon l'historien Aulu Gelle, la loi des Douze Tables condamnait à la peine de mort le juge qui avait reçu de l'argent pour prononcer son jugement. Les Romains, après avoir emprunté cette peine à la Grèce, la trouvant trop sévère, la laissèrent tomber en désuétude. Mais les nombreuses exactions des gouverneurs de provinces nécessitèrent l'intervention du législateur, et c'est en l'an 605 que fut votée une loi qui portait le nom de loi Calpurnia, puis des nouvelles lois comme la loi Junia, la loi Acilia, la loi Servilia et la loi Cornelia. En l'an 695, toutes ces lois furent abrogées et remplacées par la loi Julia repetundarum. Elle fait l'objet d'un titre au Digeste. Tout fonctionnaire public qui recevait gratuitement, ou s'appropriait une somme ou valeur quelconque, se rendait coupable de *crimen repetundarum*. Mais la peine était légère. La condamnation pouvait être une peine pécuniaire variant du simple au quadruple des sommes reçues. Plus tard, une peine corporelle plus en proportion avec la gravité du crime fut ajoutée à la peine d'amende : c'était la déportation, et même la mort, si la corruption avait eu pour effet de sacrifier un homme innocent, c'est à dire avait coûté la vie à un innocent. En outre l'inculpé encourait l'infamie, il ne pouvait pas être ni juge, ni témoin en justice et dans un testament. (1).

(1) Pandectes Françaises, *op. cit.*, p. 716; Juris-classeur pénal. Les articles 177 à 183 No. 2; Merlin (Joseph) "La concussion" thèse Toulouse en 1911, p. 12 etc..

SECTION II

Le droit français

6. — L'ancien droit français conserva les principes du droit romain et les mit en application. Les peines ordinaires étaient l'interdiction à temps, la privation d'office, la restitution du quadruple des sommes reçues, les dommages-intérêts, dans les cas graves le bannissement. Si le corrompu était un juge; et si la corruption avait eu pour effet une condamnation à mort, la peine devenait capitale. (1).

7. — Dans le droit intermédiaire, le Code pénal des 25 septembre et 26 octobre 1791 édicta des peines sévères contre les fonctionnaires, les membres de l'assemblée constituante, les jurés qui s'étaient laissé corrompre. La peine de mort était prononcée contre les membres de la législature, la réclusion et une amende égale à la valeur de l'objet reçu contre les autres. Aux termes des articles 7 et suivants de ce Code, tout fonctionnaire, tout citoyen placé sur la liste des jurés, convaincu d'avoir moyennant argent, présents ou promesses, trafiqué de son opinion ou de l'exercice de son pouvoir, est puni de la dégradation civique. Tout juré, après le serment prêté, tout juge criminel, tout officier de police en matière criminelle, convaincu du même crime, sera puni de vingt ans de gêne, c'est à dire de réclusion solitaire. Si c'est un membre de la législature il sera puni de mort.

8. — Le Code du 3 brumaire an IV n'a pas modifié les pénalités encourues. Il conserva ces peines sévères. Il ajouta, cependant, à l'encontre du juge civil ou criminel, la forfaiture qui consistait en l'incapacité de remplir aucune fonction et qui était prononcée cumulativement avec les autres peines.

9. — Le Code de 1810 a consacré à la corruption les articles 177 à 183. Le législateur a cherché différencier la répression selon la gravité de l'infraction, mais seulement à l'encontre de tout fonctionnaire ou agent participant à la vie publique. En principe la peine prononcée était celle du carcan, à laquelle s'ajoutait l'amende égale au double de la valeur reçue, mais si la corruption avait eu pour objet un fait criminel important, la peine était plus forte que le carcan. Le corrupteur encourait la même peine que celle prononcée contre le fonctionnaire corrompu.

(1) Bourgeois (Charles), *op. cit.*, p. 4.

10. — Puis, ces dispositions ont été modifiées et complétées à diverses reprises afin d'assurer une meilleure répression de cette infraction si profondément nuisible à l'ordre social, et le champ d'application de la loi pénale a été étendu à des faits qui, initialement, n'avaient pas été prévus, et dont les circonstances avaient fait apparaître le caractère nocif. Il en résulte que la notion de corruption s'est considérablement élargie. (1).

La loi du 28 avril 1832 a substitué à la peine du carcan celle de la dégradation civique. Puis, la loi du 13 mai 1863 a étendu les dispositions des articles 177 à 179 aux experts ou arbitres nommés soit par le tribunal soit par les parties. Elle considère en outre comme corruption active, le fait d'obtenir du corrompu l'abstention d'un acte qui rentrait dans l'exercice de ses devoirs.

La jurisprudence ayant admis que les articles 177 et 179 ne pouvaient être appliqués au trafic d'influence des hommes politiques investis d'un mandat électif (2), la loi du 4 Juillet 1889 eut pour objet de combler cette grave lacune, elle a créé une incrimination nouvelle; c'est l'infraction de trafic d'influence.

A la suite d'autres faits scandaleux, constatés au cours de la guerre de 1914 - 1918, qui ont nécessité l'extension des dispositions d'ordre pénal concernant la corruption aux employés, commis, préposés des commerçants ou industriels, une loi du 16 février 1919 fut promulguée. Cette loi se proposait de protéger le commerce et l'industrie français.

Par la suite, la loi du 9 mars 1928 a étendu l'application de l'article 177 du Code pénal aux militaires et assimilés, aussi bien qu'aux médecins.

Pendant la deuxième guerre mondiale, le gouvernement de Vichy a promulgué la loi du 16 mars 1943 qui a entièrement renouvelé les dispositions pénales relatives à la corruption et au trafic d'influence. Cette loi a donné une définition plus large des infractions de corruption et de trafic d'influence, mais elle a correctionnalisé ces infractions.

Enfin, l'ordonnance du 8 février 1945 a été promulguée. Elle a abrogé l'acte provisoirement applicable dit loi du 16 mars 1943 et l'a remplacé. Elle a repris en améliorant les dispositions de la loi précédente et a donné une rédaction nouvelle aux articles concernant la matière de la corruption et du

(1) *Juris classer pénal*, *op. cit.*, No. 3 et suivant.

Merlin (Joseph), *op. cit.*, p. 18 à p. 23.

(2) *Affaire Ratazzi et autres*, Paris 3 Jan. 1888; D, 1888, 2, 154.

Affaire Wilson et autres, Paris 23 Mars 1888; D, 1888, 2, 155.

trafic d'influence. Mais elle a maintenu la correctionnalisation de l'infraction. Cette ordonnance constitue la loi actuellement en vigueur. (1).

SECTION III

Le droit musulman

11. — D'après le système répressif musulman, les faits punissables sont divisés en trois catégories :

1. — Les crimes contre Dieu, lesquels étaient punis de peines sévères appelées Houdoud et ne pouvaient pas être objet de transaction.

2. — Les attentats contre les personnes qui comprennent l'homicide, les blessures et les mutilations, lesquels ne sont punis qu'à la suite de la demande de la victime et peuvent être l'objet d'une transaction moyennant le diéh ou prix du sang.

3. — Les infractions contre la paix publique qui comprennent tous les actes dignes de répression qui ne rentrent pas dans les deux premières catégories, lesquels n'ont pas des peines légales, mais sont laissés au pouvoir arbitraire du juge qui prononcera des punitions dites Taazir. Ces punitions peuvent consister dans la réprimande, l'amende, l'emprisonnement ou la flagellation suivant la gravité de l'acte.

La corruption était considérée comme infraction du Taazir. (2).

(1) Chauveau (Adolphe) à Hélie (Faustin), *Théorie du Code pénal*, 6ème édition 1887, Tome II, Chapitre XXX, p. 545 et suiv.

Garrand, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, 3ème édition 1920, nouveau tirage 1930, Tome IV, p. 368 et suiv.

Goyet, rééditée et mise à jour en 1950 par Rousselet et Patin, *Précis de droit pénal spécial*, p. 65, No. 96.

Pandectes Françaises, *op. cit.*, p. 716.

Vouin (Robert), 1ère édition 1953, *Précis de droit pénal spécial*, (Collection Dalloz), No. 446.

Garçon (Emile), *Code pénal annoté*, nouvelle édition rééditée et mise à jour par Rousselet et Pantin et Ansel, Tome I 1952, p. 689 (article 177), Nos. 1 à 12.

Dalloz, *Encyclopédie Juridique: Répertoire de droit criminel et de procédure criminelle*, Tome I 1953, p. 582 et 583, No. 1.

Patin (Maurice), Article intitulé "La restauration de la légalité républicaine dans nos codes répressifs" publié dans la revue de science criminelle et de droit pénal comparé 1946, p. 43.

Huguency (Pierre), *Traité théorique et pratique de droit pénal et de procédure pénale militaires*, 1933, No. 653, p. 668. (Élargissement depuis 1810 de la notion de corruption).

(2) Ouda (Abd el Kader), "La législation pénale musulmane comparée avec le droit positif", Edition 1949, p. 250.

Amer (Abd el Aziz), "Le Taazir en droit musulman", Thèse, Le Caire, 1955, p. 213 et p. 214, Nos. 230 et 231.

Son incrimination a été visée, implicitement, dans des textes du Coran. ⁽¹⁾ Elle a été confirmée, expressément, par la *Sounna*, c'est à dire par les paroles du Prophète Mohamed qui a enseigné que Dieu n'aime pas le corrupteur, le corrompu et l'intermédiaire entre eux. ⁽²⁾

Enfin il existe un accord unanime parmi les juristes musulmans que la corruption est une infraction de *Taazir*, dont la répression est laissée à la pleine discrétion du Juge, et qui peut varier suivant chaque cas déterminé. ⁽³⁾ Cette infraction a été traitée dans les ouvrages des juristes musulmans à propos de l'étude des devoirs des juges. Ceux-ci doivent être toujours impartiaux, il leur est interdit de se laisser corrompre. Puis, la culpabilité du gouverneur ou administrateur est en jeu s'ils se laissent corrompre. La chose donnée au corrompu doit être restituée au corrupteur parce que celui-là l'avait pris de celui-ci sans aucun titre et sans aucun droit licite.

De même, le juge peut la confisquer au bénéfice du "*Beit el Mal*" qui est le Trésor, en suivant l'exemple du Prophète Mohamed dans certains cas. Il (le Prophète) n'a pas ordonné à Ibn el Latiba, qui était un gouverneur corrompu, de restituer au corrupteur la chose reçue. Elle a été confisquée au bénéfice du *Beit el Mal* ⁽⁴⁾.

La restitution de la chose donnée au corrupteur s'explique par l'existence d'un contrat nul, c'est le contrat de *Rachoua* qui n'a aucun effet. ⁽⁵⁾

La corruption est considérée, à l'égard du corrupteur, comme une cause de justification quand il corrompt un gouverneur pour éviter un préjudice ou pour échapper à son oppression. ⁽⁶⁾

(1) El Zamakhchari (Mahmoud Ben Omar), *Interprétation du Coran dans son ouvrage "El Kachaf Au Hakaik Ghosssat el Tawil"* Tome I, p. 117 à propos de "*Souette El Bacara*", 1ère édition, 1354 de l'Hégire.

(2) Ibn Koudamah; son ouvrage "*El Moughni*" 3ème édition en l'année 1367 de l'Hégire, p. 77 à propos de "*Rachoua*".

Haute Cour Militaire d'Alexandrie; les attendus de l'arrêt en date du 20 novembre 1955 à propos de deux Cheiks El Fil et Seif surpris en flagrant délit de débouche et corruption.

El Chowkani (Mohamed Ben Ali), dans son ouvrage : *Nail el Awtar*, tome, VIII de p. 513 à p. 520.

El-Siouti (Abdel Rahman Ben Abi-Baker) dans son ouvrage *Game el Saghir*, tome II, p. 245.

Ismail (Mohamed) dans son ouvrage : *Saoual el Salam*, tome, IVe édition de l'année 1182 de l'Hégire, p. 99.

(3) Ibn Koudamah, *op. cit.*, p. 78.

Cheikh Mohamed Amis, le fameux "*Ibn Abdine*", son ouvrage intitulé "*Raf el Mokhtar Alla el Dor el Mokhtar*", Tome IV, Chapitre sur le "*Rachoua*" de p. 421 à 423.

(Ibn Abdine était un juriste de rite Hanafite).

(4) Ibn Koudamah, *op. cit.*, p. 78.

(5) Ibn Abdine, *op. cit.*, p. 422.

(6) Ibn Hazm (Mohamed Ali), *El Moshalla*, Tome IXe, 1351 de l'Hégire, No, 1636, p. 157.

SECTION IV

Le droit égyptien

12. — D'abord, et depuis la conquête de l'Égypte en 640 P.C. par les Arabes, le droit musulman avait régné partout et en toute matière, y compris la loi pénale. C'est la période du droit musulman. La conquête turque de 1571 n'a rien modifié du régime existant, la loi des conquérants étant elle-même celle des conquis. De même l'avènement de Mohamed Ali au trône en 1805 n'a fait que confirmer le système de justice répressive musulmane.

13. — Ensuite, vient la période contemporaine du droit moderne qui a imité le droit français dans les phases déjà citées.

A cause de la création des tribunaux mixtes qui ont remplacé la juridiction consulaire en matière répressive, on a promulgué en 1876 le Code Pénal Mixte qui a traité la corruption dans le chapitre troisième du titre deuxième intitulé "des crimes et délits contre la chose publique et de leur punition". Ce sont les articles 95 à 110 de ce Code. En 1883, une réforme se produisit en créant les tribunaux nationaux dits indigènes par un décret Khédivial daté du 14 Juin 1883 pour remplacer les divers conseils juridictionnels existants. On a rédigé un Code pénal indigène (national) le 13 novembre 1883 qui a examiné la corruption dans le chapitre troisième du titre deuxième concernant les crimes et les délits contre la chose publique et de leur punition (les articles 89 à 99). Ces articles sont rédigés suivant les principes modernes et empruntés dans leur presque totalité à la législation française. Ils ont consacré la répression à l'encontre de tout fonctionnaire, employé ou agent de tout ordre. La peine était la détention complétée par la privation de tout emploi public, grade ou traitement, une amende égale à la valeur de l'objet du don et la confiscation du don.

14. — L'application de ce système avait révélé des lacunes que l'on a dû combler par le Code pénal indigène (national) promulgué par la loi No. 3 de 1904 qui a remplacé l'ancien Code. Ce Code, en visant les anciennes dispositions concernant la corruption dans ses articles 89 à 96 avec quelques différences dans les expressions, a étendu le domaine de la répression. Il a édicté dans son article 90 que : "Sont assimilés aux fonctionnaires les employés ou agents de tout ordre; les experts et arbitres; ainsi que toute personne chargée d'un service public". Cette rédaction est conçue dans un sens extensif. Cette Loi est inspirée par le législateur Français d'après la Loi du 13 mai 1863. La note explicative du Code pénal égyptien de 1904 explique que :

"L'assimilation aux fonctionnaires, par l'article 90 (nouveau) des experts et arbitres et de toute personne chargée d'un service public, permet une sim-

plification dans la rédaction de plusieurs articles de ce chapitre. Les anciens articles 92, 93, 94 ont été réunis dans le nouvel article 93. L'ancien article 97 a été supprimé, vu que les faits prévus par cet article sont réprimés par l'un ou l'autre des articles 93, 97, 103¹.

15. — En effet, la rédaction du Code pénal égyptien ne visait pas spécialement les personnes investies d'un mandat électif, mais seulement les fonctionnaires et les personnes assimilées. Bien sûr, les membres des assemblées élues sont considérés des personnes assimilées car ils sont chargés d'un service public. Mais il semblait cependant difficile d'assimiler le trafic d'influence de ces personnes investies d'un mandat électif à un acte de leurs fonctions. C'est pourquoi on a promulgué le décret-loi No. 17 du 25 février 1929 pour combler cette grave carence. Ce décret-loi a ajouté au Code pénal l'article 92 bis qui édicte :

"Est assimilé à la corruption le fait par une personne investie d'un mandat public par voie d'élection ou autrement d'agréer des promesses, ou de recevoir des dons ou présents :

1. — Pour obtenir ou tenter de faire obtenir de toutes autorités publiques, des concessions, autorisations, marchés, ou entreprises, des fonctions ou emplois, des grades, décorations, récompenses ou faveurs quelconques :

2. — Pour exercer l'influence réelle ou supposée que lui donne son mandat, en vue de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir des actes, ordonnances, sentences ou décisions quelconques des autorités publiques".

Cette disposition avait pour but de réprimer l'infraction du trafic d'influence de la part des membres du parlement ou de tout autre personne investie d'un mandat électif. A ce propos le législateur égyptien a été inspiré par la loi française, du 4 juillet 1889, comme le dit la note explicative du décret-loi égyptien. (1). En d'autres termes, c'est une imitation presque totale de cette loi française.

16. — Une fois le régime des capitulations étrangères aboli par la signature et la ratification de la Convention de Montreux en Mai 1937, les deux Codes pénaux indigène (national) de 1904 et mixte de 1876 devaient faire place à un nouveau Code promulgué par la loi No. 58 de 1937 et entré en vigueur à partir du 15 Octobre de la même année. C'est le Code pénal actuel. Il a copié les articles de la corruption que contient le Code pénal indigène (national) de 1904 modifié par le décret-loi No. 17 du 25 février 1929, sans aucun changement. (2).

(1) Amin (Ahmed), *Traité de droit pénal* (partie spéciale) réfondue et mise à jour par Rached (Ali) 1949, p. 37.

Moustapha (El Said), *Code pénal annoté*, 1939 (article 103), p. 106.

(2) Abou Haïf, *Précis élémentaire de droit pénal égyptien*, 1941, p. 15.

17. — Reste la dernière phase de l'évolution de la corruption dans notre droit contemporain. Elle s'est produite à l'époque de la révolution militaire égyptienne. Dès qu'elle a pris le pouvoir le 23 juillet 1952, la révolution a déclaré qu'elle a l'intention de lutter contre la corruption qui s'était répandue dans les Administrations gouvernementales. Il faut qu'on mobilise la force pour l'abattre dans ses racines. Donc le décret-loi No. 130 fut promulgué le 4 août 1952 pour remplacer le décret-loi No. 46 du 20 avril 1952 relatif à l'épuration de l'Administration gouvernementale. D'après ce décret-loi, il est institué des commissions d'enquête pour l'épuration des ministères, des administrations publiques et des organismes sur lesquels le Gouvernement exerce un contrôle ou une surveillance. Ces commissions auront pour mission de découvrir les infractions pénales et les irrégularités administratives commises jusqu'au moment de l'entrée en vigueur de cette loi, ainsi que les autres infractions ou irrégularités qui s'y rattachent, commises même après son entrée en vigueur, elles auront à en rechercher les auteurs et à procéder à l'instruction. Chacune de ces commissions sera constituée et son champ d'action déterminé par un arrêté du Conseil des ministres, rendu à la demande du ministre compétent. Les commissions d'enquête ont été constituées d'éléments de la magistrature et d'un élément de l'Administration ayant une parfaite connaissance des rouages administratifs et de leurs règlements. Des prérogatives spéciales leur sont reconnues afin de faciliter l'accomplissement de leur mission.

Ce décret-loi a été, ensuite, modifié par le décret-loi No. 209 du 27 septembre 1952.

En tout cas, ces décrets-lois ont pour but de combattre la corruption. C'est ce qui a déclaré expressément la note explicative du premier décret-loi : "La corruption a fait tâche d'huile dans l'Administration, à tel point qu'il serait malséant de l'ignorer. Depuis son avènement au pouvoir, le Gouvernement actuel n'a pas hésité à poursuivre la corruption d'après la loi et la justice. Il est donc opportun d'instituer des commissions d'enquête chargées de découvrir les délits et les irrégularités administratives commises...".

18. — Puis vient le décret-loi No. 131 du 4 août 1952 relatif aux profits illicites qui a remplacé la loi No. 193 du 25 octobre 1951 qui avait été modifiée par les décret-lois No. 35 du 1er Avril 1952 et No. 47 du 20 Avril 1952. Selon ces décret-lois, tout fonctionnaire, tout membre du Parlement, d'un conseil municipal, d'un conseil de village ou d'un conseil provincial et en général toute personne chargée d'un service public ou investie d'un mandat public doit, dans un délai déterminé par la loi, présenter une déclaration portant indication de tous biens immeubles ou meubles, lui appartenant ou appartenant à sa femme ou à ses enfants mineurs. Des commissions sont instituées pour vérifier ces déclarations et découvrir s'il y a eu ou non un profit illicite. Des sanctions civiles, pénales et disciplinaires étaient prévues s'il existait de

profits illicites qui sont des signes d'avoir commis l'infraction de corruption ou le trafic d'influence. C'est une sorte d'incrimination sous une autre forme.

Ensuite, fut promulgué le décret-loi No. 181 du 14 septembre 1952 relatif à la révocation des fonctionnaires sans recourir à la voie disciplinaire. Il a édicté qu'on peut licencier des fonctionnaires publics ayant perdu leur bonne réputation ou contre lesquels existent des soupçons sérieux, portant atteinte à la dignité de leur fonction ou à leur intégrité, à l'honneur ou à leur bonne réputation (article 1). Les autres dispositions fixent la procédure et les effets de ce licenciement.

Ce décret-loi a été modifié le 22 décembre 1952 par le décret-loi No. 346. Selon l'article 8 du décret-loi No. 181 modifié par le décret-loi No. 346 on a limité la durée durant laquelle le gouvernement peut licencier ces fonctionnaires. Ce délai a expiré le 31 Janvier 1953. Mais la loi du 29 Janvier 1953 No. 53 l'a prorogé jusqu'au 28 Février 1953.

Il est certain que par la promulgation de ces diverses lois le gouvernement militaire a prouvé qu'il avait pour but de protéger la société contre la corruption qui s'était dangereusement répandue dans notre administration gouvernementale.

19. — Mais l'application de ces lois a démontré au législateur qu'il y avait de graves lacunes qui devaient être comblées par les dispositions du Code pénal relatives à la corruption. Il a remarqué, aussi, que la poursuite des prévenus et accusés pour infractions de corruption doit se terminer le plus vite possible dans l'intérêt de la défense de la société. (1).

C'est pourquoi, il a jugé indispensable, d'abord, de promulguer l'Ordonnance militaire No. 57 du 15 février 1953 d'après laquelle le ministère public peut saisir la Haute Cour Militaire pour la poursuite des personnes accusées d'infractions de corruption. Cette juridiction applique, en principe, les règles édictées par le Code de procédure pénale. Les décisions sont motivées. Elles sont en dernier ressort après la ratification du Gouverneur militaire général.

20. — Enfin, pour combler les lacunes qui se sont révélées après de procès retentissants, et à raison de la nécessité d'une application extensive de la notion de corruption, on a promulgué la loi No. 69 du 19 février 1953 qui a modifié les articles 103 à 111 du Code pénal actuel. Cette loi a changé profondément les textes qui étaient en vigueur pour arriver à étendre la notion de la corruption en l'interprétant extensivement. Ainsi, ce n'est que par cette loi que le fait de la rémunération occulte des employés d'entreprises privées a été considéré comme un acte répréhensible en droit pénal. En ce qui concerne la

(1) Ordonnance militaire, (note explicative) No. 57.

répression, le législateur a voulu une peine lourde et trop sévère pour protéger la société contre la corruption. (1). Cette loi a été rédigée d'après les dispositions déjà élaborées par une commission qui était constituée par un arrêté ministériel du 2 Mars 1946 pour réviser le Code pénal égyptien. Cette commission n'a pas encore rédigé son rapport, mais elle a codifié plusieurs textes nouveaux sous le nom de projet du Code pénal égyptien. (2). En tous cas, elle a spécialement consacré les articles 180 à 191 de son projet à la corruption. (3). La loi du 19 Février 1953 a été inspirée par ces articles avec quelques modifications en vue d'aggraver la pénalité encourue qui peut aller jusqu'aux travaux forcés à perpétuité. Ces nouveaux textes ont été mis en vigueur le 19 février 1953. C'est le régime actuel.

21. — Il en est ainsi en ce qui concerne le fond. Mais pour la forme, c'est à dire quant aux procédures des poursuites c'est l'Ordonnance militaire No. 57 qui est applicable. Un arrêté du Ministre de la Justice du 8 mars 1953 a constitué au Caire un parquet spécial nommé le parquet de la sûreté de l'Etat, dont j'étais l'un des membres. Ce parquet a pour rôle la mise en mouvement et l'exercice de l'action publique pour les infractions contre la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat et aussi bien que pour les infractions de la corruption. En pratique, on a saisi toujours la Haute Cour Militaire pour poursuivre les accusés des infractions de corruption, de sorte que toutes les décisions judiciaires, sur l'application de cette loi nouvelle, sont prononcées par la Haute Cour Militaire qui est constituée dans chaque ville où il y a une Cour d'Appel. — En un mot, nous avons cinq Hautes Cours Militaires siégeant au Caire, à Alexandrie, à Tanta, à Mansourah et enfin à Assiout. Chaque Cour se compose, en principe, de trois conseillers de la Cour d'Appel et deux officiers de l'armée. Elle peut être composée, exceptionnellement, de cinq officiers s'il y a un arrêté spécial du Gouverneur militaire général qui est actuellement le Premier Ministre. Mais on doit signaler que les décisions de ces Cours, quelle que soit leur composition, sont toujours motivées. Comme j'ai déjà dit les arrêts sont prononcés en dernier ressort sous réserve de leur ratification par le Gouverneur militaire général.

L'accusateur public devant chaque Haute Cour Militaire est toujours un membre du parquet.

Enfin, le 20 Juin 1956 fut promulguée la loi No. 270 de 1956. D'après cette loi, l'état de siège est abrogé. (article 1).

Il en résulte que les infractions de corruption seront jugées, en principe, par la Cour d'assises à partir du 20 Juin 1956. On peut se pourvoir en cassation contre ces arrêts devant la Cour de cassation.

(1) (2) Loi du 19 Février 1953. Note explicative.

(3) Travaux préparatoires de ce projet déposés à l'Administration de législation au Ministère de la Justice.

Ainsi, nous nous sommes efforcés de jeter un coup d'oeil en arrière. Nous avons tenté d'esquisser l'histoire de la corruption. Nous avons tâché de retracer le développement de cette infraction à travers les âges.

On peut conclure en disant que les textes sur l'infraction de la corruption, actuellement en vigueur, ont été modifiés à diverses reprises. Ces dispositions ont subi de retouches substantielles. Elles sont le résultat d'une oeuvre législative successive et importante. Elles sont toujours inspirées par le droit français, même la dernière loi No. 69 du 19 Février 1953 dont les textes peuvent être interprétés d'après les règles du droit musulman (1).

Le but final de toute modification était une répression plus générale et plus efficace de l'infraction de la corruption. On verra plus loin si les nouveaux textes ont réalisé l'intention véritable de notre législateur qui était celle de lutter contre la corruption et de protéger la société contre ce danger.

Distinction entre la corruption et autres infractions voisines

Il est important de faire la distinction entre la corruption et autres infractions voisines qui se rapprochent d'elle par certains de leurs éléments constitutifs. Ce chapitre sera consacré à l'étude de la corruption par rapport aux infractions qui sont la concussion, le trafic d'influence, la contrainte par voies de fait ou menaces envers les fonctionnaires publics, la sollicitation, l'escroquerie et l'abus de confiance.

(1) Code Civil Égyptien: L'article 1 déclare dans son deuxième alinéa:

"À défaut d'une disposition législative applicable, le juge statuera d'après la coutume, et à son défaut, d'après les principes du droit musulman. À défaut de ces principes, le juge aura recours au droit naturel et aux règles de l'équité"

CHAPITRE I

La corruption et la concussion

22. — Généralités.

La corruption est un délit qui est tout différent de la concussion. La concussion vient du latin "concussio" qui signifie extorsion.

Mais en droit romain, le crime de concussion se confondait avec celui de corruption. La concussion était aussi bien le fait d'un magistrat qui recevait des présents ou de l'argent pour porter ou anéantir une accusation, que le fait d'un officier public qui imposait une perception illicite. Or le premier de ces actes est, infraction de corruption et non pas de la concussion. (1).

SECTION I

La corruption et la concussion en droit français

23. — Distinction entre elles.

L'ancien droit français conserva les principes du droit romain et les met en application. Mais la corruption et la concussion se trouvent encore confondues.

La distinction bien nette entre eux a été faite dans le droit intermédiaire. C'est le Code pénal de 1791 qui sépara pour la première fois le crime de concussion du crime de corruption. "Tout fonctionnaire ou officier public, dit l'article 14, toute personne commise à la perception des droits et contributions publiques, qui seront convaincus d'avoir commis, par eux ou leurs préposés, le crime de concussion, seront punis de la peine de six années de fers, sans préjudice de la restitution des sommes reçues illégalement". Quant à la corrup-

(1) Pandectes Françaises, *op. cit.* No. 5.

Juris-classeur pénal, *op. cit.*, No. 25.

Dalloz, Encyclopédie, *op. cit.*, v. concussion No. 12.

Dalloz, Encyclopédie, *op. cit.*, v. corruption No. 4.

Garçon, *op. cit.*, art. 174 No. 58 à 73, art. 177 No. 13.

Goadby (Frederick), *Commentary on Egyptian criminal law*, 1924. "Corruption and bribery" p. 427.

Merlin (Joseph), *op. cit.*, p. 29 à 41.

Bourgeois (Charles), *op. cit.*, p. 4 et s.

Zohdi (Mehmed Elsan), *op. cit.*, p. 11 et s.

tion, les articles 7 et suivants en font un crime à part. Aux termes de ces articles, tout fonctionnaire, tout citoyen placé sur la liste des jurés, convaincu d'avoir, moyennant argent, présents ou promesses, trafiqué de son opinion ou de l'exercice de son pouvoir, est puni de la dégradation civique. Tout juré, après le serment prêté, tout juge criminel, tout officier de police en matière criminelle, convaincu du même crime, sera puni de vingt ans de gêne. Si c'est un membre de la législature il sera puni de mort.

Le Code de Brumaire an IV conserva ces peines sévères et organisa un jury spécial pour les infractions de concussion.

Le Code pénal actuel a incriminé séparément la corruption et la concussion.

24. — Notion générale de la concussion.

La concussion a été visée par ce dernier Code dans l'article 174 qui forme le deuxième paragraphe intitulé "Des concussions commises par les fonctionnaires publics" de la deuxième section du chapitre III.

D'après cet article la concussion peut être commise par "tous fonctionnaires ou officiers publics, tous percepteurs des droits, contributions ou deniers publics, leurs commis ou préposés". Ceci doit s'entendre de tout fonctionnaire ou toute personne appelée à un titre quelconque à percevoir des sommes pour le compte de collectivités publiques. Cette infraction consiste à exiger ou percevoir des sommes que l'on présente à la partie versante comme dûes en vertu des lois ou à une collectivité publique, alors que les sommes ne sont pas réellement dûes. Par exemple on perçoit une somme au titre d'une prétendue taxe en réalité inexistante, ou bien l'on présente comme une créance contractuelle d'une collectivité publique une somme que l'on sait n'être pas dûe, ou excéder ce qui est dû.

Il s'agit donc de sommes extorquées aux administrés et non de sommes que l'on a fait sortir frauduleusement des caisses publiques. Les victimes directes de la concussion ne sont pas les collectivités publiques, mais les administrés bien que l'article 174 soit compris dans le titre du Code pénal intitulé "Crimes et délits contre la chose publique". C'est en réalité une extorsion de fonds à des particuliers (administrés, contribuables). L'infraction est consommée non seulement par la perception des sommes, mais même par l'ordre donné de les percevoir. L'article final de chaque loi de finances étend même les peines de la concussion à "ceux qui auront ordonné ou effectué le recouvrement de contributions autre que celles qui sont autorisées par les lois en vigueur. Seulement, la mauvaise foi est un élément essentiel de l'infraction, par conséquent, il ne faudrait pas s'imaginer que soit concussionnaire tout employé

du fisc qui a réclamé des sommes excessives par fausse interprétation des lois fiscales. (1).

La concussion qui, d'après le Code pénal, était un crime, a été correctionnalisée par une loi du 24 novembre 1943 validée par une ordonnance du 26 juin 1945, pour des raisons qu'il n'est pas difficile de deviner : rendre plus effective la répression en la retirant de la compétence du jury. La correctionnalisation, est théoriquement un adoucissement de la répression mais en réalité elle est un durcissement. (2).

La loi nouvelle s'applique dès sa promulgation aux poursuites en cours pour des faits antérieurs, ce qui n'est que l'application d'un principe constant en droit pénal. (3).

25. — Critérium de la distinction.

Nous avons dit que le Code pénal actuel a nettement distingué entre la corruption et la concussion, en les incriminant par des dispositions spéciales et en les punissant de peines différentes. Mais il existe des cas où la concussion se rapproche de la corruption, et de cette situation naissent de questions délicates de qualification. La corruption, sans doute diffère de la concussion mais il existe entre elles une grande analogie en raison de leur caractère commun : l'argent ou l'avantage reçus par suite d'un abus de la fonction. Néanmoins, plusieurs différences essentielles les séparent et il importe de les dégager. Cette étude n'est pas purement théorique; des intérêts pratiques s'y attachent. La peine varie dans les deux infractions. D'autre part, en cas de concussion comme en cas de corruption, le fonctionnaire demande et reçoit ce qu'il sait ne pas lui être dû. Mais dans le cas de concussion c'est le concussionnaire qui est seul coupable et non pas celui qui paie ce qui n'est pas dû lequel est considéré comme une victime. Au contraire en matière de corruption, en principe, un marché est intervenu entre le fonctionnaire corrompu et le corrupteur et ces deux personnes sont responsables pénalement.

En pratique, il sera quelquefois difficile de distinguer si le fait constitue l'une ou l'autre de ces infractions et d'établir une qualification correcte. La jurisprudence les a souvent confondues, elle a longtemps présenté sur ce point une grande indécision (4).

(1) Crim. 23 juillet 1932. S. 1934, I, 118.

(2) Walline (Marcel), *Les rapports du droit administratif et du droit pénal*, Cours de droit administratif pour les étudiants de doctorat en l'année de 1947-1948, p. 24 à p. 28.

(3) Arrêt de la Cour de cassation, ch. crim., 27 juin 1946, affaire Felloux; v. Walline, *op. cit.*, p. 28.

(4) Garçon, *op. cit.*, art. 174 du No. 58 à No. 73 où il a expliqué les arrêts de la Cour de cassation des 30-4-1812, 22-10-1813, 5-5-1837, 7-2-1852, 1-10-1852, 19-7-1855, 24-2-1893, 18-2-1899, 26-7-1917.

Une première tendance disait que l'infraction de la corruption se distingue de celle de la concussion par cette circonstance que le fonctionnaire corrompu a reçu un don ou présent que le corrupteur était libre de ne pas lui faire. C'est l'arrêt de la Cour de cassation du 24 février 1893 qui a adopté ce critère (1) puis la Cour de Riom en 1899 (2). Dans ce dernier arrêt une personne avait été surprise en infraction de chasse par le garde champêtre. Celui-ci lui dresse procès-verbal; pour éviter une poursuite judiciaire le contrevenant va trouver le maire et lui propose "d'arranger l'affaire". Le maire y consent moyennant la remise d'une certaine somme pour l'affecter partie à l'hospice communal, portée au garde champêtre qui a constaté le délit. La Cour de Riom a dit : "Il résulte des termes de l'article 174 que la concussion est la perception illicite et frauduleuse d'une somme quelconque faite par un fonctionnaire, à l'insu et contre la volonté de la personne qui en est victime. Il faut que la personne qui remet l'argent n'ait pas été libre de ne pas le donner, d'après et suivant les termes de l'arrêt précité de la Cour suprême du 24 février 1893. Ici la victime était parfaitement libre de ne pas donner. Il s'ensuit que les faits reprochés aux prévenus (le maire et la garde champêtre), tout en constituant des actes essentiellement blâmables et un manquement des plus graves à leurs devoirs, ne peuvent cependant tomber sous l'application de la loi pénale". La Cour a acquitté les deux prévenus conformément à la jurisprudence par son arrêt du 24 février 1893.

Le Procureur général près la Cour d'Appel a formé un pourvoi de cassation. La Cour de Cassation a déclaré le 18 février 1899 qu'il n'est pas nécessaire que la perception illicite ait été à l'insu ou contre le gré de la personne qui a remis les fonds, et si, sous ce rapport, les critiques dirigées par le pourvoi entre l'un des motifs de l'arrêt attaqué sont fondées, il faut, pour que la loi pénale puisse être appliquée que l'intention frauduleuse, élément essentiel du délit, résulte des constatations de l'arrêt attaqué. Attendu que loin de constater cette intention coupable de la part des deux prévenus, l'arrêt attaqué déclare au contraire "qu'il n'est pas établi qu'ils aient agi avec une intention frauduleuse", que cette appréciation souveraine de l'ensemble des faits, de la cause échappe au contrôle de la Cour de cassation et suffit pour justifier la décision de relaxe.

Cette tendance a été soutenue par plusieurs juristes. (3). Ce qui sépare donc la corruption de la concussion, c'est la liberté. Si la victime n'est pas

(1) D. 93, 1, 393.

(2) D. 1899, 1, 425.

S. 1900, 1, 429.

(3) Le Poittevin (Gustave), *le dictionnaire formulaire des parquets et de la police judiciaire*. Tome 1, 8e édition de 1954. v. Corruption et trafic d'influence, p. 1129.

Blanche, *"Etudes sur le Code pénal"*, t. 3, No. 378, p. 649.

Merlin (Joseph), *op. cit.*, p. 28 et s.

libre de refuser au fonctionnaire ce que ce dernier lui demande c'est l'infraction de la concussion, s'il a cette liberté c'est de la corruption. Voilà la ligne de démarcation entre ces deux infractions qui a été tracée par l'arrêt du 24 février 1893. (1).

A l'inverse, il y a un autre point de vue adopté par la plupart des auteurs. M. Waline, dans son cours précité, a déclaré, à propos de l'arrêt de la Cour de Riom, que la personne qui a remis les fonds savait fort bien qu'elle ne s'acquittait pas régulièrement d'une amende, et d'autre part, le maire n'a pas exigé la remise de cette somme, c'est peut-être le contrevenant qui la lui a offerte spontanément. En réalité il n'y avait pas dans l'espèce concussion mais corruption de fonctionnaire parce que le maire n'avait pas laissé croire à la partie versante qu'elle s'acquittait régulièrement d'une amende. M. Waline conclut qu'il faut pour qu'il y ait concussion que la somme ait été exigée et que pour l'exiger, le fonctionnaire l'ait présentée à la victime comme légalement due.

De même, M. Garçon a remarqué que la décision de la Cour de cassation dans cette affaire n'indique point le caractère distinctif des deux infractions. Il a posé un critère de distinction : d'après lui, le véritable critère est dans le titre de la perception indue. Il y a concussion si les sommes ont été remises aux fonctionnaires pour droits, taxes, contributions, deniers ou pour salaires ou traitements. Il y a corruption si elles l'ont été comme dons ou présents. Il faut voir quelles ont été les prétentions du fonctionnaire; a-t-il exigé ou reçu une somme comme une chose à lui due, bien qu'elle ne le fût pas, c'est alors, un concussionnaire, ou l'a-t-il demandé ou accepté comme un présent, auquel il n'avait aucun droit; dans ce cas c'est un fonctionnaire corrompu. En d'autres termes, les deux infractions se distinguent par le motif qu'invoque l'officier public pour justifier son acte répréhensible; si celui-ci prétend avoir le droit d'exiger ce qu'il reçoit il commet une concussion. S'il est prouvé le contraire, il s'agit d'un délinquant en corruption.

Cette opinion est celle de la majorité des criminalistes (2). Aussi, cette deuxième tendance a été confirmée par l'Arrêt Denis de la Cour de cassation du 26 Juillet 1917. (3).

Denis, étant mis à la disposition de la municipalité de St. Maur en vue de faire des enquêtes au sujet de demandes d'allocations militaires, s'était

(1) Bourgeois (Charles), *op. cit.*, p. 21 et s.

(2) Helie (Faustin), *pratique criminelle des cours et tribunaux*, tome II, 1954, No. 200 et s.
Dalloz, *Encyclopédie*, *op. cit.*, No. 5.

(3) Garçon, *op. cit.*, p. 677.

présenté au domicile de deux femmes de soldats, et s'était fait remettre par chacune d'elles une somme d'argent en leur donnant à entendre que leur allocation, dont la suppression était à craindre, serait grâce à ce versement maintenue. Traduit devant la juridiction correctionnelle, il fut condamné du chef de concussion. La Cour de cassation, sur son pourvoi, a jugé qu'il résultait des constatations ci-dessus, que le prévenu n'avait pas reçu pour droits, taxes, contributions les sommes qu'il avait illégalement perçues, mais qu'il avait demandé et reçu les dites sommes à titre de dons ou présents, pour faire obtenir aux personnes qui les lui ont remis, la faveur qu'elles sollicitaient, soit le maintien de leur allocation. Il y avait donc non point concussion, mais corruption. La Cour a, néanmoins, rejeté le pourvoi pour le motif que l'erreur de qualification n'avait pas eu d'influence sur la pénalité encourue et qu'ainsi la peine était justifiée.

A mon avis, le critère tiré soit du motif de la perception indue, soit du motif qu'invoque le prévenu ou la preuve de ses prétentions présentées à la victime, est plus rationnel que le critère émanant de la faculté du corrupteur de remettre soit la chose réclamée soit ce que lui-même offre au corrompu. Ce critère coïncide avec la nature et les moyens de qualification des infractions, car il faut toujours, pour qualifier une infraction, envisager les actes du prévenu, il faut analyser les faits commis par lui, peu importe la psychologie de la victime. Ainsi, il faut tenir compte du motif invoqué par le délinquant en demandant la perception illicite. Peu importe que la victime ait été libre ou non car le délinquant n'est responsable que de ses actes et gestes tels que présentés par lui-même.

SECTION II

La corruption et la concussion en droit égyptien

Ce qui caractérise le droit égyptien, c'est qu'il y existe deux périodes : une période de séparation entre ces deux infractions, puis une période de confusion.

PARAGRAPHE I

Période de la séparation.

26. — Suivant l'exemple du législateur français, notre législateur a édicté, à côté des dispositions sur la corruption, un article spécial sur la concussion. C'est l'article 114 qui, à la différence du Code français, est venu après ceux

relatifs à la corruption. Cet article figure dans le Code pénal égyptien, au chapitre quatrième intitulé : "Détournement de deniers publics, concussion" qui englobe les articles de 112 à 119, modifiés par la loi No. 69 du 19 février 1953 précité. L'article 114 dispose que :

"Tout fonctionnaire public chargé de la perception des droits, amendes, taxes, impôts ou autres redevances, qui demande ou perçoit sciemment ce qu'il sait qu'il n'est pas dû, ou excède ce qui est dû, sera condamné aux travaux forcés à temps".

L'article 119 dit :

"Dans l'application des dispositions de ce chapitre les personnes indiquées à l'article 111 ci-dessus seront considérées comme fonctionnaires publics".

L'article 111 figure au chapitre relatif à la corruption.

En réalité, l'article 114 du Code pénal égyptien est rédigé d'après l'article 174 du Code pénal français qui demeure toujours sa source historique.

La concussion définie par l'article 114 diffère du détournement de deniers publics ou *pécumat*.

En ce qui concerne la concussion je n'ai trouvé dans la jurisprudence égyptienne qu'un seul arrêt de la Cour de cassation qui a appliqué l'article 114. C'est l'arrêt du 28 août 1911 (1). Il s'agissait d'une personne qui a commis le délit de concussion dans la perception des droits d'abattage en excédant ce qui était dû. La Cour l'a considérée comme concussionnaire et dès lors, punissable en vertu de cet article.

A cause de l'inspiration du Code égyptien par le Code français, on peut signaler que tout ce qui a été mentionné à propos de la distinction entre la corruption et la concussion dans le Code français s'applique aussi à l'interprétation du Code égyptien, étant donné que les dispositions dans les deux Codes, à l'égard de ces deux infractions, sont, en principe, semblables.

PARAGRAPHE II

Période de la confusion

27. — D'après le Code pénal égyptien la distinction ci-dessus est valable. Mais dans des législations pénales spéciales le problème devient difficile. Le décret-loi No. 178 du 22 décembre 1949, établissant des peines contre

(1) Tribunaux nationaux, *bulletin officiel*, Année 13, No. 1, règle 3.

les ministres dans les cas non prévus au Code pénal, a confondu ces deux infractions. Ce décret-loi a été remplacé le 2 août 1952 par le décret-loi No. 126, et le décret-loi No. 127 a organisé la procédure de la poursuite dans ces cas. Ces décrets-lois édictent que les ministres sont passibles des peines, si dans l'exercice de leurs fonctions se rendent coupables du crime de concussion. Sont considérés comme crime de concussion toute infraction aux dispositions des articles 9 et 64 de la Constitution Egyptienne concernant le respect du droit de propriété, l'interdiction de tout empiètement sur ce droit et l'interdiction d'acheter ou de louer le domaine de l'Etat, ainsi que tout acte qui provoquerait la hausse ou la baisse des prix dans un intérêt personnel ou dans l'intérêt des tiers, de même que l'acceptation d'une promesse, d'un avantage ou d'un privilège en contre-martie de l'influence vraie ou alléguée en vue de l'obtention de n'importe quels actes, décisions, avis ou privilèges de n'importe quelle autorité publique, organisation, société ou autre institution soumises sous n'importe quelle forme au contrôle ou aux directives des autorités publiques.

La concussion est punie par les pénalités visées par le Code pénal pour la corruption.

Vient ensuite le décret-loi No. 344 du 22 décembre 1952 relatif au crime de concussion. Ce décret-loi, modifié par la loi No. 173 du 9 avril 1953, considère, comme coupable du crime de concussion tout fonctionnaire public, ministre ou autre, tout membre de l'une des chambres du Parlement, d'un Conseil municipal, d'un Conseil de village, ou d'un Conseil provincial et en général toute personne chargée d'un service public ou investie d'un mandat public qui a commis un ou plusieurs des actes énoncés ci-après :

- a) Tout acte de nature à corrompre le pouvoir ou la vie politique par des moyens préjudiciables aux intérêts du pays, ou par suite de négligence de ces intérêts ou par tout moyen illégal.
- b) Le trafic d'influence en vue d'obtenir pour soi-même ou pour autrui, une fonction gouvernementale ou un poste dans un organisme public, ou toute organisation, société ou institution privée ou en vue d'obtenir un profit ou un avantage par dérogation aux dispositions qui les régissent.
- c) Le trafic d'influence, réelle ou alléguée, en vue d'obtenir un profit ou un avantage personnel ou pour autrui, de n'importe quelle autorité publique, organisation, société ou autre institution.
- d) Le trafic d'influence tendant à provoquer la hausse ou la baisse des prix au détriment de la collectivité ou de l'Etat.
- e) Tout acte tendant à exercer une pression sur le Magistrat.
- f) Toute intervention préjudiciable aux intérêts publics dans l'exercice de fonctions officielles, de la part de celui qui n'a pas qualité ou l'acceptation d'une telle intervention.

L'intervention de la part de toute personne autre que celles envisagées sera assimilée à un acte de concussion si l'intervenant a trafiqué de ses relations avec toute autre autorité publique.

De l'étude de ces lois spéciales il résulte que le législateur égyptien a commis une confusion dans la terminologie, fait qui aboutira, certainement, à une confusion d'interprétation.

On se demande quel est le sens exacte de chaque dénomination. Quel est le sens de concussion, quel est le sens de corruption, quel est le sens du trafic d'influence. La délimitation de chaque cas exige une étude spéciale. Je relève, d'une manière précise, que chacune de ces infractions est constituée d'éléments spéciaux. La corruption est celle qui est visée par les articles 103 à 111 du Code pénal. La concussion englobe, non seulement l'infraction visée par l'article 114 du Code pénal, mais aussi les cas déterminés dans les législations pénales spéciales précitées. Le trafic d'influence a un sens spécifique que je vais étudier dans le deuxième chapitre. Il peut s'agir d'un cas de cumul idéal entre ces infractions, que j'examinerai également plus loin.

On peut conclure donc que le législateur égyptien est remonté à l'époque du droit romain où une confusion existait entre les deux termes "corruptio" et "concussio". C'est un point de critique du droit égyptien qui exige l'intervention du législateur égyptien pour qu'il donne une solution nette afin d'éviter cette grave confusion. Mais on peut justifier la conduite du législateur égyptien par des considérations d'ordre politique car il n'a pas eu le temps nécessaire au moment de la modification des dispositions de la corruption le 19 février 1953, après la promulgation de ces diverses législations, de spécifier clairement les actes constitutifs et les qualités de chacune de ces infractions.

Quoi qu'il en soit, il faut noter que c'est le Code pénal égyptien qui a édicté la distinction entre ces deux infractions. Dès lors, la séparation subsiste en droit commun.

CHAPITRE II

La Corruption et le trafic d'influence

28. — Préliminaires.

Nous venons d'examiner la corruption par rapport à la concussion. Mais il est nécessaire de la définir en la distinguant des autres termes équivalants.

Le Code pénal comprend sous le titre de corruption, outre la vénalité du fonctionnaire qui constitue la corruption proprement dite, le trafic d'influence et d'autres infractions. (1). En d'autres termes, sous la rubrique de la corruption le Code pénal comprend deux infractions distinctes (2).

1. — La corruption proprement dite qui est le trafic de la fonction.
2. — Le trafic d'influence.

C'est pourquoi nous avons cru devoir ajouter quelques mots sur le trafic d'influence, afin de déterminer son rapport avec la corruption.

SECTION I

Notion générale du trafic d'influence

Le Code pénal punit le trafic d'influence dont une personne peut disposer auprès de l'autorité ou des administrations publiques. Un trafic de cette nature ne suppose l'exercice d'aucune fonction. Il peut être commis même par

(1) Dalloz, *répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, tome, 6e 1914, v. le mot forfaiture, p. 605 à p. 607, No. 72 à 102.

(2) Pour plus de détail sur le trafic d'influence, v. les ouvrages suivants:
Dandine (Bernard), *de la répression du trafic d'influence en droit positif français actuel*, thèse Toulouse, 1935.

Delahaye (Pedro), *le trafic d'influence*, article publié dans la *revue de droit pénal et de criminologie*, 1946-1947, No. 5 en février 1947, de p. 377 à p. 405.

Chevallier (Jean), *de la notion du trafic d'influence: étude de droit français et de droit italien comparés*, article publié par la *revue internationale de droit pénal*, 12ème année, 1935, de p. 27 à p. 94.

Garçon, *op. cit.*, art. 177 et 178, No. 234, art. 179 No. 6 et 7.

Garraud, *op. cit.*, No. 1522, No. 1527.

Goyet, *précis de droit pénal spécial*, 6ème éd., 1950, No. 102/3.

Vosin, *précis de droit pénal spécial*, (Dalloz) 1953, No. 455 et s.

Dalloz, *Encyclopédie op. cit.*, No. 3 et No. 55 et ss.

Juris-classeur pénal, *op. cit.*, No. 13.

Hélie (Faustin), *op. cit.*, No. 223.

les simples particuliers. Mais ses conséquences sont plus graves, et le péril qu'il fait courir à la moralité publique est plus considérable, lorsqu'il émane, soit des membres des corps élus, dont l'influence dans les régimes démocratiques est considérable, soit des fonctionnaires publics.

PARAGRAPHE I

En droit français

29. — Jusqu'à la promulgation de la loi du 4 juillet 1889, le trafic d'influence était impuni en droit français. C'est à la suite des célèbres affaires dites "des décorations" qu'on a pensé à incriminer ce fait.

Dans l'une de ces affaires (d'Andlau, Ratazzi et autres), il s'agissait d'un sénateur qui, de concert avec d'autres individus, s'était fait remettre des sommes d'argent, en persuadant à des dupes qu'il pouvait les faire décorer de la Légion d'honneur. La qualification de corruption n'étant pas applicable aux faits de la cause, puisqu'il n'y avait pas trafic de la fonction, la Cour de Paris adopta celle de l'escroquerie (1).

Dans une autre affaire (Wilson), un député nommé Wilson s'était fait remettre de l'argent pour user de son influence en faveur d'individus qui désiraient être décorés, et comme rémunération des démarches et des sollicitations qu'il avait réellement faites. La Cour de Paris en date du 26 mars 1888 a décidé que ces faits n'étaient pas constitutifs du délit d'escroquerie, et à défaut d'autre incrimination les prévenus furent relaxés. (2). Parmi les attendus de cet arrêt on lit :

"Attendu que les recommandations et les démarches n'étaient pas chimériques, qu'elles ont été réellement faites..., que dès lors, avec quelque sévérité qu'on puisse apprécier les défaillances morales qui se rencontrent dans la cause, il est manifeste qu'il n'y a pas eu d'escroquerie commise à son préjudice, et par conséquent, l'article 405 est inapplicable."

La Cour de Paris considérant d'ailleurs que les faits précités ne tombent pas sous le coup d'aucune disposition répressive, et qu'il appartient au juge, non pas de faire la loi, mais de l'appliquer telle qu'elle existe, et qu'il lui est expressément interdit d'étendre la loi pénale à des cas qu'elle n'a pas prévus, a relaxé les prévenus. (3).

(1) Paris, 3 janvier 1888: S. 89. 2. 84. — D. 88. 2. 154.

(2) Bourgeois (Charles), *op. cit.*, p. 89 et s.

(3) S. 89.2.87.
D. 88.2.155.

Ces divers procès avaient vivement préoccupé l'opinion publique qui s'était émue de cette lacune ainsi signalée dans la loi pénale. L'arrêt Wilson, surtout, qui assura l'impunité des prévenus, a mis en vedette une lacune législative que tout le monde était d'accord qu'il fallait combler.

Plusieurs projets et propositions des lois furent soumis simultanément soit à la Chambre des Députés, soit au Sénat. Ils ont abouti à la loi du 4 juillet 1889 qui a incriminé le trafic d'influence. Telle fut l'origine de cette loi (1).

30. — D'après l'article 178 du Code pénal actuel, sera punie d'un emprisonnement d'un an au moins, et de cinq ans au plus, et d'une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues ou demandées, sans que la dite amende puisse être inférieure à 50,000 francs, toute personne qui aura sollicité ou agréé des offres ou promesses, sollicité ou reçu des dons ou présents pour faire obtenir ou tenter de faire obtenir des faveurs quelconques accordées par l'autorité publique, ou d'une décision favorable d'une telle autorité ou administration et aura ainsi abusé d'une influence réelle ou supposée. Si le coupable est investi d'un mandat électif, fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, militaire ou assimilé, agent ou préposé d'une administration publique ou d'une administration placée sous le contrôle de la puissance publique, ou citoyen chargé d'un ministère de service public et qu'il a abusé de l'influence réelle ou supposée que lui donne son mandat ou sa qualité, la peine d'emprisonnement sera de deux années au moins et de dix ans au plus.

Le trafic d'influence est donc le fait du tiers qui, moyennant rétribution reçue d'un autre, intervient, dans l'intérêt de celui-ci auprès du dépositaire de l'autorité publique, pour en obtenir la faveur (2) en vue de laquelle lui-même aura été payé. Il est à constater que la qualité de la personne qui trafique son influence n'est prise en considération qu'en ce qui concerne la gravité de la peine.

31. — Enfin, il faut signaler qu'il peut exister, outre l'infraction du trafic d'influence, le délit d'escroquerie s'il y a des manoeuvres frauduleuses tendant à persuader de l'existence d'un certain crédit. Il y a concours de qualifications. La Cour de cassation dans son arrêt du 3 novembre 1933 (3) a décidé que si le corrompu a usé de manoeuvres frauduleuses pour faire croire à un pouvoir imaginaire, le délit d'escroquerie peut se trouver constitué et il peut y avoir cummul idéal d'infractions. Cet arrêt a été déjà confirmé par la Cour de cas-

(1) Zohdi (Mahmoud Ihsan), *op. cit.*, p. 37 et s.

(2) Arrêt de la Cour de cassation du 20 Janv. 1949 qui a défini le mot faveur. (D. 1949, J. 119).

(3) Gazette de Palais 1933. 2. 972.

sation dans son arrêt du 22 juillet 1910 (1) qui a déclaré que "le fait d'avoir agréé des offres ou reçu de l'argent en vue de faire obtenir à une personne une faveur quelconque de l'autorité publique ne constitue pas le délit d'escroquerie, si aucune manoeuvre frauduleuse n'a été mise en oeuvre en vue d'aboutir à ce résultat, mais le délit de trafic d'influence prévu et puni par la loi de 1889".

Le conseiller à la Cour d'appel de Paris G. Leloir dans sa note à propos de ce dernier arrêt a confirmé que lorsque l'influence dont l'inculpé a fait trafic était réelle le fait ne peut évidemment pas tomber sous le coup de l'article 405 du même Code, il ne peut être question d'escroquerie, puisque le crédit allégué n'était pas imaginaire. Si le crédit est purement imaginaire et pour que l'article 405 du Code pénal soit applicable, il fallait encore que l'agent eut fait usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité ou employé des manoeuvres frauduleuses pour persuader à ses dupes de la réalité de son crédit, et qu'il ne se fût pas borné, en un mot, à de simples allégations mensongères.

PARAGRAPHE II

En droit égyptien

32. — Après la création en Egypte du régime parlementaire selon notre première constitution du 19 avril 1923, le législateur égyptien avait remarqué que les membres du Parlement abusèrent de l'influence que leur conférait leur mandat parlementaire, c'est à dire qu'ils avaient trafiqué de leur qualité pour faire obtenir des faveurs à des personnes qui les avaient rémunérés.

Le Code pénal de 1904, qui était en vigueur, ne s'appliquait que si le don ou le présent donné aux personnes investies du mandat, était pour leur faire accomplir ou s'abstenir d'un acte entrant dans l'exercice de ce mandat. Les actes accomplis par eux en dehors de l'exercice de ce mandat restaient impunis. En d'autres termes les actes qui ne sont pas qualifiés comme trafic de fonction ne tombaient pas sous le coup de la loi. C'est pourquoi on a songé d'ajouter au Code pénal une disposition qui réprime l'infraction du trafic d'influence conformément à ce qu'il se passa en France en 1889. A cet effet on a promulgué le décret-loi No. 17 du 25 février 1929 qui a inséré un texte nouveau, qui est l'article 92 bis du Code pénal. (2).

D'après cet article, est assimilé à la corruption le fait par une personne investie d'un mandat public, par voie d'élection ou autrement, d'agréer des

(1) D. 1913, 1. 49.

(2) Note explicative de ce décret loi.

promesses, ou de recevoir des dons ou présents afin d'exercer son influence réelle ou supposée pour faire obtenir ou de tenter de faire obtenir des faveurs quelconques ou des décisions quelconques des autorités publiques.

33. — Cet article a été introduit, sans aucun changement, dans le Code pénal de 1937. Mais la loi du 19 février 1953 a changé cette disposition et a inclus l'infraction du trafic d'influence dans l'article 106 bis du Code pénal de 1937 modifié par cette loi. Ce nouveau texte, consacré par l'article 184 du projet du Code pénal, a comblé les lacunes relevées par les pénalistes égyptiens (1).

Il dispose que : "celui qui, pour lui-même ou un tiers, sollicite, agréé ou reçoit une promesse ou un don pour exercer une influence réelle ou supposée en vue de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir de n'importe quelle autorité publique des actes, ordonnances, décisions judiciaires, arrêtés, décorations, concessions, autorisations, marchés de fournitures, entreprises — ou en vue de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir une fonction ou un emploi ou tout autre avantage de n'importe quelle nature sera réputé coupable de corruption et condamné aux travaux forcés à perpétuité ainsi qu'au double de l'amende indiquée à l'article 103 (2) s'il s'agit d'un fonctionnaire public, ou à l'emprisonnement et d'une amende de L.E. 200 à 500 ou à l'une de ces deux peines seulement dans les autres cas. Tout organisme soumis à la surveillance de l'autorité publique est considéré comme une autorité publique".

De même, sont assimilés aux fonctionnaires : les employés des administrations dépendant de l'Etat ou placées sous sa surveillance; les membres élus ou nommés des conseils représentatifs, généraux ou locaux; les arbitres, experts, syndics, liquidateurs et séquestres judiciaires; les médecins, chirurgiens, sages-femmes et toute personne chargée d'un service public. (3).

L'ancien article ne punissait que la personne investie d'un mandat public. Il était admis, qu'échappait de la peine, le fonctionnaire qui recevait des dons ou promesses pour user de l'influence qu'il pouvait avoir auprès de l'autorité publique pour en obtenir un avantage, par exemple la décision souhaitée qui dépend d'un collègue du fonctionnaire, auprès duquel il a envisagé d'user d'une intervention pour laquelle un avantage sera payé à l'intervenant lui-même. Ainsi il a été jugé par la Cour de cassation égyptienne le 7 Octobre 1947 (4).

(1) Note explicative de la loi du 19 février 1953.

(2) L'amende prévue par ce dernier article n'est pas inférieure à L.E. 1000 et n'excède pas la valeur des promesses agréées ou des choses reçues.

(3) Code pénal, article III.

(4) Tribunaux nationaux, *Bulletin officiel*, année 48, p. 27.

"Pour qu'il y ait infraction il faut que la somme ait été offerte au fonctionnaire à l'effet de remplir un acte de son ministère ou de s'en abstenir. Il n'y a donc pas infraction, si le dit acte est de la compétence d'un autre fonctionnaire et que l'intention de celui qui offre la somme est exclusivement de faire intervenir le fonctionnaire non compétent auprès de son collègue pour que ce dernier remplisse l'acte requis".

D'après la loi du 19 février 1953, il y a deux cas :

1. — Le fonctionnaire ou l'assimilé qui reçoit un don pour accomplir ou s'abstenir d'un acte qui entre directement dans sa fonction. Il n'a pas besoin d'user de son influence. Ici il commet l'infraction de corruption.

2. — Le fonctionnaire ou l'assimilé d'après l'article 111 du Code pénal qui trafique de son influence à propos d'un acte en dehors de sa fonction. Ici il commet l'infraction du trafic d'influence incriminée par l'article 106 bis. (3).

De même, la nouvelle disposition englobe, outre le trafic d'influence accompli par un fonctionnaire ou assimilé, le trafic d'influence commis par un simple particulier. Cependant il y a de la différence en ce qui concerne la peine encourue par chacun.

Appliquant cette dernière solution, la Haute Cour Militaire du Caire (2) a considéré coupable de trafic d'influence deux personnes convaincues d'avoir, au Caire, le 27 décembre 1953, l'un étant un fonctionnaire, l'autre étant un simple particulier, sollicité et agréé un don pour exercer une influence réelle, en vue de faire obtenir d'une autorité publique qui était l'Administration des autorisations, le permis de conduire une voiture. Ce fait, ainsi qualifié par le ministère public (le parquet de la sûreté de l'État), a abouti à la condamnation du premier prévenu à une peine criminelle (la détention de trois années et une amende) et du deuxième prévenu à une peine correctionnelle (l'emprisonnement de deux années et une amende).

SECTION II

Relation entre la corruption et le trafic d'influence

34. — Ainsi défini, soit par le Code pénal français soit par le Code pénal égyptien, le trafic d'influence diffère de la corruption proprement dite. Chacune

(1) Bourgeois (Charles), *op. cit.*, p. 100.

(2) Haute Cour Militaire du Caire; arrêt d'Octobre 1954, à propos du crime militaire No. 12, 1954, dans l'arrondissement de Bab el Chaariah.

de ces infractions a son sens spécifique qu'il convient de signaler, c'est que le législateur français incrimine séparément le trafic d'influence dans l'article 178 du Code pénal, de même que le législateur égyptien dans l'article 106 bis du Code pénal. Le législateur français a confirmé cette séparation au commencement de l'article 180 du Code pénal qui dispose que : "Dans le cas où la corruption ou le trafic d'influence...". Cette distinction est apparue plus manifestement dans la loi égyptienne qui a incriminé en 1953 le trafic d'influence commis par de simples particuliers. La tendance internationale a consacré cette séparation. Cela résulte aussi de l'article 671 du Code pénal international rédigé par le professeur Francesco Cosentini en 1937, qui traite du trafic d'influence seul et en consacrant d'autres textes pour la corruption. La doctrine, aussi, a approuvé cette distinction. Certains Codes étrangers prévoient le trafic d'influence, distinctement de la corruption sous la désignation de "crédit allégué auprès des fonctionnaires publics". Il a été, en tout temps réprimé par les anciennes lois italiennes. (1).

Mais quelle est la portée de cette séparation ? Certaines législations rattachent le trafic d'influence à la corruption. C'est le cas du Code pénal français et du Code pénal espagnol. D'autres, au contraire, les séparent soigneusement. Le législateur égyptien a adopté la première solution en édictant dans l'article 106 bis du Code pénal que le trafiquant d'influence sera réputé coupable de corruption. Mais, malgré cette assimilation, malgré ce rattachement, il y a toujours une distinction. En d'autres termes, le trafic d'influence présente une certaine analogie avec la corruption, mais se distingue d'elle cependant nettement.

Il en résulte de cette assimilation que le trafic d'influence comporte un aspect passif et un aspect actif, c'est à dire que le trafiquant et son corrupteur sont punis comme nous verrons dans le titre deuxième. Cela est consacré après quelques hésitations par la jurisprudence française. (2).

35. — Le trafic d'influence diffère de la corruption à deux points de vue :

1. — D'une part, alors que la notion de corruption n'est applicable qu'aux catégories de personnes dont nous avons donné l'énumération, la notion de trafic d'influence est applicable à toute personne.

(1) Garrand, *op. cit.*, No. 1522, p. 380.

(2) Arrêt de la Cour d'Amiens du 19 mars 1909; D. 2. 350.

Arrêt de la Cour d'Amiens de cassation du 30 janvier 1909; D.1.505.

Arrêt de la Cour d'Amiens de cassation du 30 janvier 1909; D.1.505, et une note précieuse de Mr. G. Le Poittevin.

Thèse Dandine, p. 43.

Juris-classeur pénal, *op. cit.*, No. 3.

2. — D'autre part, dans les cas du trafic d'influence, le but que doivent avoir les promesses ou les dons n'est pas le même que dans celle de la corruption. Le trafic d'influence suppose, en effet que le prévenu a agréé des promesses ou accepté des dons, non pas pour faire un acte de sa fonction ou de s'en abstenir, mais pour user de son influence réelle ou supposée afin de faire ou tenter de faire obtenir une faveur quelconque. Cette dernière expression est très large. C'est une formule admise par la jurisprudence de la façon la plus large et cela se comprend, car la décision favorable se reconnaît facilement sous les aspects les plus divers. (1).

De la définition même de chaque infraction, il résulte que le trafic d'influence est l'abus de cette influence, et que la corruption proprement dite est le trafic de la fonction.

(1) Amin (Ahmed), *op. cit.*, p. 76.

CHAPITRE III

La contrainte par voies de fait ou menaces et la corruption

On s'est étonné de constater que certains législateurs, traitent l'acte de celui qui, use de la contrainte par voies de fait ou menaces contre un fonctionnaire public ou assimilé pour le faire accomplir un acte de sa fonction ou pour s'en abstenir, parmi les textes relatifs à la corruption. Quelle est la signification de cette infraction ? Est-ce qu'il y a de rapport entre elle et la corruption ?

SECTION I

Notion générale de la contrainte

Cette infraction est régie en droit égyptien par les articles 109 et 109 bis du Code pénal. Le Code pénal français la traite dans l'article 179.

De même encore le Code pénal Belge l'a prévue dans son article 252 qui dispose que :

"Ceux qui auront contraint par violence ou menaces ou corrompu par promesses, offres, dons ou présents un fonctionnaire, un officier public, une personne chargée d'un service public, un juré, un arbitre ou un prud'homme, pour obtenir un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, ou l'abstention d'un acte rentrant dans l'ordre de ses devoirs, seront punis des mêmes peines que le fonctionnaire, officier, juré, arbitre ou prud'homme coupable de s'être laissé corrompre.

Les tentatives de contrainte ou de corruption seront punies d'un emprisonnement de 8 jours à un an et d'une amende de vingt six francs à cinq cents francs".

PARAGRAPHE I

En droit français

36. — Le Code pénal français dans son article 179 a considéré la contrainte comme une forme de corruption active qui est l'acte du corrupteur. Il confirme que la corruption active est commise soit en usant de voies de fait

ou de menaces, soit encore de promesses, offres, dons ou présents, c'est à dire par contrainte ou par corruption proprement dite. Alors le corrupteur agit en vue de se procurer à lui-même l'avantage qui peut accorder ou procurer à autrui, par deux moyens.

Cette tendance a été adoptée par le législateur belge dans la disposition ci-dessus. (1).

37. — Les éléments constitutifs de cette infraction sont :

1. — Que l'agent ait employé la contrainte, c'est à dire ait fait usage de voies de fait, de violence ou menaces. Les expressions violences et voies de fait comprennent non seulement les voies de fait qui s'exercent sur la personne même, mais aussi celles qui sans atteindre la personne, sont de nature à l'impressionner vivement. (2).

Mais à côté des voies de fait portant immédiatement sur la personne physique, la jurisprudence admet parmi les voies de fait des actes n'atteignant la personne visée que moralement et par l'émotion vive qu'ils provoquent. (3).

Le terme menace comprend non seulement celles prévues par les articles 305, 307 et 308, mais également celles qui, sans menacer l'intégrité physique de celui qu'on peut corrompre, sont susceptibles par la crainte d'un mal prochain pouvant l'atteindre dans ses intérêts ou ses affections d'exercer sur lui une contrainte morale.

2. — La qualité de la personne contre laquelle on use les voies de fait ou menaces. Ces sont les personnes visées par les articles 177 et 178. Ce sont les fonctionnaires publics et assimilés et les employés d'entreprises privées.

3. — But recherché : c'est pour obtenir soit l'accomplissement ou l'abstention d'un acte visé aux articles 177 et 178, soit une des faveurs ou avantages prévus aux dits articles. La peine encourue sera celle du corrupteur. Peu importe, si la contrainte ait ou n'ait pas produit son effet.

D'ailleurs, les voies de fait constituent l'infraction de violences envers les fonctionnaires punie par les articles 228 et suivants. Les menaces peuvent

(1) Goedseels dans son ouvrage *Commentaire du Code pénal belge* 1948, p. 461, confirme que l'article 252 réprime la corruption active, qui est le fait de celui qui aura usé de contrainte envers un fonctionnaire ou de celui qui le corrompt par promesses ou présents.

(2) D. 72.1.476. Arrêt de la Cour de cassation du 6 Décembre 1872.

(3) "Etudes sur la voie de fait et ses sanctions dans l'ordre interne et dans l'ordre international".

Arbus (Auguste), 1925, p. 218.

aussi, dans certains cas, tomber sous les coups des articles 305 et suivants. En droit, il y a concours idéal d'infractions, et l'infraction devrait être poursuivie sous toutes les qualifications. Elle est susceptible de recevoir et la peine la plus forte est applicable, laquelle peut être celle de l'article 179 qui devrait seule être appliquée, selon l'article 351 du Code d'instruction criminelle.

En tous cas, les poursuites fondées sur la contrainte pour détourner un fonctionnaire de ses devoirs, sont rares en pratique.

PARAGRAPHE II

En droit égyptien

38. — Le législateur égyptien n'a pas suivi le législateur français en considérant la contrainte comme une forme de corruption active. Il n'a fait que l'assimiler à la corruption active car dans les deux cas le but est le même, celui d'obtenir du fonctionnaire un acte ou une abstention d'un acte.

Cette infraction était prévue par le Code pénal de 1883 (article 95), par le Code pénal de 1904 (article 94) et par le Code pénal de 1937 (article 109). Ces articles ont édicté que sera assimilé au corrupteur et puni de la même peine, celui qui aura usé de voies de fait ou de menaces envers le fonctionnaire, pour obtenir un acte injuste ou l'abstention d'un acte rentrant dans son devoir. La tentative de cette infraction était prévue et punie d'une peine plus douce, (article 99 du Code pénal de 1883, article 96 du Code pénal de 1904 et article 111 du Code pénal de 1937).

Puis, vient, la modification de la loi du 19 février 1953. Selon l'article du Code pénal modifié par cette loi, celui qui use de force, de violence ou de menaces envers un fonctionnaire public ou un employé, pour obtenir un acte injuste ou l'abstention d'un acte rentrant dans ses attributions, est passible des peines édictées pour la corruption selon les cas. L'article 109 bis prévoit que la tentative de contrainte par voies de fait ou de menaces, quand elle n'aura pas eu d'effet, est punie d'une peine moins grave que l'infraction consommée. Les articles 109 et 109 bis sont rédigés sans aucun changement, d'après les expressions mêmes des articles 189 et 190 du projet du Code pénal.

Il résulte de l'ensemble de ces dispositions que le législateur égyptien actuel ne considère pas la contrainte comme une forme de corruption active, même au point de vue de la culpabilité, il ne l'assimile pas. Il y a seulement une assimilation quant à la répression seule, d'où une certaine autonomie de cette infraction.

Les éléments constitutifs de cette infraction diffèrent de ceux en droit français. Cette différence a été remarquée par Goadby (1) qui dit que l'article égyptien s'applique seulement quand on use de voies de fait ou menaces pour obtenir un acte injuste, tandis que l'article français s'applique sans distinction que l'acte soit juste ou injuste.

39. — Cette conception a conduit les juristes égyptiens à préciser qu'il n'existe pas, comme en France, un concours de qualification entre cette disposition et les articles concernant la répression pour résistance avec violence ou voies de fait contre un fonctionnaire public (articles 136 et 137 du Code pénal égyptien). Ils ont consacré un critère de distinction entre l'article 109 d'une part et les articles 136 et 137 d'autre part, distinction qui résulte du but recherché. S'il s'agit d'accomplir un acte ou s'abstenir d'un acte qui est injuste, les articles 136 et 137 s'appliquent. Sinon, c'est à dire que si l'acte poursuivi par le fonctionnaire est juste, l'article 109 s'applique seul. (2).

La rédaction de la disposition égyptienne a incité les pénalistes égyptiens d'exiger un quatrième élément, en plus de ceux dont il a été question à propos de l'article 179 du Code pénal français. Ce quatrième élément est le dol spécial, en ce sens que le prévenu doit avoir une intention dolosive spéciale, à côté de son intention générale. En d'autres termes, il faut que le prévenu use de la contrainte avec l'intention d'obtenir un acte injuste ou l'abstention d'un acte juste. Il faut toujours tenir compte du mobile de l'acte délictuel (3).

Ce quatrième élément a été confirmé par la Haute Cour militaire de Mansourah "Chambre de Zagazig" dans son arrêt du 20 mai 1954. (4).

Mais il est intéressant, à cet égard, de citer un arrêt curieux de la Haute Cour Militaire du Caire du 31 janvier 1954. (5). Une personne était accusée d'avoir, le 9 avril 1953 au Caire, contraint par voies de fait et menaces l'inspecteur du contrôle des prix qui rédigeait contre elle un procès-verbal pour violation des règles spéciales à la tarification des prix,

Le ministère public a demandé, dans sa poursuite, l'application de l'article 109 du Code pénal. Mais la Haute Cour Militaire a appliqué les articles 136 et 137 du Code pénal sur la résistance, désobéissance, outrage envers l'autorité publique. Dans les attendus de cet arrêt la Cour a constaté que l'acte délictuel

(1) Goadby (Frederic), *Commentary on Egyptian criminal law*, part II, 1924, p. 355.

(2) Amin (Ahmed), *op. cit.*, p. 35 et s.

Abd el Malek (Guindi), Tome IV, p. 45.

El Kolaly (Mohamed Moustapha), *La responsabilité pénale* 1947, p. 117 et p. 118.

(3) El Kolaly, *op. cit.*, p. 117.

(4) Arrêt du 20 mai 1954 à propos du crime No. 100, Année 1953, Ismaïlia.

(5) Arrêt du 31 janvier 1954 à propos du crime No. 153, Année 1953 Azbakia, Le Caire.

commis par le prévenu tombe sous le coup de la loi dans les articles 136 et 137 d'une part et l'article 109 d'autre part. Dans ce cas, on applique la disposition la plus favorable à l'inculpé, qui est prévue par l'article 136 et non pas l'article 109 du Code pénal.

Il suffit, pour critiquer cet arrêt, de se référer à l'article 32 du Code pénal qui édicte que s'il y a concours de qualification on doit appliquer la peine la plus forte. Mais la disposition la plus favorable est seule applicable au cas où il y a une loi plus récente promulguée qui est plus favorable à l'inculpé; on doit l'appliquer contrairement à la règle de la non rétroactivité des lois (article 5 du Code pénal). Il semble que la Haute Cour Militaire a confondu les articles 32 et 5 du Code pénal égyptien. Cette confusion a abouti à cette erreur grave.

Enfin il faut signaler que les expressions violences et voies de fait sont synonymes et qu'en tout cas il n'y a aucun intérêt pratique à les distinguer. Ce principe est affirmé par un arrêt du 25 février 1843 de la Cour de cassation française qui dit :

"Attendu que les expressions de violence, voies de fait ne présentent pas, surtout dans le langage du droit criminel, un sens si différent qu'on ne puisse pas et que le législateur n'ait pas dû considérer ces deux expressions comme synonymes, l'une n'ajoutant rien à la signification de l'autre, qu'ici les voies de fait s'entendent comme les violences d'excès envers les personnes. (1).

Cet arrêt a été confirmé par d'autres arrêts de la Cour. (2).

SECTION II

Distinction entre la contrainte et la corruption

40. — En France, aussi bien qu'en Egypte, on a critiqué le Code pénal pour avoir rangé parmi les dispositions qui concernent la corruption, un texte spécial pour l'infraction de la contrainte. Ces deux infractions n'ont de commun que le but vers lequel elles tendent, car leurs caractères, leurs conditions, ne sont pas les mêmes. Elles doivent évidemment former des délits distincts. (3).

(1) Arbus (Auguste), *op. cit.*, 1925, p. 214.

(2) Arrêt du 6 décembre 1872 "D. 72, I, 476."
Arrêt du 21 mars 1877 "S. 77, I, 296".

(3) Chauveau et Helie, *op. cit.*, No. 854, p. 649.
Pandectes Françaises, *op. cit.*, p. 723.
Dalloz, Encyclopédie, *op. cit.*, p. 587.

A vrai dire, en fait, nous sommes plutôt en présence d'un délit particulier. Donc il était nécessaire que le législateur le différencie de la corruption proprement dite. Cette assimilation ne saurait se justifier dans une législation rationnelle. (1).

En réalité, il n'y a plus, dans ce cas, une véritable corruption, puisqu'il n'y a aucun trafic de la fonction. C'est une sorte de délit particulier et différent. Il est clair qu'il n'existe aucun rapport entre ces deux infractions. D'ailleurs, cet acte de contrainte est prévu par des articles spéciaux dans certaines législations étrangères, comme le droit pénal italien, qui le distinguent soigneusement de la corruption. (2) On constate aussi, que le Code pénal international, rédigé par le professeur Francesco Cosentini, n'a pas introduit cette infraction parmi les textes de la corruption.

Je trouve qu'il est rationnel que le législateur français range cette infraction parmi les articles de la section quatrième intitulée "Résistance; désobéissance et autres manquements envers l'autorité publique" dans son deuxième paragraphe concernant les outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique. Alors, en évite la conception qui consacre que la contrainte est une forme de la corruption active tout en prévoyant une aggravation de la peine au cas où il serait prouvé que l'auteur de la contrainte avait comme but d'obtenir certains avantages de la victime-fonctionnaire en l'obligeant d'agir selon ses visées.

De même, les juristes égyptiens sont unanimes de considérer que la contrainte doit être distinguée de la notion de corruption. Mahmoud Moustapha a dit qu'il est incompréhensible d'assimiler la contrainte à la corruption. Ce sont des infractions tout à fait distinctes. La place naturelle de la contrainte dans le Code pénal égyptien, pensons-nous, n'est pas avec les articles de la corruption, mais dans le chapitre septième qui incrimine la résistance, la désobéissance et les outrages envers l'autorité publique, c'est à dire à partir de l'article 133 et suivants. Cette modification de présentation de la contrainte sera plus logique et plus raisonnable que l'actuelle place qu'elle occupe dans le Code pénal en vigueur.

On peut conclure donc, en confirmant que la contrainte est une infraction tout à fait différente dans ses éléments constitutifs de la corruption, que l'on doit les distinguer soigneusement.

(1) Garraud, *op. cit.*, t. 4, No. 1534, p. 404.
Abdel Malek (Guindi), *op. cit.*, No. 99, p. 46.
Bourgeois (Charles), *op. cit.*, p. 138.

(2) Garçon, *op. cit.*, tome I, p. 715.

CHAPITRE IV

Sollicitations, recommandations, médiations et l'infraction de corruption

41. — D'après le droit pénal français, il faut que la corruption ait été opérée par des présents ou des promesses. En d'autres termes, le fait d'obtenir un présent ou une promesse est un élément constitutif de la corruption. Si le fonctionnaire n'a cédé qu'à des sollicitations, des recommandations ou des prières pour accomplir un acte de ses fonctions, juste ou injuste, l'acte ne serait pas l'infraction de corruption car un élément de la corruption fait défaut. Mais il y a une responsabilité disciplinaire puisque le fonctionnaire a violé son devoir professionnel (1). Ainsi, à défaut de rémunération, la corruption ne peut exister.

42. — C'était la solution en droit pénal égyptien jusqu'au 19 février 1953. De même, cette solution est adoptée par le projet du Code pénal égyptien. Mais le législateur égyptien, par la loi No. 69 de 1953, a incriminé cet acte en édictant dans l'article 105 bis du Code pénal que : "Tout fonctionnaire public qui remplit un acte de ses fonctions ou s'en abstient, ou qui enfreint un devoir rentrant dans ses attributions à la suite de sollicitations, recommandations ou médiations, sera condamné à la détention et à une amende de L.E. 200 à 500".

Avant la promulgation de cette loi, ce fonctionnaire ne tombait pas sous le coup du droit pénal concernant la corruption. Mais son acte peut encore constituer une autre infraction, par exemple s'il est un juge on applique l'article 121 du Code pénal qui réprime tout juge qui aura commis un déni de justice ou rendu une sentence reconnue injuste par suite de demande, de prière ou de recommandations. (2).

A partir de 19 février 1953, le législateur égyptien a rangé parmi les dispositions de la corruption le cas d'un fonctionnaire public qui remplit un acte de ses fonctions ou s'en abstient ou qui enfreint à un devoir rentrant dans ses attributions à la suite de sollicitations, recommandations ou médiations.

A mon avis, la position naturelle et logique de cette infraction n'est pas parmi les textes de la corruption. Elle doit être classée sous la rubrique de

(1) Garraud, *op. cit.*, t. 4, nouveau tirage de 1930, p. 397.

Chauveau et Hélie, *op. cit.*, t. II, p. 625.

Garçon, *op. cit.*, t. I, p. 697, articles 177 et 178, No. 89 article 179, No. 21.

(2) Amin (Ahmed), *op. cit.*, p. 13.

Abdel Malek (Guindi), *op. cit.*, t. IV, p. 16.

manquement des fonctionnaires à leurs devoirs. C'est l'objet du chapitre cinquième du Code pénal intitulé : "Abus d'autorité, manquement aux devoirs d'une charge publique", dont l'article 121 est un des ces textes. Cela est justifié par la conception que cette infraction se distingue profondément de la corruption. Les éléments constitutifs de chaque infraction sont différents. L'analogie avec la corruption est bien lointaine, c'est la qualité de l'inculpé qui est toujours un fonctionnaire public ou assimilé, qui est un élément commun dans les deux cas et il y a manquement de devoir comme résultat commun. Mais cela ne justifie absolument pas de considérer l'article 105 bis comme un cas de corruption proprement dite.

43. — En droit pénal français, il y a un cas similaire, c'est la disposition de l'article 183 du Code pénal qui est isolé de ceux qui le précèdent. Cet article édicte que :

"Tout juge ou administrateur qui se sera décidé par faveur pour une partie, ou par inimitié contre elle, sera coupable de forfaiture et puni de la dégradation civique".

En expliquant les éléments constitutifs de cette infraction, les auteurs français constatent expressément que cet article est relatif à une matière qui n'a qu'une analogie bien éloignée avec la corruption qui est une infraction tout à fait distincte.

C'est une infraction spéciale qui n'exige de la part de son auteur la sollicitation ou l'acceptation des offres ou promesses, des dons ou présents. (1). Ici, c'est la passion qui pousse le fonctionnaire et non pas le lucre.

Cette limitation de la notion technique de la corruption proprement dite a incité le rédacteur du Code pénal international "Francesco Cosentini", à ne pas introduire de textes analogues à ceux édictés par le législateur français ou le législateur égyptien. C'est une tendance favorable pour la délimitation des éléments constitutifs de l'infraction, afin de donner une notion précise à la corruption.

(1) Encyclopédie Dalloz, *op. cit.*, t. I, p. 538, No. 101 à 104.
Chauveau et Hélie, *op. cit.*, t. II, p. 654.
Garraud, *op. cit.*, t. IV, p. 394.
Pandectes Françaises, *op. cit.*, t. XXI, p. 726, No. 172.

CHAPITRE V.

L'escroquerie et la corruption

44. — La corruption se différencie de l'escroquerie qui est le délit prévu par l'article 336 du Code pénal égyptien et par l'article 405 du Code pénal français. Dans certains cas l'infraction commise pourra présenter à la fois les éléments constitutifs du délit d'escroquerie et ceux de l'infraction de corruption. Il y aura concours de qualification et la peine la plus forte sera seule appliquée d'après l'article 32 du Code pénal égyptien. C'est toujours la peine de la corruption. Il faut signaler que pour que le délit d'escroquerie soit constitué, un élément est indispensable, il faut qu'il y ait emploi de manœuvres frauduleuses. Des mensonges oraux et même écrits ne suffisent jamais à la déterminer.

Il a été jugé en France que lorsqu'un agent de l'administration a coopéré avec des particuliers à des actes constitutifs du délit d'escroquerie, si ces actes impliquent la corruption d'un ou de plusieurs fonctionnaires, cet agent doit être poursuivi, non pas en vertu de l'article 405 du Code pénal, mais par application de l'article 177 du même Code qui vise et punit la corruption des fonctionnaires. (1).

Il en résulte que l'escroquerie se distingue de la corruption par ses éléments constitutifs, spécialement l'élément de manœuvres frauduleuses, et par suite la peine varie. Mais s'il y a cumul idéal d'infractions la peine la plus forte sera appliquée. (2).

(1) Tribunal correctionnel de Marseille, 15 février 1884.
Gazette du Palais, 84. 1. supplément 30.

(2) Juris-classeur pénal, *op. cit.* (articles 177 à 183), No. 26.

CHAPITRE VI

L'abus de confiance et la corruption

45. — Dans un sens plus général, ou plus exactement dans un sens vulgaire, la corruption est un abus de confiance. Voilà ce qui est dit à ce propos dans l'ouvrage de Chauveau et Hélie (1): "... De même que le mandataire privé qui trahit les ordres de ses commettants et dilapide les deniers déposés entre ses mains, le fonctionnaire, mandataire du pouvoir social, abuse de sa mission et trahit le dépôt de l'autorité confiée à sa foi... C'est un abus de confiance, qui puise sa qualification criminelle, soit dans la qualité de l'agent, soit dans les résultats de l'acte lui-même".

Mais dans le sens technique, l'abus de confiance ne doit pas être confondu avec la corruption. Cette distinction paraît nettement dans le cas de corruption des employés d'entreprises privées. Pour qu'il puisse y avoir abus de confiance, il faut un acte matériel de détournement. Cet acte ne se réalisera que si la somme a été donnée à l'employé pour être remise au patron, cette somme devient alors la propriété du patron par l'intermédiaire du mandataire qui commet un détournement s'il ne la lui remet pas intégralement. Il en aurait été autrement lorsque la somme lui avait été remise de suo à titre de gratification. L'article 341 du Code pénal égyptien (408 du Code pénal français), considère comme élément constitutif l'abus de confiance le fait d'un acte de détournement commis au préjudice des propriétaires, et suppose nécessairement que cet acte a comme objet l'appropriation de la chose d'autrui. La rémunération donnée au mandataire de suo n'appartient pas au mandant, ne constitue donc pas un détournement à son préjudice. Il n'y aurait donc pas délit si le créancier aurait voulu gratifier le mandataire et il aurait su que la remise lui profiterait. (2).

Ainsi, le critère de la distinction entre ces deux infractions, tient toujours aux éléments constitutifs de chacune. La chose donnée à la personne corrompue est remise de suo, tandis que l'objet donné à celui qui commet un délit d'abus de confiance ne lui avait été confié qu'à titre de dépôt, de louage, de prêt à usage, de gage ou en sa qualité de mandataire ou d'agent, salarié ou non, pour les exhiber ou pour les vendre ou pour en faire un emploi déterminé au profit

(1) Chauveau et Hélie, *op. cit.*, t. II, No. 833, p. 617.

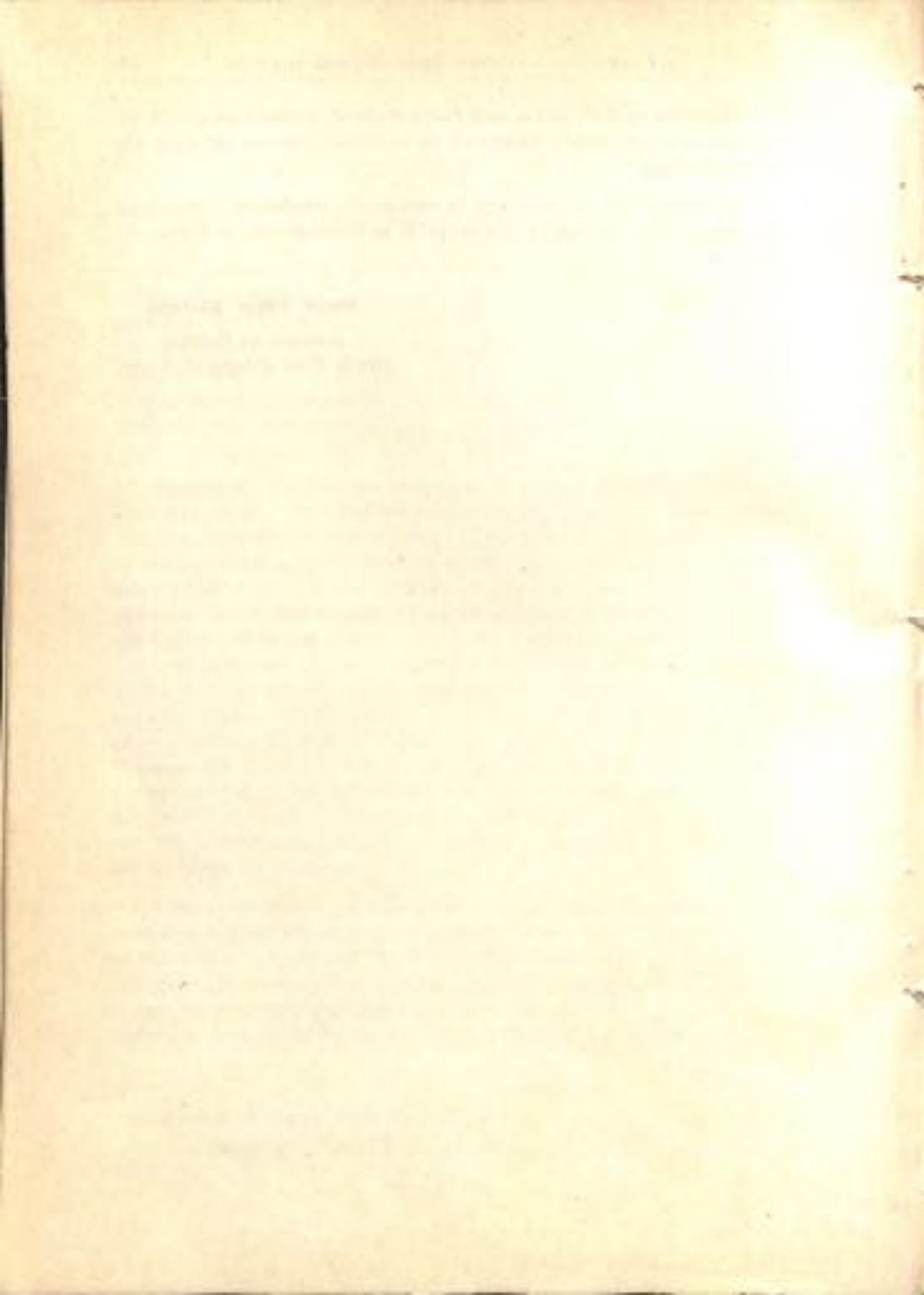
(2) Caen (Janine Levy), thèse *De la corruption des employés en droit français et en droit anglais*. 1934, p. 39.

du propriétaire ou d'un tiers et qu'il l'aura détourné, employé ou dissipé au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs. (Article 341 du Code pénal égyptien).

En résumé, celui qui, sans user de manoeuvres frauduleuses, aura reçu une rémunération de suo, ne sera coupable ni d'escroquerie, ni d'abus de confiance.

Ahmed Rifaat Khafagui

*Substitut au Parquet
près la Cour d'Appel du Caire*



THE MIDDLE CLASSES IN EGYPT⁽¹⁾

By

HASSAN EL-SAATY (Ph. D. London)

*Associate Professor of Sociology, Department of Psychological
and Sociological Studies,*

Faculty of Arts, Ain Shams University, Cairo

INTRODUCTION

Studies in the field of social stratification are based on the assumption that society is arranged in a series of different levels following a hierarchy of social status, and that there are certain criteria which may be implemented to point out the stratum, or position in such hierarchy, of an individual or a group of individuals. As regards, Egypt, there is no need for any elaborate conceptual framework to prove the validity of the foregoing assumption and to show that the existence of different social strata is a commonplace phenomenon.

In studying social stratification in Egypt, the research worker finds himself in a big dilemma. In the first place, he is going to tread upon rough grounds which have not been levelled out by previous research. Secondly, the decennial statistics which are regularly published after lengthy painstaking procedures do not give sufficient details which would help in the study of so complicated a subject as that of social stratification. Thirdly, it is felt by those who are ardent for the speedy reform of the country that researches in the area of social stratification are of no avail for achieving quick and practical results. Fourthly, it cannot be denied that field researches in social stratification tend to be smeared with varying degrees of prejudice on the part of the interviewees according to their aspirations and the strength of their self-regard.

Moreover, the research worker in this field finds himself prone to subjectivity, however cautious he may try to be. "What is more difficult", admits

(1) This paper was read by the writer at the Round Table Conference on the Role of the Middle Classes in the Social and Economic Development in Countries of the Mediterranean Region undergoing Rapid Social and Economic Development. This Conference was held in Zagreb (Yugoslavia) in April 1956 by the International Sociological Association.

The writer wishes to express his gratitude to the Social Research Center of the American University at Cairo for offering reading and typing facilities and for the fruitful discussions with its staff members concerning this subject.

Professor Glass, "Is the choice of a criterion or criteria which will give at least a useful first approximation of the social status of an individual. In a society divided into a series of "estates", the rank, privileges and contents of those "estates" being defined by law there should theoretically be no problem in identifying the position of an individual in the social hierarchy. But in contemporary society, the different levels are not so specified and the criteria chosen must reflect a customary rather than a legal structure" (1).

In proposing to study the role of the middle classes in the social and economic development of Egypt, the writer is going to use occupation, and education as indices of social status, and as criteria to designate the middle classes which are to be studied for the first time in his country. The writer is aware of the shortcomings of this method (2), and admits that his study is only tentative yet he hopes that the idea of a Round Table Conference on the role of the middle classes in countries undergoing rapid social and economic development would stimulate the desire for patient sociological research in this field in the countries concerned.

CHARACTERISTICS OF SOCIAL STRATIFICATION IN EGYPT

Class awareness.

Social stratification in general has existed in Egypt from Pharaonic times (3), and still exists at present. The people are aware of it as a natural social phenomenon which they accept without questioning. But, if we divide social stratification into its two main forms, viz., the horizontal and the vertical, it will be clearly noticed that, while the Egyptians, as a whole are dimly aware of the former, they are, simultaneously, fully aware of the latter. Any individual can easily fit himself into a certain occupational group; but he cannot similarly do so if he were to consider the class system. His dilemma would be augmented if he did not feel that he belonged to the lower class; for he would be confused by the subdivisions of each of the upper and middle classes, and the names sometimes given to each category. If, for example, a successful doctor were asked to fit himself into a vertical stratum, he would promptly designate the professional. But if he were asked to fit himself into one of the horizontal categories of the class hierarchy, he would be less sure about his proper class, whether it would be the lower upper or the upper middle.

(1) D.V. Glass, (Editor), *Social Mobility in Britain*, London, 1954, p. 5.

(2) For a lucid criticism of occupation and education as criteria of social classes, see G.D.H. Cole, *Studies in Class Structure*, London, 1955, pp. 4-5.

(3) See Breasted, James H., *Ancient Times*, Boston, 1916.

This fact corroborates Professor Cole's statement that classes "are not sharply definable groups whose precise numbers can be determined by gathering in enough information about every individual. They are rather aggregations of persons round a number of central nuclei, in such a way that it can be said with confidence of those nearer each centre that they are members of a particular class, but that those further from a centre can be assigned to the class it represents only with increasing uncertainty" (1).

Religion and Classes.

According to the 1947 Population Census, 92 percent of the population are Moslems and 8 percent are Christians. In the Bible as well as in the Qur'an, people are classified according to their economic status into the two categories rich and poor. Moreover, the Qur'an is more explicit concerning social stratification which is lucidly mentioned in three different chapters. "And God has preferred some of you over others in providing for you; but those who have been preferred will not restore their provision to those whom their right hand possess (i.e. slaves) that they may share equally therein..." (2). "He it is who made you vicegerents, and raised some of you above others in degree" (3). "See how we have preferred some of them over others, but in the next life are greater degrees and greater preference" (4).

Thus, social stratification is an institution acknowledged by the scriptures and by the Qur'an. This has a very strong sway over the people who believe that social stratification is a natural phenomenon ordained by Providence.

Social Mobility.

The class system in Egypt is not rigid, since education (5) and wealth may enable a person to rise above his class. But, while this occasionally happens to persons who come from the upper lower class, it never occurs to people of other lower categories of the lower classes who live in villages and small towns and do not even entertain the idea of rising above their present lot. Apart from their poverty and their fatalism, they are so ignorant that they accept their bad condition meekly and without grumbling. These are mainly the agricultural labourers and the unskilled industrial workers who are the overwhelming majority of the population of the country. In a pilot research conducted by the writer in the Faculty of Arts in each of the two universities in Cairo (6), some interesting facts concerning social mobility

(1) *Op. cit.*, p. 1.

(2) *The Qur'an*, Ch. XVI, Verse 71.

(3) *Ibid.*, Ch. V, Verse 165.

(4) *Ibid.*, Ch. XVII, Verse 21.

(5-6) As concluded from an unpublished study on social mobility conducted by the writer in 1955 in Cairo University and Ain Shams University.

have been revealed. Four-hundred and twenty-two men and women students were asked questions about their Fathers' and grandfathers' occupations and education. As regards occupation, 80 land-owning grandfathers had sons who were employed either in clerical work or in the teaching profession. These sons, in their turn, have sons and daughters who are, at present, being educated to hold posts in Government offices or on the teaching staff of secondary schools. It should be also mentioned that 16 students have fathers who are employed in semi-skilled industrial jobs. As regards education, only 29, or 7 percent of the grandfathers had higher qualifications, while 129, or 31 percent of their sons had such qualifications. Although the inquiry is very limited in scope, yet it reveals definite signs of social mobility and advancement.

In the last twenty five years, social mobility has been a well-marked phenomenon in urban areas; especially in Cairo and Alexandria, where approximately 3 million inhabitants, or 16 percent of the total population live. In these two main cities, there are many evening classes which enable a few low-grade civil servants, some clerks, and even a few industrial workers to receive instructions similar to those given in the State schools; thus giving them the opportunity to sit for State examinations and being later accepted in the university to obtain higher degrees which would enable them to better their condition and climb up the social ladder. There is no doubt that the educational system in Egypt is increasing social mobility, not only among the children who are now being given equal opportunities under the New Régime, but also among those adults who have had no chance to complete their education when they were young. It has become now an established custom in the Government offices in Cairo and Alexandria that there are a number of low-grade clerks who obtain permission to be absent for some hours on certain days in order to attend the lectures given in the various faculties of the University. They are all the more encouraged to do so by their chiefs and fellow-clerks who connive with them for this so called "human" purpose. In 1954, the pressure on the universities by the students who obtained their secondary school certificate forced the authorities to interfere and transfer all employee students to extension students. On the other hand, the small employees who have lost their ambition or who had a limited educational opportunity, or who had no chance at all try to compensate for their limited careers by doing their utmost to enable their children, male and female, to proceed in their education until they obtain a higher diploma or a degree.

SOCIAL STRATIFICATION IN RELATION TO ECONOMIC CONDITIONS

Land - Ownership.

Social stratification in Egypt is closely connected with land-ownership. Until the First World War, the main concern of the wealthy Egyptians had been the acquisition of land which, apart from its profitability in the days of high cotton prices, bestowed upon the owner great social prestige, so much so that a man's place in society was a function of the size of his estate. This so called land prestige is a well-established tradition in the country; especially in rural areas. It explains to a great extent why many people hold tenaciously to the small strips of land which they inherit from their relatives. This tradition partly accounts for the pigmy holdings which characterize land-ownership in Egypt.

Before the promulgation of the Land Reform Law in September 1952 under the New Régime, the distribution of land holdings was highly unbalanced as is clearly shown in Table 1.

Table 1. — DISTRIBUTION OF LAND HOLDINGS IN 1950

Groups of holdings	No. of Holders in each Group	% of total	Area Held in Each Group	% of total
Less than 1 Feddan (*) ..	1,981,346	71.7	780,046	13.0
1 Fed. to less 5 Fedds.....	618,860	22.4	1,324,030	22.2
5 Fedds. to less 10 Fedds....	80,019	2.9	531,024	8.2
10 Fedds. to less 50 Fedds. .	68,552	2.5	1,291,355	21.6
50 Fedds. to less 200 Fedds.	9,769	0.4	881,514	15.7
Over 200 Fedds.	2,115	0.1	1,154,693	19.3
Total	2,760,661	100.0	5,962,662	100.0

Source : Compiled and computed from official statistics published in the Annual Pocket Book of Statistics, 1952. The figures include the "wakf" or entail land, and the land owned by societies or companies which are investing in the reclamation of land.

(*) 1 "feddan" = 1,038,050 acre.

The first striking fact which may be inferred from a study of the figures in Table 1 is that, whereas 71.7 percent of the land holders own 13 percent of the total area of agricultural land, only 0.1 percent of the land holders own as much as 19.3 percent of the total area (with an average ownership of over 200 feddans), i.e. almost six percent more than the holdings of the overwhelming majority of the landowners who own less than one feddan each. It is no wonder that the first step taken by the New Régime was the promulgation of the Land Reform Law which stipulated in Article 1, the expropriation of land

holdings exceeding 200 feddans, while Article 4 made it possible for a land owner to transfer to his children not more than one hundred feddans. The total area of lands subject to the Land Reform Law amounts to 621, 479 feddans (1), and the land-owners affected number 1,758.

The Reform has multiple objectives: to increase the real agricultural output by distributing the expropriated area among the tillers of the land (2), to improve the incomes of the farm people who were allotted small portions of the expropriated holdings, to encourage capital mobilization outside agriculture, mainly in industrial enterprise, and to develop democracy by weakening the power of the old landlords and by having large numbers of farm families share actively in economic, social and political decision-making. Thus, many of the land holders in the upper class will, in the long run, fall down to the ranks of the middle classes.

The second salient fact suggested in Table 1 is the low percentage of those who own from 50 to 200 feddans. Although they are only 0.4 percent of the total landowners, yet they own as much as 15.7 percent of the total agricultural area. According to rural criteria, these landowners belong to the upper class. However, the institution of inheritance in Egypt leads to the continual sub-division of property among heirs with the result that holdings in this group will be, in the long run, sub-divided, thus pulling down the holders to the middle classes.

As a result of this social mobility the agricultural middle classes will, in the long run, increase in number. There is no denying the fact that an increase in the agricultural middle classes will lead to agricultural development; for the middle classes are well-noted for their zeal, laboriousness and good husbandry.

Occupations.

After discussing the criteria which may be used to designate the persons belonging to the different social classes, Professor Cole concludes, "Nevertheless, if a single criterion is to be used, occupation is likely to be better than any other, where the purpose is to arrive at a rough estimate of the numbers of persons to be included in the various social classes" (3). Therefore, an attempt will be made to estimate roughly the number of the Egyptians who

(1) Article 2 excludes companies and societies which engage in the reclamation of lands for selling purposes, as well as individuals possessing arable or desert lands which have been excepted, provided they can prove that the retention of such property is necessary for industrial enterprising.

(2) Article 9 of the Land Reform Law provides that the land requisitioned in every village shall be distributed among smaller peasants so as to allot to each of them a holding not less than two and not more than five feddans, on condition that they should be owning each less than five feddans of arable land and actually working on it.

(3) *Op. cit.*, p. 8.

belong to the middle classes on the basis of their occupations as they appear in the Population Census returns of 1947 which are given in Table 2. Moreover, in certain occupations, the number of persons with intermediate or higher qualifications will be given; for education, as the writer has early mentioned is another important criterion; especially when the statistics of occupations is not revealing.

Table 2. — POPULATION CENSUS ACCORDING TO OCCUPATIONS IN 1947

Occupations	Number of Persons	Percentage of Total
Agriculture	7,554,614 (*)	45.6
Industry & Mining	721,741	4.5
Building Trade	113,361	0.7
Transport & Post	203,335	1.3
Commerce	620,288	3.8
Public & Social Services	515,414	3.2
Personal Services	2,855,394 (x)	17.5
Ungainful or vague occupations	1,572,232	9.7
Without occupation	2,225,571	13.7
Total	16,381,950 (†)	100.0

Source : Compiled and computed from the Population Census of 1947.

(*) Includes women who keep house.

(x) Includes women who keep house in urban areas.

(†) Not including children under 5.

a) *Agriculture.*

If a rough estimate of the agricultural middle classes is to be made, the number of those employing labourers on their owned or rented land would not be very far from the truth. According to the 1947 Population Census, the number of farmers is 657301. Of this number, 36,906 are females and 620,395 are males. If the latter number were multiplied by 4, the average size of the rural family according to the Population Census of 1947, the total number of persons considered, according to rural criteria, to belong to the middle classes would be (36,906 plus 2,481,580) 2,518,486.

The agricultural middle classes generally prefer to live in the villages to supervise their land; for they cannot afford to employ persons to undertake this task. Some of the farmers visit Cairo, Alexandria or the other governorates, or their "bander", i.e. the capital of their province, on business. When they do so, they become a factor in the economic prosperity in these cities.

The agricultural middle classes enable their sons and, in a few cases, their daughters to complete their education at the university or higher institutes and join the ranks of the professionals as teachers, engineers, lawyers, or become officers in the armed forces. In the pilot research referred to above.

10.7 percent of the students' fathers and 34.3 percent of their grandfathers are farmers.

The agricultural middle classes usually eat and dress well. They spend generously on their physical pleasure. Many of them have wireless sets and listen in to the different programmes broadcast by local and neighbouring stations. It may not be out of place to mention here that according to the 1947 Census of population, those who have intermediate qualifications (i.e. baccalauriat and its equivalent) number 3,111, and those who have higher qualifications (i.e. university degree or its equivalent) number only 1,284. Therefore, education alone in the case of the agricultural population, cannot be depended upon as a suitable criterion to designate the persons belonging to the different social classes.

b) *Industry.*

It may be easy to designate the number of persons active in industry who belong to the middle classes, if the number of either the employers in industrial establishments employing from 5 to 50 workers (1), or those who have intermediate or higher qualifications, is arbitrarily made the basis of the estimate. According to the Industrial Production Census of 1950, the number of the former persons is 9,209, or 1.3 percent of the industrial population. According to the Population Census of 1947, the number of the latter persons is 98 females and 9,165 males. If the latter number were multiplied by 5 (2), the average size of the urban family, the total number of persons supposed to belong to the middle classes would be (98 plus 45,825) 45,923.

c) *The Building Trade.*

As the overwhelming majority of those who are employed in the building trade are only labourers, education may be the best criterion to designate the persons who belong to the middle classes. According to the 1947 Census of population, those who have intermediate or higher qualifications number 18 females and 2,598 males. If the latter number were multiplied by 5, the average size of the urban family, the total number of persons believed to belong to the middle classes would be (18 plus 12,990) 13,008.

d) *Transport and Post.*

In transport and post, education may also be a safe criterion to estimate the number of persons who belong to the middle classes. According to the

(1) It is the writer's opinion that the employers in factories employing more than 50 workers belong to the upper class.

(2) Contrary to what is known about the average size of the urban family being smaller than that in rural areas, the average size of the urban family in Egypt is higher than that in rural areas, owing to the fact that the rate of infant mortality is lower in the former than in the latter. This is due to the fact that the Government used to give urban districts more care than rural areas.

1947 Population Census, those who have intermediate or higher qualifications are 160 females and 9,687 males. If the latter number were multiplied by 5, the total number of persons designated to belong to the middle classes would be (160 plus 48,435) 48,595.

c) *Commerce.*

In commerce, education is not a suitable criterion to estimate the number of middle class persons; for the investment of wealth does not entirely depend on the educational qualification of the individual. Therefore, the number of business men employing staff may not be a bad estimate of those who belong to the middle classes. According to the 1947 Population Census, they number 16,449 females and 56,071 males. If the latter number were multiplied by 5, the total number of middle class persons would be (16,449 plus 280,355) 296,804.

f) *Public and Social Services.*

The public and social services occupy a variety of professional groups, viz. artists, medical practitioners, teachers and professors, authors and journalists, ministers of religion, public and local administrators, judges and lawyers, police and army officers, and engineers. Table 3 shows the number of those who have higher qualifications from both sexes in each group according to the 1947 Census of Population; for, in the writer's opinion, they belong to the middle classes. They may comprise a negligible number of successful

Table 3. — NUMBER OF HIGHLY QUALIFIED PROFESSIONALS IN 1947
POPULATION CENSUS

Professions	No. of Males	No. of Females	Total
Medicine.....	3,665	218	3,883
Education	10,680	1,147	11,827
Science, Arts & Literature.....	326	17	343
Religion	698	14	712
National Defence	3,080	23	3,103
Coastal Command	84	—	84
Police & Prison Service	1,658	5	1,663
Public Council's Work	719	5	724
Public Administration Service	9,818	162	9,980
Law	5,098	46	5,144
Entail Property Management	1,306	14	1,320
Trade Union & Employers' Union ..	67	2	69
Grand Total	37,199	1,653	38,852

Source : Compiled and computed from the Population Census of 1947.

doctors, lawyers, and engineers. Nevertheless, these in most cases, usually emerge from the middle classes. Moreover, it is extremely difficult, at present, to make even a rough estimate of this very small minority of professionals who belong to the upper class.

Reference should be made to the fact that marriage between two professionals, undoubtedly, raises the standard of living of the family and may, in the long run enable it to rise to a higher stratum. According to the 1947 Population Census, the number of professionals who have higher qualifications is 1,653 females and 37,199 males. Since many of the males are single, and a few are married to professionals, their number should be multiplied by 3, especially as the average size of family in this category is usually four. Thus, the number of middle-class professionals would be (1,653 plus 111,597) 113,250.

g) *Personal Service.*

Notwithstanding the fact that the personal services comprise mostly jobs of a low grade such as domestic service, yet there is a small minority of persons occupied in recreational jobs which are highly remunerative. Those who have higher qualifications in this group are 247 females and 1,636 males. If the latter number were multiplied by 5, the total number of persons estimated to belong to the middle class would be (247 plus 8,180) 8,427.

h) *Ungainful and Vague Occupations.*

The 1947 Population Census includes 1,572,232 persons who are active in ungainful or vague occupations. Of these persons, 286 are females and 4,006 are males who are holders of degrees or higher diplomas. If the latter number were multiplied by 5, the total number supposed to belong to the middle classes would be (286 plus 20,030) 20,316.

i) *Students.*

Professor Cole includes "full-time students who have embarked on higher education at a university or comparable level, but have not completed their education, including students drawn from working-class households" in the middle classes ⁽¹⁾. Therefore, the writer follows suit and adds the number of the students who were at the two existing universities and higher institutes, in 1947, to the number of persons estimated to belong to the middle classes. These students numbered 18,177.

(1) *Op. cit.*, p. 95.

A ROUGH ESTIMATE OF THE MIDDLE CLASSES IN EGYPT

In the foregoing paragraphs (a. to i.) the writer ventured a very rough estimate of the size of the middle class population in Egypt based on the Population Census and statistics of 1947. On the basis of this estimate, the middle classes are 16.2 percent of the total population. There is no doubt that this percentage must have risen to some extent in the course of the last ten years. For example, the number of university students alone, in 1953, rose to 45,744 and the number of persons in the medical profession rose to 8,932 in the same year. Moreover, there has been, in the last ten years, a great desire, on the part of many upper-lower-class persons to give their sons and daughters the opportunity to have university or higher qualifications. Table 4 shows the writer's rough estimate of the middle-class persons in 1947.

Table 4. — A ROUGH ESTIMATE OF THE MIDDLE CLASSES IN EGYPT IN 1947

Occupations	Number of Persons	Percentage of Total
Agriculture	2,513,486	81.6
Industry	45,923	1.5
Building	13,008	0.4
Transport and Post	48,595	1.6
Commerce	296,804	9.6
Public and Social Service	113,250	3.7
Private Service	8,427	0.3
Ungainful and Vague	20,316	0.7
Students	18,177	0.6
Total	3,082,986	100

THE INFLUENCE OF THE MIDDLE CLASSES UPON
SOCIAL AND ECONOMIC DEVELOPMENT

It is clear from Table 4 that the urban middle classes, who number 556,073 or 18.4 percent of the total middle class persons, are a small minority, not exceeding one fifth of all the middle classes. This is not to be wondered at, for the cost of living in urban areas is considerably higher than that in the villages. The small minority of the middle classes, however, are, by far, the most influential in the social and economic development of Egypt.

All the urban middle class persons send their children, male and female to school, and enable them to proceed in their education until they obtain a degree or a higher diploma. As they live mainly in urban areas, they maintain a standard of living much higher than that of the rural middle classes; for they are able to benefit from the services rendered in urban society by

both government and private agencies. It is only in extremely rare cases that a few of them have cars or motor-cycles to help them in their work. But, almost all of them have wireless sets. Unlike the rural middle classes, the urban middle classes eat and dress in moderation. Yet, they spend a great deal on what the former consider as a great luxury, such as going to cinemas and football matches and the like, and enabling all their daughters, without exception, to complete their education at the university or at a higher institute.

If some of them have any savings, they usually try to have small houses built for them in areas where land is cheap. It is the policy of the New Régime to encourage and enable those who wish to save to invest their small capital in industrial enterprise by lowering the price of the shares to L.E. 2 each, as in the case of the shares of the Iron and Steel Joint-stock Company which came into existence towards the end of 1955.

The Professionals.

The professionals are, to a great extent, the pivot of urban economy; especially in Cairo and Alexandria where they tend to concentrate (1). They read the newspapers regularly and go to the cinema frequently. They hold tenaciously to their rights and value the freedom of thought and association. They ask for different services to be rendered for their benefit. They join welfare societies and play an active part in the field of social service. Most of the successful movements like those of the Pioneers and the Young Muslim Men were started by persons recruited from amongst the professionals. They are kind to the lower classes and try to help them in different ways.

An increasing number of the professionals are now buying modern domestic appliances which make home life easy and comfortable; especially as they usually marry educated young women who, in most cases, work in their turn in the different professions and so are able to increase the family income and raise its standard of living. Many of the professionals buy cars and spend part of the summer months at a sea resort. Some of them even prefer to travel abroad in the summer and visit countries like Greece, Cyprus, Lebanon and Syria. On the whole they are ready to change and accept new ideas.

Many of the investors in industrial projects are recruited from the professional group. As most of them are employed in Government offices and in private agencies, they spend regularly; for they are paid regularly. Thus they are an important factor in economic stability. In fact, they have an enormous effect on the local market. This is especially noted at the beginning of the month.

(1) Statistics shows that more than half of those in the medical profession are practising in Cairo and Alexandria.

The professionals are the intelligentsia of the country. They form a recognizable and essentially middle class group whose unity is much more of culture and behaviour than of economic interest. They form only a very small part of the middle classes. They have less in common culturally with most of the other groups that form the main bulk of the middle classes. Yet, it may be said, with great truth and with practical implications, that the overwhelming majority of the heterogeneous groups that make up the middle classes in Egypt have a common concern with the defence of their economic and social security against any calamity or misfortune which may lower down their status and force them to fall down the social ladder. Therefore, many of them are prone to acute anxiety, and manifest in many ways the symptoms of this neurosis.

PROBLEMS OF SOCIAL AND ECONOMIC DEVELOPMENT

The most alarming problem which faces the authorities in Egypt at present is the steady increase of the population which has almost doubled itself in half a century since 1897, whereas the cultivated area has increased in the same period only by 14.1 percent. This is clearly seen in Table 5.

Table 5. — COMPARISON BETWEEN THE INCREASE IN POPULATION AND CULTIVATED AREA IN 50 YEARS

Year	Cultivated Area in Feddans	+ in 50 Years (%)	% of —	No. of inhabitants	+ in 50 Years	% of —
1897	5,047,698 (x)	—	—	9,714,525	—	—
1947	5,761,389	713,691	14.1	19,092,389	9,377,864	96.5

Source : Compiled and computed from official statistics.

(*) The sign + is used to indicate increase.

(x) See A.E. Crouchley: *The Economic Development of Modern Egypt*, 1938, p. 259.

The rapid increase of the population is due to the fact that Egypt has a survival rate of about 17, which is one of the highest in the world. Since researches have proved an inverse relation between fertility and socio-economic status (1), it may be that the increasing middle classes in Egypt would be an important factor in solving the acute population problem. Thus the more the middle classes develop, the less children are born. Needless to say that, in the long run, the use of contraceptives will gradually spread from the middle

(1) See W. Notestein: "Class Differences in Fertility", in *Class, Status and Power: A Reader in Social Stratification*, Ed. Reinhard Bendix and Seymour Martin Lipset, Illinois, 1953, pp. 271 ff. This statement was also proved by one of the students of the Institute of Social Sciences of Alexandria University in his Diploma research on "Differential Fertility in the City of Mansourah", supervised by the writer in 1951 (unpublished).

classes to the lower classes following the laws of the spread of fashion. Moreover, the factor of education in lowering fertility should not be forgotten, for "it has long been known that education and low fertility go together" (1). Thus, the more wide-spread education is amongst the lower-classes, the more ambitious they become. As a result of extensive education, the ambitious would have more chances to climb up the social ladder and, in due course, belong to the middle classes. Thus the hope for a sound solution of the population problem may be enhanced.

THE NEW EDUCATIONAL SYSTEM IN EGYPT

If we follow the history of education in any modern country, we soon see that the state, as the embodiment of the people's will, started to plan an educational system when it undertook the responsibility of teaching the young. This obligation is carried out by laws which are promulgated by the state to safeguard the future of its young citizens. The need for such a procedure was all the more felt, as social life became more complicated and intricate, demanding of the individual to be, not only literate, but also specialised in some trade or profession in order that he might earn his living. This is how educational systems first began. They emerged from the needs of modern society.

So that we may understand the new educational system in Egypt, we must refer briefly to the old educational system, which was in many ways not scientifically planned. For it enabled rich children, who were not necessarily well-equipped mentally, to climb the educational ladder and have a university education, merely by virtue of being rich and able to repeat a year, if they should be unsuccessful. At the same time, it was very difficult for a poor but gifted child to enter the university. He was forced to cut his education short so as to be able to earn his living. If he were lucky, he could enter a technical school to obtain a diploma which would enable him to get a minor post in a government department. Thus the principle of equal opportunity for all was not enforced. This system led to a great rush on the three universities (2) which are now inundated with students who, when graduated, look for a well-paid post in the government. The consequences of such a policy show themselves in a general contempt of technical education, and in an increasing unemployment among university graduates, who abhor the idea of using their hands to earn a living.

It is no wonder then that Egypt has been in such great need of technicians and artisans who can use their hands as well as their brains. Under the old

(1) W. Notestein, *op. cit.*, p. 275.

(2) Cairo University, Alexandria University and Ain Shams University.

educational system, a pupil entered a primary school to obtain a certificate, with which he could enter a secondary school in order to procure another certificate, which enabled him to enter a university, and finally obtain a degree, which would help him in getting a good government post, and so the vicious circle continued. The reformers who foresaw the danger of such a policy urged that a new plan be devised, which would harmonise with the new developments in the country. The New Régime has paved the way for important changes which will have far-reaching results in Egyptian society. Soon after his appointment as Minister of Education in 1952, Mr. Ismail El-Kabbany (1), aided by a group of specialists, started to plan a new educational system which was finally approved by the Council of Ministers. In May 1953, two new laws were promulgated to organise Primary and Secondary Education in Egypt (2).

The most important aim of the new educational policy is to equip the children of the country with the knowledge and experience which will enable them to shoulder individual and social responsibilities, and fend for themselves in life. To achieve this end the principle of equal opportunity for all is being adopted. Thus the children of the country are being, to a great extent, classified according to their mental abilities, and not according to social position or means.

The new laws made education free in primary and secondary schools. Education is also compulsory from the age of 6 to 12. It is hoped that the school-leaving age would be further raised in the future. In primary schools, to the children who pass from the fourth to the fifth form are being allowed sit for an entrance examination to the intermediate school. Those who pass spend four years in the intermediate school, at the end of which they sit for a general State Intermediate examination. Those who pass are then classified according to their abilities and interests. Those who get 65 percent or over of the total marks are allowed to have a general secondary education, while the rest are permitted to choose a technical course in a commercial, agricultural or industrial school. At the end of three school years, they all sit for general State examinations. Those who pass the general secondary education examination are accepted in the university according to the requirements of each faculty. Those who pass the technical secondary education examination are accepted in the higher technical institutes.

The children who fail to pass the entrance examination to the intermediate school spend two more years in their primary school, at the end of which they

(1) Mr. Ismail El-Kabbany, who is regarded as the father of modern education in Egypt, gained great fame by his researches in the field of experimental pedagogy.

(2) Law No. 210 of Primary Education and Law No. 211 of Secondary Education.

obtain a school-leaving certificate. Those who are eager to proceed further are selected according to their abilities and are accepted in senior primary schools for three years, during which they can choose a trade and get the right training for it.

When they finish their three years course, they will become the artisans on whom Egypt will depend for carrying out the new programmes of social and economic reconstruction. In the technical secondary schools and the senior primary schools for girls, the students study fine arts, domestic science, music or handcraft, and needlework.

This is the new educational policy in Egypt in brief outline. Its consequences will no doubt be felt in the near future. No longer will there be that disrespect for manual jobs. In one family we shall find a lawyer or a doctor, a shop assistant, and a tailor. No more will children be forced by rich and ambitious parents to follow a course of education to which they are not suited.

Considering that, while this goes on, the land reform policy will be having its own effect, the net result of the two policies will be a well-marked change in the strata of Egyptian society. The middle classes will gradually increase, while the number of the upper and lower classes will eventually diminish. Thus both systems will be working together and complementing one another.

SOCIAL AND ECONOMIC PLANNING

The cornerstone of the social and economic policy of the New Régime is planning on sound bases of scientific research that fully diagnoses the various problems which have long existed in the country and menaced its future. Therefore, three higher councils were formed for this purpose: The Permanent Council for the Development of National Production, created at the beginning of 1953, The Permanent Council for Public Welfare Services, created towards the end of 1953, and The Committee of National Planning, created in the latter half of 1955 to co-ordinate the efforts that are being made by various agencies for the rapid social and economic development of Egypt.

Simultaneously, some other special councils have been created to help these three agencies and take care of certain limited fields as those of juvenile delinquency, youth services and artistic achievements. Other special councils will, no-doubt, be created in the course of time, when the need arises to safeguard or promote any particular service of national importance.

The object of setting up all these councils is to synchronise social and economic reform and to build the new social and economic policy on sound principles. For example, the function of the Permanent Council for the Develop-

ment of National Production is to examine the country's resources and exploit them fully within the limits of its possibilities and man power, thus bridging the wide gap between resources and the rapid increase in population. The desired developments are following carefully-studied programmes with definite objectives, for which the necessary funds are procured and the date of execution fixed.

First among the projects of the Permanent Council for the Development of National Production, have been those of the iron and steel production, of generating electricity, of producing fertilisers, of extracting the mineral wealth of the country. In agriculture, efforts have been made for increasing cultivable land, and for increasing food products (1). As a result of these positive steps, the working and the middle classes will find ample work, and consequently their purchasing power will be increased. These and similar projects will, no doubt, raise the standard of living of the people, and the results will be felt in the rapid social mobility which is bound to take place.

The function of the Permanent Council for Public Welfare Services is to plan for the over-all policy in public welfare services. This includes the drawing up of health, educational, social and town planning projects, and the supervision and participation in their execution.

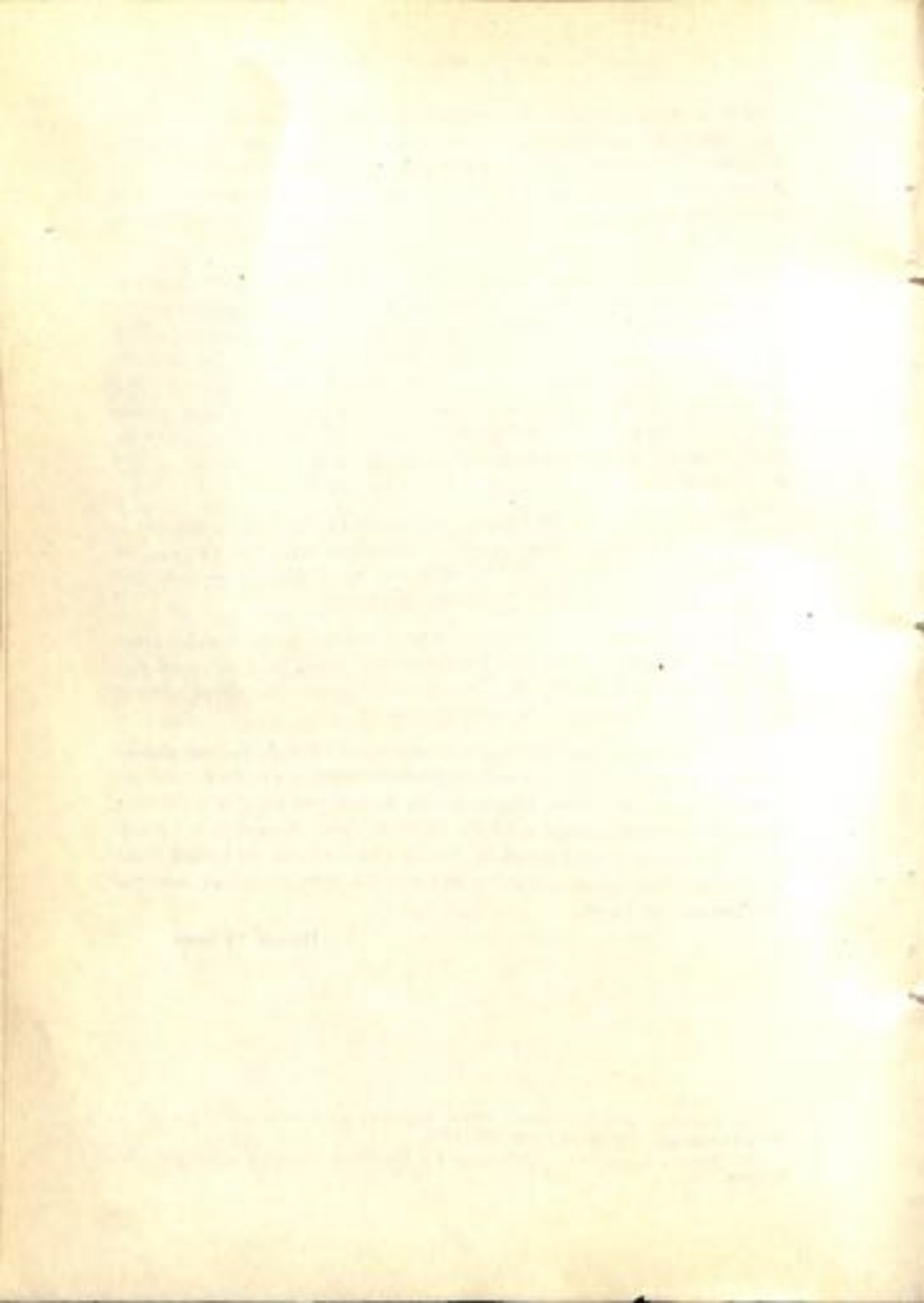
Such a function is of a long term nature and necessarily requires much study and research in order that the determined policy be a balanced plan for social reform. In addition, the Council has to examine the existing schemes for the sake of evaluation and co-ordination (2).

It is worthy of mention that the projects of all the above-mentioned councils are studied, planned and executed by experts recruited from the middle classes. All of them have university degrees and some of them have done post-graduate studies and have obtained higher degrees from various universities in the United Kingdom, France, Germany and the United States of America. They are all zealously working for the rapid social and economic development of Egypt.

Hassan El-Saaty

(1) Extracted from Government official pamphlets on the Permanent Council for the Development of National Production, 1955.

(2) Source: Government pamphlets on the Permanent Council for Public Welfare Services.



MEASURES OF EFFICIENCY IN THE ORGANIZATION AND USE OF FARM LABOUR

By

A. A. EL TONBARY

B.Sc. Agric. (Cairo), Ph. D. (Dunelm),

*Dept. of Agric. Economics, Faculty of Agriculture,
University of Ain Shams, Cairo, Egypt.*

INTRODUCTION

It is common knowledge that labour cost apart from rent is by far the most important single item amongst total farm costs under Egyptian farming conditions. It accounts for approximately one fifth of the total farm costs as will be seen in the table given below. Farmers cannot therefore afford to be inefficient in the use of labour. This means that the jobs that are least productive should be cut out and work routine organized to keep the labour staff fully employed to the best advantage. The order of magnitude of the labour bill gives rise to focussing of interest on studying the ways in which economy in the use of labour may be sought.

TOTAL LABOUR COST AS A PERCENTAGE OF
TOTAL FARM COSTS FOR FIELD CROPS, EGYPT, 1955/56 (1)

Field Crops	Labour Cost By		Total Farm Costs By
	L.E.	%	L.E.
Winter Crops	11,521,879	13.8	83,421,530
Summer Crops	31,687,204	28.2	112,414,833
Nill Crops	6,819,257	17.5	38,966,003
Total Field Crops	50,028,340	21.3	234,802,366

(1) Total farm costs are computed from data published in the monthly Agricultural Bulletin, Dept. of Agric. Economics, Statistics and Legislation, Ministry of Agriculture, Egypt, Vol. 7, No. 1, 1956, pp. 3-5, 66-74 and 76-77 (in Arabic).

Economy in labour cost can be sought along two main lines :

- (i) reducing labour cost without reducing output or with loss of output in lesser proportion than the fall in labour cost;
- (ii) increasing output without adding to labour cost or adding to labour cost in lesser proportion than the increase in output.

Either of the foregoing means results in reducing labour cost per unit of output. Labour economy can be attempted in several ways such as: (1)

- (i) Reducing the number of employees by all possible means but as the general majority of farms under Egyptian farming conditions are family farms so most farmers have little scope for reducing the labour staff as, on the one hand, labour force on the farm is determined by the size of the family rather than the labour requirements of the farm. On the other, it may not be advisable to save labour because of the lack of alternative employment in other sectors of the economy under present day conditions taking into consideration the excess of labour supply already exists in Egyptian agriculture at present technical levels of production.
- (ii) Reducing the wages rates, but these are supposedly statutorily prescribed by the Land Reform Law No. 178. (2) The trend of wages rates in general is upward; it is likely to continue to rise and accordingly the labour bill will probably move in the same direction.
- (iii) Substitution of lower paid categories of workers for higher paid categories is possible to some extent by discharging workers when they come of adult age. But this is not a wise policy as it results in discouraging recruitment of younger entrants into the agricultural industry, thus reducing the total supply of experienced workers. Modification of the labour bill by the substitution of children and women for adult male workers is partly limited by the nature of farming tasks. Children and women generally gravitate for lighter tasks such as cotton sowing, rice weeding, potato lifting, cotton picking and so on.
- (iv) Reducing regular workers and filling out with casuals but reliance upon casual workers is extremely unwise as casual labour is not approved in the current labour philosophy which stresses stability of income, security and continuity of employment.

Hence reducing the labour bill is not the best way to economise labour under present day conditions.

(1) El Tonbary, A.A., *Comparative Standards in Farm Management Appraisal with special reference to Homogeneity of Farm Type*, Ph. D. Thesis, Univ. of Durham, Vol. 1, pp. 179-80.

(2) *Land Reform Law No. 178*, Egyptian Government Press, 1952, Ch. 6 Article 83.

Taking into consideration the inelasticity of wages and that the national drive for high farming production is likely to persist indefinitely, the best way of economising labour is not of saving labour, but of increasing the efficiency with which a farmer uses his labour force, i.e. to seek greater output for every unit of labour input. Hence the need for using the labour force in the most effective ways is of great importance and the need for measures of efficiency in the utilisation of labour becomes very imperative. The present paper is addressed to discuss the measures by which the productivity and performance of farm labour may be tested.

MEASURES OF LABOUR EFFICIENCY

Efficiency in the use of labour may be measured as the ratio of output to the corresponding input of labour used. Since both components of the ratio can be measured in several ways, a variety of measures of efficiency may, therefore, be calculated. Some of these measures are concerned with the physical or purely technical efficiency of labour as measured for example by the changes in units of physical output per unit of labour input, others are concerned with the economic efficiency of labour as measured for example by output per man. (1)

It is perhaps desirable to point out that output is produced jointly by the combination of labour input with other input resources. Hence any alteration in the value of output might be attributed to other resources as well as to labour input used. Consequently a measure composed of a ratio of output of labour input used will not reveal whether a difference of efficiency in the use of labour results from the labour input used or from other input resources.

In considering labour efficiency it is necessary to distinguish between efficiency of individual workers themselves and efficiency with which workers are organized.

Efficiency of labourers implies their knowledge of the farm tasks, skills and willingness, i.e. technical capacity with which they perform the manual work within the context of the farm. This raises the question of recruitment and training.

(1) Williams, H.T., *Changes in the Productivity of Labour in British Agriculture*, J. Agric. Econ. Soc., Vol. 10, No. 4, 1954, p. 333.

Scoville, O.J., *the Organization and Productivity of Farm Labour*, The Sixth Oxford Farming Conference, The Alden Press, Oxford, 1952, pp. 20-31.

Hecht, R.W. & Barton, G.T., *Gains in Productivity of Farm Labour*, U.S.D.A. Tech. Bull., 1020, 1950.

Efficiency of labour organization implies the conditions under which labourers work within the context of the farming unit. These conditions include the combined use of labourers with machine and other forms of inputs. This leads to problems of job analysis and work simplification.

By using these measures in assessing the efficiency of labour it is not possible to indicate whether in fact a poor relationship between labour input and output is the result of inefficiency of the workers themselves or the result of inefficiency with which workers are organized and directed. The labour-output relationship can only suggest that labour organization deserves critical examination.

Measures of efficiency in the use of labour, commonly used among investigators in farm management analysis, are the following :

LABOUR COST PER UNIT OF LAND

This is a financial measure commonly used in farm management analysis and merely expresses the relation between labour input and land use. It is compounded of classes of workers, wages rates, time worked and area involved. This measure has the merit of being easy to calculate from farm accounts. Although it is simple in itself, yet when it is used to construct an index of labour productivity the composition of the labour force would make the index more difficult to interpret.

Where labour cost is expressed in money value it does represent several distinct types of labour according to the make-up of the labour crew.

In the first place, there are the regular and seasonal workers.

Regular workers are available throughout the year and constitute a team with a degree of specialization. They enjoy greater stability of income and security of employment.

Seasonal workers are employed for specific jobs at peak periods. They are less easy to organize as teams, reveal greater variations in skills and enjoy less stability of income and security of employment. Seasonal workers are of two kinds :

- (i) itinerant specialists who move from farm to farm and may achieve a fair degree of regularity of employment;
- (ii) supplementary workers, as normally understood, who are engaged for tasks similar to those of regular workers at times of peak labour demand

The general character of labour supply varies according to locality. As between regular and seasonal workers the position differs. Where farms

are adjacent to industrial area farmers may have difficulty in the supply of regular labour. Under current state of labour market farmers rely usually on regular labour either hired or family labour, supplement these regular workers by seasonal workers and further fit them to fluctuating seasonal requirements by overtime working. (1)

Secondly, workers may be classified by :

- (i) age and sex, e.g. man, boy, woman and girl;
- (ii) type of work, e.g. fieldman, cowman, horseman, shepherd, poultryman, tractor driver, gardener and general labourer.

Therefore, a money unit which has to cover all these different categories is unlikely to be homogeneous as regards the composition of the labour force.

As already mentioned the labour force on the farm is often determined by the size of the family rather than the labour requirements of the farm. Hence, there may be either a high cost of labour or a waste of land if the family is larger than the needs of the farm or a low cost of labour or a waste of land where the family is not large enough and not supplemented by additional labour. (2) In other words, there may be an imperfect fit of the family labour to the labour demand of the farm. Hence it is very important that the labour staff should be organized in such a way as to make the best use of it and to keep all members of the family in full employment.

Thirdly, wages rates are statutorily prescribed. They are minima and relate to specified working week and specified allowances for wages in kind. Differentiation rates is by age and sex, i.e. there is no prescribed premium for skilled against unskilled labour. Wages rates vary also according to the attitude of farmers towards payment at or more than statutory minima, paying for overtime working and bonus system. (3)

A family farm feature which is worth noting in this connection is that the family farm has freedom from the effect of statutory regulations. There is therefore a little need for cash payments involved in its employment. In times of depression this aspect will give greater power of survival and economic resilience under the pressure of a decline of standards of living which will be more difficult if the necessary labour is hired and paid in cash. Following from that, there may be a tendency for family labour to be under paid. (4).

(1) Overtime working system is not applied in Egyptian farming to the same extent as in British farming and elsewhere.

(2) Ashby, A.W. & Smith, J.H., *Labour Organization on Farms*, J. Agric. Econ. Soc. Vol. 7, No. 4, 1948, pp. 351-75.

(3) Bonus system is not applied in wages systems under Egyptian farming conditions.

(4) Thomas, E., *An Introduction to Agricultural Economics*, Nelson, 1950, p. 68.

Occupier's and wife's manual labour cost does not usually appear in a conventional trading account. But when it is included it will be usually assessed on the equivalent cost of hired labour. Also the question of dividing occupier's function between managerial and manual labour cannot be accurately assessed.

Hence changes in wages rates will affect labour cost per unit of land apart from any influence of labour efficiency. And in view of the above comments money cost of labour is likely to mask great differences as to the composition of the farm labour force and wages rates.

Fourthly, area is not a standardized unit in respect of labour requirements because of a number of causes including the combination of labour with other resources used, land quality, shape and layout of the farm, intensity of stock and crops and so on.

Since labour cost per unit of land is a monetary measure it will be influenced by the value of money. Hence comparisons of labour productivity over a period of years and with other countries will be difficult unless the device of constant prices is applied.

In view of the heterogeneous character of the components of the measure of labour cost per unit area the interpretation of labour efficiency by using such a single figure will be complicated. Consequently this measure is less reliable as a conclusive indicator of the trend in labour efficiency. However it is useful as a fairly crude diagnostic measure in comparative management analysis.

VOLUME OF EMPLOYMENT

(i) Man Equivalent :

A much used common measure for expressing a mixed labour force is the man equivalent. This measure is an arbitrary device masking specialization where jobs are allocated according to the class of worker thus limiting the interchangeability of the worker units.

It is a measure of the physical volume of labour employed by which the number and kind of workers can be reduced to an adult male basis. Work done by youths and women is expressed as the time required for a man to do the same work. Part-time labour is also expressed on the same basis in proportion to the time worked.

By this measure comparisons between labour forces of variable composition and varying skill and physical capacity for work will be possible. But it should be recognised that this measure fails to take account of skill and

willingness differences between individual workers, quality of work, intensity of enterprises, etc. It equates only numbers of workers. Hence an average man equivalent will mask a wide range of human attributes.

(ii) Average number of Labourers employed :

A practical alternative method of measuring the average number of men employed has been used by dividing the total wages bill by the average earnings of an adult male worker. This assumes that the average earnings reflect to a large extent the value and amount of work done by the different categories of workers in a given time and also reflect variations in the total hours worked.

This measure is comparatively easy to calculate. Its weakness lies in the fact that the average earnings are not the same amount for every worker employed on the farm. The average earnings differ even at the statutory rates according to the kind of work. For example, a cowman has not the same rate of wage as a fieldman. Even then, one cowman has not necessarily the same rate of wage as another cowman because one farmer may pay a higher rate than another.

To improve the significance of the foregoing measures it is perhaps desirable to apply them within groups selected for similarity of main features and environmental conditions. But the component farms are likely to reveal heterogeneity in respect of the many features which describe the farming system.

For appraisal of labour productivity both measures, labour cost per unit area and man equivalents, must be related to output. But output depends on other features besides the specific contribution of labour input, for example, numbers, kinds and quality of livestock, proportion of arable land, intensity of use of other resources, combination of enterprises, etc. Hence it is not necessarily that a high labour cost per unit area or a high man equivalent per unit area is an indication of poor labour efficiency provided that a high output is produced.

OUTPUT PER MAN OR PER L.E. 100 LABOUR COST.

Output per man or per L.E. 100 labour cost is having a vogue in present assessment of farming achievements. The national drive for increasing output from Egyptian farming should depend on output per man as well as on output per acre. The individual farmer should regard the former measure as a reasonable target at which to aim.

To calculate the output per man it is necessary to determine the number of men by which the output is divided. In this calculation there will be certain artificiality in reducing a labour force of mixed categories to a common denominator called a man. The same artificiality will be noticed in calculating the output per L.E. 100 labour cost. L.E. 100 worth of manual labour could mean different amounts of labour on different farms as farmers are not alike in their attitude towards paying wages rates and so on. Hence wages bills may include different contract wages and earnings.

As this measure takes account of the relationship between output and labour input its limitation lies in the fact that output per unit of labour depends not only upon the efficiency with which labour is used but also on the combination of enterprises in a farm system which may increase or decrease output without appreciably affecting the amount or the quality of labour employed. Some enterprises give a much higher return per labour unit than others, partly due to the value of products and partly due to the other resources used simultaneously and in combination with labour. This means that each man-hour may produce different returns when employed in different enterprises. Hence in interpreting labour input-output relationships by any one of the measures discussed one must be cautious of the misconception which may arise when the response to a single factor of production is studied in isolation.

As output is a composite aggregate which is contributed to by all factors of production, it seems, therefore, unrealistic to consider output per L.E. 100 labour cost as an absolute measure of efficiency in the use of labour. A measure of this kind reflects in fact the performance of all factors of production amongst which labour is only one factor. Hence it is a useful measure of the general economic performance of the farm as a whole and should not be regarded as an absolute measure of a single factor of production, viz. labour input. This does not mean that there is no place for the output per unit of labour standard so long as it is used with discretion. The measure, however, serves as a comparative index of the efficiency with which labour is organized particularly where farms of similar organization policies are being compared.

WORK UNITS PER MAN.

To overcome some of the unsatisfactory features arising from the use of the foregoing measures an alternative measure of the physical labour input has been used. This is the concept of the work unit. This method was developed first in the U.S.A. and recently in the U.K.

A work unit has been defined as the amount of work accomplished by an average man in an average working day under average conditions.

In the U.S.A. and Egypt the average day is one of ten hours but in the U.K. an eight-hour day would be more appropriate.

How The Work Unit Concept is Applied.

The work unit is a measure of work performance and takes no account of money value.

The total labour requirements are computed in terms of work units as defined above by the quantum of work measured in man-days required by the combination of crops and livestock on a particular farm.

It should be noted that the work spent on "non-productive" jobs which are not directly associated with specific enterprises such as tidying up the implements shed or other jobs associated with the upkeep of the farm is not included in calculating the number of man work-units.

To estimate the number of men required for a given farm the total standard work units calculated for the crops and livestock enterprises on the particular farm are divided by the number of days per year which one man can work on crops and livestock respectively. The resulting figure will represent the standard labour crew required for the farm in question.

By comparing the standard labour required for a given farm with the actual labour employed on the farm, labour management can be judged. For example, if the standard labour crew is more than the actual labour on the farm concerned, then efficiency in the organization and use of labour might be considered above average and vice versa.

Under Egyptian farm conditions a fieldman can work approximately 200 days a year, i.e. can perform 200 work units per year (1). A Stockman can work 300 days per year, i.e. can do 300 work units per year provided that he works week-ends and does fewer indirect tasks. These figures depend, in general, upon hours of work prevailing at the time of investigation and upon the environmental conditions under which farming is carried on.

Significance of The Work Unit Concept. (2)

The work unit is compounded of three averages each of which being an average implies a range in the attributes which the particular average describes.

(1) Ghonemy, M.R., *Resource Use and Income in Egyptian Agriculture before and after the Land Reform with particular reference to Economic Development*, Ph. D. Thesis, Univ. of North Carolina, 1953, p. 77.

(2) El Tonbary, A.A., *Ibid.*, pp. 196-202.

Therefore one might expect wide degrees of efficiency in the management's organization and use of labour as between farm and farm when measured in terms of man work units. Also, the exceedingly diverse nature of farm operations gives rise to a wide opportunity for efficiency to enter into their performance. Hence in using a measure of this kind the interpretation of results on individual farms will be complicated because of the wide variations which lie behind these averages.

Differences in the calculated efficiency of labour may not, on the other hand, result from the efficiency of labourers themselves or the efficiency with which workers are organized but may be due to the conditions in which labour is employed. For example, a good labour team well organized set to work under unfavourable conditions cannot be held responsible for a low work output.

It should be recognised that man-days are not homogeneous in respect of the amount of work which can be done in one day. For example, a man may work forty-seven or fifty-seven hours, may be strong or weak, in time of summer or in time of winter, at peak periods or slack periods and so on. Hence in attaching specific measures to averages of man, working day and conditions, care must be taken to reduce, as far as possible, the limitations due to the variations which scatter behind such averages by undertaking local studies and confining comparisons to selected farm types.

The many different ways in which manual labour is combined with machines and cropping operations adapted to variations of soil and use of residues, differences in yields per unit of land, farm size and layout, degree of mechanization and differences in farm practices, emphasise the need for many sets of standard labour requirements even in a fairly small region.

The usefulness of the work unit depends in the main on careful interpretation of the meaning of these standards rather than the accuracy in calculating them. These standards which are at present used are derived empirically from observed cases in farm cost studies. Such studies seldom measure carefully hours of work which are in general fairly rough approximations.

Although this method has the advantage over the output per man in that it takes into consideration differences in the intensity of farm enterprises it takes no account of the level of yields obtained. In this respect it is necessary to recognise that higher yields tend to increase the amount of work to be done. It was suggested by Sturrock of the Agricultural Economics Department at the University of Cambridge that to get over this defect multiple standards of labour requirements for various yield levels should be calculated.

(1) But this would add considerably to the work involved in arriving at work units applicable to all the various types of farming.

In this respect Blagburn of the Agricultural Economics Department at the University of Reading has suggested an appropriate factor of correction for yield variations by which the work unit figures for groups of farms with different yield levels would be equalized. For this purpose a yield index has been calculated which gives a rough composite measurement of the overall yield of all the products of the farm. The estimated standard labour requirements of each enterprise on the farm would then be adjusted according to the different levels of yield (2). By allowing for variations in yield levels one of the limitations which has an important effect on the reliability of the work unit measure as a basis of assessment of the efficiency in the organization and use of labour will be mitigated.

Next, the work unit method disregards the effect of changes in the general level of current costs other than labour. (3) This limitation, however, applies also to the other unit measures of labour efficiency or to any other unit input factor used jointly. For instance, if more labour is being used to cultivate and harvest an acre of potatoes than in some earlier period this does not mean that labour is being used inefficiently provided that more potatoes are being grown and produced with less use of other resources. It may be useful then to make an allowance for the level of costs other than labour with a view to refining the measure of the work unit.

It is obvious that the demand for labour is a composite demand for a great variety of tasks in seasonal sequence and in simultaneous combination. These tasks need varying degrees of skills. Therefore the work output results from one man-hour on crop harvesting is not the same as on sorting sacks in the granary. In other words, estimating work at so many hours places all jobs on the basis of equal technical skill and consequently the work unit fails to take account of the quality of the work done.

Bennett Jones of the Department of Agriculture at Edinburgh when applying Standard work units to counties and to individual farms found wide discrepancies between standard labour requirements and actual labour in use. (4) This emphasises that the use of the work unit should be restricted to groups of farms and local areas with a substantial degree of homogeneity. He suggested that the work unit concept as a measure of labour efficiency

(1) Sturrock, F.G., *The productivity of labour in Agriculture*, J. Agric. Econ. Soc., Vol. 9, No. 1, 1951, p. 38.

(2) Blagburn, C.H., *Notes on the Work Unit method of measuring Productivity of Labour* J. Agric. Econ Soc. Vol. 9, No. 4, 1952, pp. 318-24.

(3) Tuck, R. H., in discussion on Mr. Sturrock's Paper mentioned above, p. 50.

(4) Jones, R. Bennett, in discussion on Mr. Sturrock's Paper mentioned above, p. 49.

might be suitable for testing an individual farm but dangerous when applied on a national scale. But over broad comparisons I would expect many of the factors responsible for discrepancies in local applications of the general standards to be self cancelling in some degree.

By taking into consideration all the points just mentioned the work unit concept may provide a useful measure of diagnosing the efficiency in the utilisation of labour provided that the method is used with discretion and with full regard to the particular circumstances on individual farms.

As far as the writer is able to say this measure will give useful results when farms being compared are greatly similar in their cropping and livestock patterns, organization policies and yield levels.

Having examined the measures by which the productivity and performance of farm labour may be tested we can then proceed to examine how these measures are applied to a particular group of farms under Egyptian farming conditions. For this purpose a separate paper will be issued later.

CONCLUSION

From the previous discussion it is clear that one cannot rely on one measure of labour efficiency to say whether or not labour is used efficiently on a particular farm. If for example labour cost per unit area is relatively low, this does not necessarily mean that labour is used effectively although the implication is so. This measure merely expresses the relation between labour and land use. It is then desirable to examine labour in relation to other resources used. This can be tested by relating labour cost to the output obtained. If output per unit of labour is low then the implication is that labour might be excessive in relation to other inputs or is being employed on non-productive jobs and so on. Therefore the physical performance of labour needs to be examined. This can be tested in terms of the work units per man.

The general conclusion from this discussion is that there is no measure of labour efficiency which is perfect and adequate in itself. Each of these measures is, in turn, a measure of labour use when viewed from a specific angle. Hence by a combined judgement based on several points of view it is possible to reach a final judgement concerning the efficiency of labour.

A. A. El Tonbary

كتب حديثة

يناير - مارس سنة ١٩٥٧

OUVRAGES REÇUS

Premier Trimestre 1957

Economie اقتصاد

- البرت بدر : محاضرات في الاقتصاد الليتاني .
من ٨٢ مطبعة دار الهدى - القاهرة . سنة ١٩٥٦
- دكتور صلاح الدين نامق : الاقتصاديات الدولية
س ١ ج ٣١٩ - مكتبة النهضة المصرية .
القاهرة - سنة ١٩٥٦
- دكتور صلاح الدين نامق : الدخل والتوزيع
س ١ ج ٣٢٠ - مكتبة النهضة المصرية .
القاهرة - سنة ١٩٥٦
- دكتور صلاح الدين نامق : دراسات في السكان
- س ١ ج ٣٠٩ - مكتبة النهضة المصرية .
القاهرة - سنة ١٩٥٧
- دكتور حسين عمر : الدخل القومى والتطور
الاقتصادى . س ١ ج ٣٩٢ - مكتبة النهضة
المصرية . القاهرة - سنة ١٩٥٦
- A. ALEKSEYEV. — The Basic Economic
law of Modern Capitalism pp. 68.
Foreign Language Publication House.
Moscow, 1955.
- A. W. STONIER & D.C. HAGUE. —
Text Book of Economic Theory, pp.
X, 531, Green. London, 1956.

Litterature & Philosophie ادب وفلسفة

- منصور على رجب : ثلاث في فلسفة الاخلاق
س ٣٢١ ج ١ - مكتبة الانجلو المصرية .
القاهرة - سنة ١٩٥٥
- S.H. IKRAM & SPEAR EDS. — Cultural
heritage of Pakistan, pp. 7, 204 Ox-
ford University Press, London, 1955.

Bibliographie مراجع

- J.T. HURKE. — An Annotated bibliog-
raphy of books and periodicals in
English dealing with human relations
in the Arab States of the Middle East.
pp. 14 117, American University,
Beirut, 1956.

Histoire politique & Histoire تاريخ سياسى وتاريخ

- دكتور محمد احمد خلف الله . عبد الله نديم
ومذكراته السياسية . س ١ ج ١٤٩ .
مكتبة الانجلو المصرية . القاهرة - سنة ١٩٥٦
- محمود التناوى ، محمد عبد النعم حقاچى :
من مائتى الاسلام وحاضره . س ١٩١ .
دار العهد الجديد للطباعة . القاهرة -
سنة ١٩٥٦

قوانين Droits

والملكية - ص ١ و ٨٠٦ - شركة مطبعة
مصر - القاهرة - سنة ١٩٥٦
دكتور زكي بقوى : شرح لتبريع العمل في مصر
جزءان - دار الفكر العربي - القاهرة -
سنة ١٩٥٧/٥٢

جامعة الدول العربية ناشر : وثائق ونصوص -
دساتير البلاد العربية - ص ١ و ٢٠١ -
جامعة الدول العربية - القاهرة - سنة
١٩٥٥
حسين عامر : السئولة المدنية التفسيرية

مسائل سياسية ودولية Questions Politiques & Internationales

J.T. WATKINS IV. & J.W. ROBINSON.
— General International Organisation,
pp. 9, 248, Van Nostrand Co.
Inc. New York, 1956.
H. ZAKI NUSSEIBEH. — The Ideas
of Arab Nationalism, pp. 9, 227, Cor-

نيد الرحمن البيز : معادرات عن العراق
من الاحتلال حتى الاستقلال - ص ١٦٤
وخريطة - دار مصر للطباعة - القاهرة -
سنة ١٩٥٤
sell University Press, New York,
1956.

متنوعات Divers

التجارية والصناعية وتطبيقاتها العملية -
جزءان - مطبعة مصر - القاهرة - سنة
١٩٥٦

A.J. ARBERRY. — The Koran Inter-
preted, 2 pts, Allen & Unwin, London,
1955.

J.A. CORRY. — Elements of Democra-
tic Governments, pp. 9, 644, Oxford
University Press, New York, 1954.

H. DE LEEUW. — Crossroads of the
Mediterranean, p. X, 244, ARCO Pub.
Ltd., London, 1956.

F. MOSES. — Jawaharlal Nehru, bio-
graphy, pp. X, 511, McMillan, New
York, 1956.

UNITED NATIONS. — Everymans United
Nations 945-955, pp. 444, Depart-
ment of Public Informations, New
York, 1956.

الجامعة الأمريكية - قسم الخدمة العامة :
العربية ومكانتها بحيا ودوليا - ص ١١
١٠٢ - الطبعة المصرية - القاهرة - سنة
١٩٥٦

جامعة الدول العربية ناشر : خريطة البلاد
العربية منذ ظهور الاسلام - خريطة - دار
مصر للطباعة - القاهرة - سنة ١٩٥٤

دكتور عبد العزيز القوسي ، والدكتور حسن
محمد حسين والدكتور محمد خليفة بركات:
الاحياء في التربية وعلم النفس ص ١٠١
٢٦٧ ، مكتبة النهضة المصرية ، القاهرة ،
سنة ١٩٥٦

دكتور عبد الله درويش : المعاجم العربية ص
١ و ١٦٥ ، مكتبة الانجلو المصرية ، القاهرة
سنة ١٩٥٦

محمد مرسى فهمي : الفريعة على الاربع

RELEVÉ DES PRINCIPAUX ARTICLES PARUS DANS LES REVUES ÉGYPTIENNES ET ÉTRANGÈRES

Premier Trimestre 1957

REVUES ÉGYPTIENNES

الاقتصاد والحسابية

العدد ١٠٨ - القاهرة - نوفمبر سنة ١٩٥٦

- | | |
|---|--|
| التخطيط في برنامج التنمية الخمس
الساحل السوفييتي | عبد الله فكرى أياكة : الكفاح الذي |
| - جرد الصناعة في الثلث التجريبية :
الصناعة في الثلث الصناعية | - مرسى وتعليق : الحرب - بحث جديد -
الدولار |
| قطب إبراهيم محمد : إعادة الربط القريب
القطر خلال شهر أكتوبر سنة ١٩٥٦ | حسن شلبى : في السياسة الاقتصادية -
الاكتفاء الذاتي |
| - نشاط تجارى التجارة خلال أكتوبر سنة
١٩٥٦ | محمود محمد السيامى : لتبرعات التسعير
الجبرى في الماضي والحاضر |
| - انباء من الشرق والغرب
بيانات واحصاءات | فادر فهمى : حصة مصر في صندوق النقد
الدولى |
| - الأوراق المالية خلال أكتوبر سنة ١٩٥٦ | مجدى القفاش : قواعد التخطيط التومى |
| - تقرير البنك البلجيكي والدولى بمصر | محمد حسن يس : الاقتصاد العالى : قواعد |

العدد ١٠٩ - القاهرة - ديسمبر سنة ١٩٥٦

- | | |
|---|---|
| محمود حسن يس : الاقتصاد العالى - قواعد
التخطيط في برنامج التنمية الخمس الساحل
السوفييتي | عبد الله فكرى أياكة : عبر الحروب |
| قطب إبراهيم محمد : البيانات الحسابية في
البيانات المنشورة للشركات المساهمة | - مرسى وتعليق : خسارة العلفين - تعاون
سادق - فترة اختيار لجنة الحاسبة -
تخطيط جديد لثلاث العراة |
| - انباء من الشرق والغرب | حسن شلبى : في السياسة الاقتصادية -
التبادل التجارى الدولى المطلق |
| محمود حسن يس : سوق القطر خلال شهر
نوفمبر ١٩٥٦ | حسن زكى احمد : الآثار الاقتصادية لتأميم
قناة السويس |
| - سوق الأوراق المالية | عادل صلاح الدين : خسارة بريطانيا من فقد
عمليات إعادة التأمين |
| - قوانين وتعليمات - الامر العسكري
تنظيم ادارة اموال المعطلين والراقبين | محمود محمد السيامى : لتبرعات التسعير
الجبرى في الماضي والحاضر |
| - ارقام واحصاءات | |

العدد ١١٠ - القاهرة - يناير سنة ١٩٥٧

احمد فاؤد الانصارى : حساب الإيرادات
والصروفات في شركات التأمين على الحياة
- الاستهلاك

ابراهيم طه : الخبرة الضريبية الحكومية
لنام جهات القضاء
- اخبار اقتصادية

- التقن خلال شهر ديسمبر سنة ١٩٥٦
- بيانات واحصاءات : مركز البنية الاقتصادية
المصري - احصاء عن شركات التأمين في
مصر سنة ١٩٥٦

- سولي الاوراق المالية خلال ديسمبر سنة
١٩٥٦

عبد الله فكرى اباطة : نحو ثورة اقتصادية
- عرض وتعليق : اتجاهات منطقيّة في
الحراسة - عام جديد - لبنان يشكر
ستيفو التند - زراعة وستامة الدخان
اتجاه جديد في الميدان المصري

حسن شلبي : مدى اثر نقص البترول على
الاقتصادات الدول المعتمدة
محمد حسن يس : حول المشكلة النفطية
- نشاط نادي التجارة

محمود محمد السباي : لتربعات التسمير
الجبرى في الماضي والحاضر
قطب ابراهيم محمد : الاوضاع الحاسوبية في
حالة الحرب

العدد ١١١ - القاهرة - فبراير سنة ١٩٥٧

ص. ن. ي. : حليقة الاقتصاد الامريكى
ت. ا. : الطرائق المختلفة للاستهلاك

حسن فايز فهمي : الانشاء الخمسى لارباب آهن
الحسنة

- سفر حديثنا - السكان والحروب عرض
الاستاذ مجدى القماش

محمد حسن يس : حول المشكلة النفطية
- التقن خلال شهر يناير سنة ١٩٥٧

- الاوراق المالية خلال شهر يناير سنة
١٩٥٧

عبد الله فكرى اباطة : بين التسمير والتأمين
- عرض وتعليق : هل من مفر - تعمير
التوكيلات التجارية - رحلة الشتاء

حسن شلبي : المعولة الاقتصادية
وديع اسعد : يصل نالي المحصولات الرئيسية
بعد التقن

قطب ابراهيم محمد : لتيرة الاكتتاب وكيفية
دراسة بياناتها

- ندوات ومحاضرات : كتبة الاستاذ عبد
الله فكرى اباطة في حفل تكريم الاساتذة
الانشاء يوم ٢٠ يناير الماضي

السنة العشرون - العدد ٢٤٣ - الاسكندرية - ديسمبر سنة ١٩٥٦

بالاسكندرية واسهامها في مساهمة ملكوى
بورسميد بخمسة الاف جنيه - زيارة
وزير التجارة للفرقة واجتماعه بالتجار
- ملاحظات على مشروع القانون الجديد
للعرف التجارية المصرية

- التباه وفرارات : قوانين وفرارات خاسمة
بالحراسات - نص قانون العائشات
الجديد القانون الجديد الشظم للمحلات
العامة وفرارات اخرى

- الاسواق التجارية والمالية في شهر نوفمبر
سنة ١٩٥٦ (التقن المصري - التقن
الامريكى - البلدة - الحبوب - الاوراق
المالية)

كلمة الشهر : ١ - النمن والغالسدة - ٢ -
التوسع في التصنيع - ٣ - بورسميد
الاسكندرية لتساقف نشاطها

حسن زكى : تنظيم تجارة التقن بالداخل
- مقررات وتوسيات الدورة السادسة
للمؤتمر العربى للتجارة والصناعة والزراعة
لبلاد العربية المتحد في طرابلس (ليبيا)
في ١٨ اكتوبر سنة ١٩٥٦

- في سبيل تعزيز العلاقات التجارية مع
ليبيا

- النشاط الداخلى للفرقة : السطلاح
الفرقة يتعاون الكفاح الشعبى

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

20ème Année, No. 243 — Alexandrie — Décembre 1956

Introduction: — 1°) Prix et intérêts.
— 2°) Développement de l'industrialisation. — 3°) La Bourse d'Alexandrie reprend ses activités.

Législation d'exception: Lois, Proclamations, Ordonnances, Orâmes et Arrêts réglementant la séquestration et la

gestion des biens des personnes internées, sous surveillance et autres personnes et institutions.

Trade Agreement between the Government of Republic of Egypt and the Government of the People's Republic of China.

السنة الحادية والعشرون — العدد ٢٤٤ — الإسكندرية — يناير سنة ١٩٥٧

— انباء وقرارات: تنظيم شؤون الحراسات وممتلكات رعايا الاتحاد
— شؤون تموينية وقرارات وزارية
— مراجعوا الحسابات — تسوية وازري
— بالشروط الطوب توفرها فيهم
— امر عسكري بشأن تنظيم الادارة في المعتقلات
— الاسواق المالية والتجارية في لشهر ديسمبر سنة ١٩٥٦ (الظن القوي —
الظن الامريكي — البيرة — الحبوب —
الاوراق المالية)
— متوسط اسعار السلع العامة في اسواق الاسكندرية
— التعارف التجاري

كلمة الشهر: ١٩٥٦ سنة الاحداث الكبرى —
نتائج واهتمامات اقتصادية بمسألة لبنان
مصر في وجه ابلع عدوان قاهر
التجارة الخارجية: الميزان التجاري في ١٠
اشهر من سنة ١٩٥٦ — زيادة في الواردات والصادرات
العالم الاقتصادي: مشروع الانسحاق الدولي
لتنظيم تجارة المواد الاساسية وملاحظات
العملة التجارية الدولية على المشروع
١. ج: عطات ومير يجب ان تقيدها في بناء مجتمع قوي
— بورصة العقود والاوراق المالية في سنة ١٩٥٦
— رسالتا نهاية السنة لرئيسي اليورمين

21ème Année, No. 244 — Alexandrie — Janvier 1957

Introduction: 1956, année de grands événements. Résultats et perspectives économiques après l'attitude ferme de l'Egypte contre la plus affreuse agression.
Législation d'Exception: Séquestrations, Arrêts Ministériels.
Stockage: Médicaments, Arrêté No. 336 de 1956.
Lois, Décisions et arrêtés: Filés de Rayonne, Droits d'accise, Décision du Président de la République portant promulgation de la Loi No. 357 de 1956.
Fabrication du pain: arrêté No. 238 de 1956.
Fabrication: Engrais chimiques, Arrêté No. 321 de 1956.
Coton: Garantie des avances, Décision du Président de la République por-

tant promulgation de la loi No. 395 de 1956.
Banque Industrielle: Création, Décision du Président de la République portant promulgation de la loi No. 392 de 1956.
Accords Internationaux: Décision du Président de la République portant promulgation de la loi No. 393 de 1956.
Graines de lentilles: Exportation, Arrêté No. 486 de 1956.
Droit de Mutation sur les Successions: Modification, Arrêté No. 312 de 1955.
Conseurs: Conditions, Arrêté No. 284 de 1956.
L'organisation de la Perception des Droits d'Accise ou de consommation sur l'alcool: Loi No. 363 de 1956.

السنة ٢١ - العدد ٢٤٥ - الإسكندرية - فبراير سنة ١٩٥٧

الغرائب واقتراحات التجار - مساعدة
مستوردي الخيش
- شؤون الضرائب : أداء الضريبة المستحقة
من واقع الأقرار - تعليمات تفسيرية
بشأن قانون صندوق التأمين والإعصار
- أعانة السكان السياسى والقلملى لا
لخض للضريبة
- البناء وقوانين وقرارات : القوانين الأربعة
بالشاه المؤسسة الاقتصادية والمصرف
البنوك والمصرف شركات التأمين
والتوكيلات التجارية
- الأسواق التجارية والمالية في شهر يناير
سنة ١٩٥٧ (القطن القبرى - القطن
الامريكى - البهدا - الحبوب - الأوراق
المالية)
- متوسط أسعار السلع الهامة في أسواق
الإسكندرية
- التعرف التجارى

كلية الهندسة - معركة التحرر الاقتصادى
البناس بدوى : بعد العدوان الثلاثى على مصر
ونجاح وتجارى ودروس
- الحالة الاقتصادية في سنة ١٩٥٦ -
مرض عام
- لماسة لمصر البنوك - اصول الرقابة
على البنوك التجارية
- نائب وزير التجارة الخارجية الروسية
في زيارة الإسكندرية
جودج فرج : التنظيم اعم ديانة لاستقلالنا
الاقتصادى
- الدراسات المالية ومهمة الارتام
- اراء وملاحظات التجارى في مواجهة بعض
النتائج التجارية والاقتصادية
- النشاط الاسلى للقرعة - حول تاجيل
دفع الدين في الظروف الاستثنائية -
المخارج صندوق أعانة التجارى - مصلحة

21ème Année, No. 245 — Alexandrie — Février 1957

Introduction : La Bataille de la Libération Economique.

4 Lois Importantes : Création d'un organisme économique. Egyptianisation des Banques, des Compagnies d'Assurances et des Agences Commerciales étrangères.

Lois, Décisions, Arrêtés : Comité Général pour les Affaires du Transport Maritime.

Comité Permanent de Propagande pour le Coton Egyptien.

Accord de Solidarité Arabe envers la Jordanie.

Movement of Alexandria Port in 1956.

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE
EN EGYPTE

No. 41 — Le Caire — Janvier 1957

Chronique de la Chambre
SUISSE-EGYPTE

Le 10ème anniversaire de la Cham-
bre de Commerce Suisse en Egypte.
E G Y P T E

Rapport sur le développement de la
situation cotonnière du 1/10/1956
au 31/12/1956.

Le nouveau régime des importa-
tions.

Nouvelles lois économiques.

Le commerce extérieur de l'Egypte.
Nombres-inclues des prix de gros et
du coût de la vie.

Exemptions douanières et droits d'ac-
cises.

S U I S S E :

Aperçu de la situation économique
vue par l'U.B.S.

Revue boursière de l'année 1956.

Nouvelles économiques et diverses.

Statistiques économiques suisses.

Cote des changes et billets de ban-
que.

Calendrier des foires et expositions.

Mises en relations.

Liste des publications et revues.

مصر الصناعية

السنة ٢٢ - العدد ٧ - القاهرة - نوفمبر سنة ١٩٥٦

من القزل والنسوجات النطنية - الصادر
من القزل والنسوجات النطنية

قزل الحرير ونسجه :

الإنتاج والخزون من الخيوط الحريرية -
الوارد من الخيوط الحريرية - الانتاج
والخزون من النسوجات الحريرية - الوارد
من منسوجات الحرير الصناعي - الصادر
من خيوط الحرير الصناعي ومنسوجاته -
الإنتاج والخزون من منسوجات الحرير
الطبيعي - الوارد من منسوجات الحرير
الطبيعي

قزل الصوف ونسجه :

إنتاج القزل - الإنتاج والخزون من البطاطين
الإنتاج والخزون من الأقمشة الصوفية -
الوارد من الصوف الخام والقزل والنسوجات
الصوفية - الوارد من البطاطين
التصميمات النسيجية التي تم صنعها والمسلولة
خلال الفترة من أول يوليو إلى آخر أكتوبر
١٩٥٦
أهم التشريعات التي تضمنتها هذا العدد

الافتتاحية : مقدمة الكتاب السنوي لعام ١٩٥٥
١٩٥٦ -

شهرات الصناعة : صناعات القزل والنسيج في
النصف الأول من سنة ١٩٥٦ القطن -
الحرير - الصوف
اقتصاديات السودان :

إنهاء الفرق الصناعية : الإلياف النيابية -
السيما - القزل والنسوجات القطنية -
المناجم والحاجر والبتروكول الصناعية -
السياحة

- مسائل العمل : قرارات التحكيم
- شؤون الضرائب : الأحياء في سريسة
الأرباح التجارية والصناعية «بعض»
- أسواق دولية وملاقات تجارية
- حركة تكوين شركات المساهمة
- احصائيات الصناعة المصرية : صناعات
القزل والنسيج في النصف الأول من سنة
١٩٥٦

قزل القطن ونسجه :

إنتاج القزل - إنتاج القزل موزعا حسب
النوع - إنتاج النسوجات ولوزيمها - الوارد

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

32ème Année, No. 7 — Le Caire — Novembre 1956

Chronique de l'industrie : L'industrie
de la Filature et du Tissage de la
soie. L'industrie de la filature et du
tissage de la laine. L'industrie des
fibres végétales. L'industrie du ciné-
ma. L'industrie touristique.

Questions du travail: Sentences des or-
ganismes d'arbitrage: a) Conditions
nécessaires à la constitution du con-

trat de travail. b) Nature de la su-
bordination légale, etc.

Expositions et Foires.

Statistiques de l'industrie : L'industrie
de la filature et du tissage du coton,
de la soie et de la laine au cours
du 1er semestre de 1956.

Actes Législatifs intéressant l'industrie
du 1er Juillet au 31 Octobre 1956.

Législation d'exception: Etat d'alerte.

السنة ٢٢ - العدد ٨ - القاهرة - ديسمبر سنة ١٩٥٦

صناعة الإليان

- مؤلف جديد في «التعاون»
- مسائل العمل : أولا - قرارات هيئات
التحكيم - ثانيا - من فتاوى مجلس
الدولة
- شؤون الضرائب : قضاء محكمة النقض -
قصر الإلغاء الوارد بالمادة ٦ من القانون
رقم ١٤ لسنة ١٩٢٩ على شركات المساهمة
المصرية
- أسواق وملاقات تجارية

شهرات الصناعة : صناعة التعدين - حركة
البناء - الحركة السياحية في النصف الأول
من عام ١٩٥٦

- اقتصاديات اليمن

- التنمية الاقتصادية وتوطن الصناعات
- إنهاء الفرق الصناعية : مجلس اتحاد
الصناعات المصرية - غرفة مقاولي الأشغال
الكبرى العمومية والخصوصية - غرفة
المناجم والحاجر والبتروكول الصناعية -
غرفة صناعة الثلج والتبريد - وأبطة

— إيرادات مصلحة البريد ومصرفاتها
— التجارة الخارجية في يناير — سبتمبر
— سنة ١٩٥٦ : إجمالي الواردات —
إجمالي الصادرات — التوزيع الجغرافي
— التوزيع النقدي — التبادل التجاري
بين مصر والبلاد العربية
— النصوص التشريعية التي تهم الصناعة
والصادرة خلال شهر نوفمبر سنة ١٩٥٦
— أهم التشريعات التي تضمنها هذا العدد

— احصاءات الصناعة المصرية :
— المصانع الاستخراجية في النصف الأول
من سنة ١٩٥٦ : إنتاج خامات الناجم
— إنتاج البترول الخام والجازولين —
التاج الاستنت
— صناعة السياحة في النصف الأول من سنة
١٩٥٦ — الحركة السياحية موزعة حسب
الشهر وحسب الجنسية
— النقد والحركة المالية : حركة الإيداع
— إيرادات الجمارك ورسموم الإنتاج

32ème Année, No. 8 — Le Caire — Décembre 1956

Le mouvement de la Construction durant le 1er semestre 1956.

Le mouvement touristique durant le 1er semestre 1956.

L'économie du Soudan.

L'économie du Yémen.

Chronique des Chambres d'Industrie :

Au conseil de la Fédération. Chambre de l'Industrie des Mines et Carrières et du Pétrole. Chambre de l'Industrie du Bâtiment. Chambre de l'Industrie de la Glace et de la Réfrigération. Groupement de l'Industrie Laitière.

Question du Travail; Sentences des organismes d'arbitrage:

a) Qualité du travailleur licencié pour introduire sa contestation. b) Base de calcul des salaires des congés de maladie des travailleurs de production. c) Pouvoir de l'employeur à la nomination des travailleurs et de leurs adjoints. d) Détermination des heures de travail.

e) Fixation du début et de la fin des heures de travail. f) Différence entre travailleurs et entrepreneur. g) Garder longtemps le silence après un procédé déterminé constitue une acceptation tacite du contrat de travail.

Bibliographie : La Coopération.

Questions fiscales : limitation de l'exemption prévue par l'art. 6 de la loi No. 14 de 1939 aux seules sociétés anonymes égyptiennes.

Expositions et Foires.

Statistiques de l'Industrie : Industrie extractive. Industrie du Ciment. Industrie touristique. Monnaie et mouvement fiduciaire. Commerce extérieur de l'Égypte de Janvier à Septembre 1956. Répartition monétaire. Balance commerciale.

Actes législatifs intéressant l'Industrie du 1er au 30 Novembre.

THE EGYPTIAN COTTON GAZETTE

Vol. No. 29, — Alexandria — November - December 1956

Prospects for Reduction in Free World Production.

Price Decline Brings no Reduction in Cotton Production Outside United States this Season.

A Comparative Study of the Indian and U.K. Cotton Industries.

Challenge of Man-Made Fibres.

Comparison of Some Fiber and Spin-

ning Test Results of Egyptian and American Egyptian Cotton.

Tar Spots in Cotton.

M. A. HELMY & S. R. KAIWAR. — Studies in Egyptian Cotton.

R. DABOUS. — A Statistical Analysis on the Supply Outlook of Egyptian Cotton for 1956/57.

Statistical Tables.

LA GAZETTE FISCALE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

9ème Année, No. 74 — Alexandrie — Octobre 1956

JURISPRUDENCE

Législation.

Circulaires fiscales.

REVUES ETRANGÈRES

APPLIED STATISTICS

Vol. V, No. 3 — London — November 1956

E. S. PEARSON. — Foreword.
NORMAN T. J. BAILEY. — Statistics in Hospital Planning and Design.
W. NEIL JESSOP. — Monte Carlo Methods and Industrial Problems.
NOEL WILLIAMS. — The Allocation of Scarce Materials between Products.
RITA J. MAURICE. — Industrial Censuses in Great Britain and the United States.
WILLIAM A. NELSON. — A technique for studying the Effects of a Television Broadcast.

MICHAEL HEALY & MICHAEL WEST-MACOTT. — Mining Values in Experiments analysed on Automatic Computers.

K. S. BENERJEE. — A Comment on the Construction of Price Index Numbers.

Notes and Comments.

Meetings of Sections of the Royal Statistical Society.

Book Reviews and Publications Received.

THE BANKER

Vol. CVI — London

No. 370 — November 1956

A Financial Notebook.
Towards Free Trade.
The Coal-Steel Example.
Sir OSCAR HOBSON. — As I See It.
Middle East Oil : Europe's Lifeblood.
GAVEN GORDON. — Banking Reform in Belgium.

The Governor Appraises His Weapons.
Automatic Handling of Cheques.
American Review.
International Review.
Correspondence: Banking in Nigeria.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

No. 371 — December 1956

A Financial Notebook.
Counting the Cost.
Reinforce the Reserves ?
Sir OSCAR HOBSON. — As I See It.
JAMES MEADE. — The Building of Benelux.
J. E. HARTSHORN. — Doublethink about Transport Deficits.
Report on Encroachments.

An Artist's Sketchbook — National Provincial Bank, Midhurst.
Annual Book Survey.
D. J. COPPOCK. — Rising Output and Inflation.
American Review.
International Review.
Publications Received.
Appointments and Retirements.
Banking Statistics.

Vol. CVII, No. 372 — London — January 1957

A Financial Notebook.
Deflation after Suez.
First Aid for Sterling.

Sir OSCAR HOBSON. — As I See It.
Can India Afford the Five-Year Plan ?
An Artist's Sketchbook — Midland Bank, Piccadilly.

- J. O. N. PERKINS. — Australia's New Lock.
 GRAHAM HUTTON. — Capital Formation in the Cold War.
 Banks and Businessmen in the Courts.

- EDWARD NEVIN. — Window-Dressing in a Minor Key.
 American Review.
 International Review.
 Appointments and Retirements.
 Banking Statistics.

DROIT SOCIAL

19ème Année, No. 11 — Paris — Novembre 1956

- ORGANISATION PROFESSIONNELLE
 G. DE FLEURIEU. — La coopération entre les pouvoirs publics et l'industrie privée pour le développement des applications pacifiques de l'énergie atomique aux Etats-Unis.
 ALFRED SAUVY. — La situation économique.

TRAVAIL

- Mlle. LEVY. — Le statut actuel des coopératives d'administrations publiques et d'entreprises nationalisées et privées.
 DOCUMENTS: 1. Déclaration de l'Association des cadres dirigeants de l'industrie pour le progrès social

- et économique (ACADE) 26 Mars 1956. — II. Déclaration du Centre des Jeunes patrons (Congrès de la Bourboule, 8-10 Juin 1956).
 Jurisprudence récente en matière sociale.
 PIERRE LASSEGUE. — La situation sociale.

SECURITE SOCIALE ET PRESTATIONS FAMILIALES

- MARCEL MILCAMP. — L'assurance-vie devant le problème des retraites. Le Fonds national de solidarité.
 Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.
 Bibliographie.

19ème Année, No. 12 — Paris — Décembre 1956

- Ombres sur la politique familiale.
 ORGANISATION PROFESSIONNELLE
 STOJAN PRETNAR. — La concurrence en Yougoslavie.

TRAVAIL

- J. BERTHE de la GHESSAYE. — L'unité syndicale en régime de liberté.
 L'évolution de la situation de la main-d'œuvre agricole salariée et des migrations rurales.
 Jurisprudence récente en matière sociale.
 PIERRE LASSEGUE. — La situation sociale.

- SECURITE SOCIALE ET PRESTATIONS FAMILIALES
 G. de LAGARDE. — Les élections des

- Conseils des organismes de sécurité sociale.

- Le recours des Caisses de sécurité sociale contre les tiers responsables dans la jurisprudence du Conseil d'Etat.

- P. G. BRUGUIERE. — L'enquête sur la nouvelle législation des accidents du travail: 1. L'opinion d'un magistrat.

- Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

- Documents — Exposé fait par M. Gasser, Ministre des Affaires Sociales devant le Conseil d'Administration de la Confédération des syndicats médicaux français (13 octobre 1956).
 Bibliographie.

ECONOMIA INTERNAZIONALE

Volume LX, No. 4 — Genova — Novembre, 1956

- M. FANNO. — Lineamenti di una teoria dell'espansione delle economie progressive (Parte III).

- M. FLEMING. — The Loss From Trade Restriction.

F. VITO. — Il ripristino della convertibilità e l'alternativa fra cambi fissi e cambi fluttuanti.

V. SEROTTI. — Il problema dinamico dell'imprenditore. Alcune considerazioni sull'analisi bichidiana.

M. M. KRISTEIN. — La misurazione dell'effetto del Beselux.

W. ROBERTSON. — The American Cotton Dilemma and Its International Repercussions.

Bollettino bibliografico ed emeroigrafico di economia internazionale.

Segnalazioni bibliografiche.

Segnalazioni Emeroigrafiche.

Regesti Emeroigrafici.

INTERNATIONAL CONCILIATION

No. 511 — New York — January 1957

MICHAEL L. HOFFMAN. — Problems of East-West Trade.

JOURNAL OF THE AMERICAN STATISTICAL ASSOCIATION

Vol. 51, No. 276 — Chicago — December 1956

THORNTON C. FRY. — The Automatic Computer in Industry.

ROBERT FESSER. — The Effect of Respondent Ignorance on Survey Results.

ALBERT H. CROSETTI & ROBERT C. SCHMITT. — A Method of Estimating the Intercental Population of Countries.

OTIS DUDLEY DUNCAN. — Research on Metropolitan Population: Evaluation of Data.

WILLIAM J. WARNTZ. — Measuring Spatial Association with Special Consideration of the case of Market Orientation of Production.

GUSTAVE ZAKREWSKI. — Practical Value of International Educational Statistics.

HARRY EISENPRESS. — Regression Techniques Applied to Seasonal Corrections and Adjustments for Calendar Shifts.

H. A. DAVID. — The Basing of Variances in Normal Populations.

MYRON J. GORDON & WILLIAM J. TAYLOR. — The Condition for Lot Size Production.

SAMUEL KARLIN & H. RUBIN. — Distributions Possessing a Monotone Likelihood Ratio.

A. DE LA GAZA. — Quadratic Extrapolation and a Related Test of Hypotheses.

Corrigenda.

Statistical Abstracts.

Book Reviews.

Publications Received.

THE JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY

Vol. LXIV — No. 6 — Chicago — December 1956

M. BRONFENBRENNER. — A contribution to the Aggregative Theory of Wages.

NORMAN M. KAPLAN & ELEANOR S. WAINSTEIN. — A comparison of Soviet and American Retail Prices in 1950.

WILL E. MASON. — The Stereotypes of Classical Transfer Theory.

J. CARTER MURPHY. — Bulk-Purchase International Commodity Agreements.

C. WARREN NUTTER. — Monopoly, Bigness, and Progress.

DONALD A. COHRN. — Capital Maintenance and the Concept of Income — A Comment.

GEORGE F. BREAK. — A Reply.

Book Reviews.

Books Received.

THE QUARTERLY JOURNAL OF ECONOMICS

Vol. LXX, No. 4 — Cambridge, Massachusetts — November, 1956

ROBERT W. CAMPBELL. — Accounting for depreciation in the Soviet Economy.

RICHARD E. QUANDT. — A Probabilistic Theory of Consumer Behavior.

PAUL A. SAMUELSON & ROBERT M. SOLOW. — A Complete Capital Model Involving Heterogeneous Capital goods.

DIRAN BODENHORN. — The Shifting of the Corporation Income Tax in a Growing Economy.

JAMES R. SCHLESINGER. — After Twenty Years: The General Theory.

K. J. W. ALEXANDER & JOHN SPRAOS. — Shift Working: An Application of the Theory of the Firm.

EDWARD H. CHAMBERLIN. — A Second Supplementary Bibliography on Monopolistic Competition.

Notes and Discussion.

INVESTMENT CRITERIA

PRODUCTIVITY & ECONOMIC

DEVELOPMENT

HANS NEISSER. — Comment.

WALTER GALENSON & HARVEY LEIBENSTEIN. — Reply.

Recent Publications.

REVUE CRITIQUE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVE

Vol. XLV, No. 4 — Paris — Octobre — Décembre 1956

SUZANNE BASTID. — L'Affaire Nottebohm devant la Cour internationale de justice.

Jurisprudence.

1. Nationalité et domicile; 2. Condi-

tion des Etrangers; 3) Conflits de lois; 4. Conflits de juridictions.

Documentation.

Bibliographie.

REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE

66ème Année, No. 6 — Paris — Novembre — Décembre 1956

GEORGES MORLAT. — De l'usage du calcul des probabilités en matière économique.

MARCEL RIST. — Une expérience française de libération des échanges in-

terprétation: le traité de 1860.

GILBERT RULLIERE. — Amortissement et décision d'investissement de l'entrepreneur.

Revue des livres.

REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

Volume VI — No. 4 — Paris — Octobre — Décembre 1956

ANDRE SIEGFRIED. — Le Vichy de Pétain, le Vichy de Laval.

MICHEL CROZIER. — Pour une sociologie de l'administration publique.

HENRI CHAMBRE. — La déstalinisation en Union soviétique.

JAN MARCZEWSKI. — La démocratisation des démocraties marxistes.

LESLIE LIPSON. — Le système des partis politiques en Suisse.

FRANCK L. SCHOELL. — Les tensions raciales dans la vie politique en Afrique du Sud.

JACQUES BOULANGER. — Les allocutions radio-diffusées du président Mendès-France. Essai d'analyse du contenu.

RAYMOND FUSILIER & BO KARRE. — La Suisse contemporaine: état des travaux.

GEORGES VEDEL. — Un demi-siècle de science économique.

PIERRE DUCLOS. — Fédéralisme des doctrinaires et fédéralisme des savants.

Notes Bibliographiques.

Informations Bibliographiques.

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARE

8ème Année, No. 4 — Paris — Octobre — Décembre 1956

1. DOCTRINE

C. J. HAMSON. — Le Trial anglais.

CHAFIK CHEHATA. — La représentation dans les actes juridiques en droit musulman.

2. ETUDES — VARIETES DOCUMENTS

PIERRE GANNAGE. — Observations sur l'évolution du droit de la famille chrétienne au Liban.

EDWARD WALL. — Le projet de loi britannique du 15 Février 1956 contre les pratiques restrictives dans le commerce et l'industrie.

III. Actualités et informations.

IV. Bulletin de la Société de Législation comparée.

V. Bibliographie.

REVUE GENERALE DE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

60ème Année, No. 3 — Paris — Juillet — Septembre 1956

GUY HERAUD. — L'autonomie du Tyrol du Sud.

ROMAIN YAKEMTCHOUK. — La révision des traités multilatéraux en droit international.

P. M. CARJEU. — Quelques aspects du

nouveau projet de statut des Nations Unies pour une juridiction criminelle internationale.

Revue des revues.

Bibliographie.

Documents.

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Vol. LXXIV, No. 6 — Genève — Décembre 1956

PAUL DURAND. — L'évolution du droit des relations professionnelles en France depuis la Libération.

La Sixième Conférence des Etats d'Amérique Membres de l'Organisation internationale du Travail.

PIERRE BIDEAU. — La situation professionnelle des voyageurs de commerce.

RAPPORTS ET ENQUETES

L'emploi dans les campagnes et l'emploi dans les villes.

Enquêtes d'après-guerre sur les dépenses familiales.

BIBLIOGRAPHIE

La formation professionnelle dans l'industrie en République fédérale d'Allemagne.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

Vol. LXXV, No. 1 — Genève — Janvier 1957

CLAUDE VEIL. — Aspects médico-psychologique de l'industrialisation moderne.

E. JAY JOWENSTINE. — La place du logement dans le développement économique.

IAN CAMPBELL. — La coordination des services de réadaptation des invalides au Canada.

RAPPORTS ET ENQUETES

L'émigration japonaise d'après-guerre. La protection et l'intégration des populations tribales du Pakistan.

BIBLIOGRAPHIE

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

Vol. LXXV, No. 2 — Genève — Février 1957

LEWIS MUMFORD. — Une conception nouvelle du logement ouvrier.

ORWELL DE R. FOENANDER. — Les effets de la réglementation des relations professionnelles en Australie.

S. PLEASE. — Chômage structurel et politique gouvernementale.

RAPPORTS ET ENQUETES

Les tendances démographiques des pays d'Europe occidentale et leurs

conséquences pour le marché de l'emploi.

La hausse des prix à la consommation.

BIBLIOGRAPHIE

Publications du Bureau international du Travail.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.

جداول احصائية

STATISTICAL TABLES

ايرادات التوطة ومصروفاتها الفعلية BUDGETARY REVENUE AND EXPENDITURE

(L.E. 000'000)

(بالآلاف الجنيهات)

FINANCIAL YEAR (*)	الإيرادات Revenue	المصروفات Expendi- ture	الفائض أو العجز - Surplus + Deficit —	السنة المالية (ب)
1938-1939	44207	47889	— 3682	١٩٣٩ - ١٩٣٨
1939-1940	46080	48639	— 2559	١٩٤٠ - ١٩٣٩
1940-1941	43677	42559	+ 1118	١٩٤١ - ١٩٤٠
1941-1942	56336	46062	+ 10274	١٩٤٢ - ١٩٤١
1942-1943	67141	56553	+ 10588	١٩٤٣ - ١٩٤٢
1943-1944	77774	71938	+ 5836	١٩٤٤ - ١٩٤٣
1944-1945	87731	82097	+ 5634	١٩٤٥ - ١٩٤٤
1945-1946	103500	95304	+ 8196	١٩٤٦ - ١٩٤٥
1946-1947	112793	102492	+ 10301	١٩٤٧ - ١٩٤٦
1947-1948	101495	94548	+ 6948	١٩٤٨ - ١٩٤٧
1948-1949	170476	157695	+ 12781	١٩٤٩ - ١٩٤٨
1949-1950	173593	163809	+ 9784	١٩٥٠ - ١٩٤٩
1950-1951	191806	190184	+ 1622	١٩٥١ - ١٩٥٠
1951 March/June	63922	60820	+ 3102	١٩٥١ : مارس/يونيو
1951-1952	194075	232850	— 38775	١٩٥٢ - ١٩٥١
1952-1953	198146	208377	— 10231	١٩٥٣ - ١٩٥٢
1953-1954	206370	199703	+ 6667	١٩٥٤ - ١٩٥٣
1954-1955 July/Sept. ,	44616	34487	+ 10129	١٩٥٤-١٩٥٥ يوليو/سبتمبر
Oct. / Dec.	51672	44040	+ 7632	أكتوبر/ديسمبر
Jan. / March	52818	46475	+ 6343	يناير/مارس

(*) From 1st May to 30th April until 1946-1947.

(ب) من أول مايو إلى ٣٠ أبريل حتى سنة ١٩٤٦ - ١٩٤٧

From 1st May to 29th February for 1947-1948.

ومن أول مايو إلى ٢٩ فبراير من سنة ١٩٤٧/١٩٤٨

From 1st March to 28th Feb. untill 1950-1951.

ومن أول مارس إلى ٢٨ فبراير حتى سنة ١٩٥١/١٩٥٠

From 1st March to 30th June 1951 owing to change of financial year thereafter to 1st. July.

ومن أول مارس إلى ٣٠ يونيو سنة ١٩٥١ لامتياز بدء السنة المالية من أول يوليو بعد ذلك التاريخ .

BANK DEPOSITS AND SAVINGS ودائع البنوك ومصاريف التوفير

(L.E. 000's)

(القيمة بآلاف الجنيهات)

END OF:	الودائع بالبنوك التجارية (١) DEPOSITS WITH COMMERCIAL BANKS (1)					في آخر	ودائع صندوق مصاريف التوفير Deposits In the Post Office Savings Bank
	حسابات جارية Sight Deposits		ودائع لأجل Time Deposits Private	ودائع التوفير Savings Deposits	الجملة Total		
	شخصي Private	للحكومة Govern- ment					
December 1948.....	194472	52322	14819	7823	269436	ديسمبر ١٩٤٨	29771
" 1949.....	183753	72211	20492	8212	284668	 ١٩٤٩	30035
" 1950.....	180150	58013	26735	8354	273252	 ١٩٥٠	29680
" 1951.....	173751	33854	24146	8561	240312	 ١٩٥١	28446
" 1952.....	160025	3061	26115	9783	198984	 ١٩٥٢	27541
" 1953.....	162183	13874	26031	11236	213324	 ١٩٥٣	26797
" 1954.....	178397	15977	30950	12344	237668	 ١٩٥٤	26445
" 1955.....	173304	6239	28987	15850	224380	 ١٩٥٥	27226
October 1956.....	166130	14979	33304	15175	229588	أكتوبر ١٩٥٦	26806
November 1956.....	163109	19243	31622	13763	227137	نوفمبر ١٩٥٦	25874
December 1956.....	172877	17094	30035	—	—	ديسمبر ١٩٥٦	—

(1) تشمل بيانات ١٦ بنكا بما في ذلك البنك الأهلي المصري

(1) Figures for 16 banks, including National Bank of Egypt.

(Million L.E.)

PURCHASING MEDIA

وسائل الشراء

(بملايين الجنيهات)

END OF:	تحتوى البنك العمل للمصرى N.B.E. NOTES				المال بنوك (*) Banking Money	في الخبر
	العملة Note	جارية البنك العمل Held by N.B.E. and other Banks	مالي التداول Net Note Circulation	العملة المساعدة (الزمنية والمالية) Subsidiary Notes and Coins		
December 1948.....	164.1	13.3	160.7	9.1	429.0	١٩٤٨.....
" 1949.....	174.0	13.3	160.7	9.6	438.8	١٩٤٩.....
" 1950.....	191.0	12.6	178.4	10.4	456.3	١٩٥٠.....
" 1951.....	211.0	17.2	193.8	12.1	424.7	١٩٥١.....
" 1952.....	209.0	14.3	194.7	11.9	420.2	١٩٥٢.....
" 1953.....	194	15.4	178.5	10.3	463.3	١٩٥٣.....
" 1954.....	195	18.3	176.7	11.9	443.7	١٩٥٤.....
" 1955.....	192	17.8	174.2	11.2	438.4	١٩٥٥.....
May 1956.....	182	18.3	163.7	10.7	449.5	المصري ١٩٥٦
June 1956.....	207	22.7	184.3	10.9	470.6	سبتمبر ١٩٥٦
July 1956.....	281.3	18.6	203.4	10.9	495.6	أكتوبر ١٩٥٦

(*) Banking money include current A/c's, time deposits for individuals.

(*) أموال البنوك لتحتوى الحسابات الجارية والودائع لأجل للأفراد والمصارف.

Government and the Sudan Government and Savings.

ودائع حكومة السودان ومصارف التوفير.

البنك الأهلي المصري

NATIONAL BANK OF EGYPT

COMPARATIVE FIGURES END OF PERIOD

أرقام مقارنة في نهاية الفترة

(L.E. 000's)

(القيمة بالألف الجنيهات)

	قسم إصدار السيكنوت							January 1957
	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	
Liabilities :								
Notes Issued	174000	191000	211000	200000	194000	195000	192000	231000
Reserves	—	—	11761	11761	—	—	—	—
Assets :								
Gold	174000	191000	222761	220761	194000	195000	192000	231000
Egyptian & Foreign	6376	6376	60553	60553	60553	60553	60553	60553
Govt. Treasury Bills	167624	184624	162208	162206	133447	134447	131447	170447
& securities	174000	191000	222761	220761	194000	195000	192000	231000
قسم العمليات المصرفية								
	BANKING DEPARTMENT							January 1957
	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	
Liabilities :								
Capital	2225	2925	3000	3000	3000	3000	3000	3000

مخصصات

قيمة المخصصات السيكنوت
الأجنبية

أصول

ذهب

الاوراق وسكوك حكومية
مصرية وأجنبية

مخصصات

رأس المال

Reserves	2925	2925	3000	1935	8017	15650	3000	3000
Govt. Deposits	72720	61376	40115	3000	3000	3000	14181	19065
Egyptian Govt. Treasury Bills Special a/c.....	40000(1)	60000(1)	80000(2)	70000(2)	55000(2)	55000(2)	—	—
Cur. and Time Dep.....	88478	88866	66995	63379	71897	52596	58692	61924
Bankers	24049	31287	51487	38158	38825	33519	44427	43851
Other Accounts	14293	22583	35558	40453	30761	29448	36024	33835
	245390	269962	280155	219925	210500	192212	159324	164675
Assets:								
Cash: N.B.E. Notes	7834	7098	10083	8483	9826	12605	11789	9221
Other Notes & Coins.....	149	158	144	206	119	100	97	171
	7983	7256	10227	8689	9945	12705	11886	9392
Foreign Bankers and Money at Call	57015	50324	30015	19557	18068	19992	7975	14748
Investments	149420	153169	676552	131768	139435	129639	94562	76575
Advances	17256	31918	78999	27287	17091	20922	25926	37393
Bills Discounted	278	487	307	884	152	1396	3762	3552
Other Accounts	13398	36808	34055	31740	25909	7958	15213	23015
	245390	269962	280155	219925	210500	192212	159324	164675

Source: National Bank of Egypt: Reports of the Ordinary General Meeting, Weekly Position.

(1) Treasury Bills Law No. 119 of 1948.

(2) Treasury Bills Art. 14 of Law No. 57 of 1951.

المصادر: البنك الأهلي المصري، تقارير الجمعيات العمومية العادية والميزانيات الأسبوعية.

(1) قانون خزينة - مدعرة بمقتضى القانون رقم ١١٩ لسنة ١٩٤٨.

(2) قانون خزينة - مدعرة بمقتضى المادة ١٤ من قانون رقم ٥٧ لسنة ١٩٥١.

الميزانية الموحدة للبنوك (١) CONSOLIDATED BALANCE SHEET OF BANKS (1)

(L.E. 000's)

في آخر الفترة END OF PERIOD

(بالآلاف الجنيهات) (in thousands of pounds)

Liabilities :	ديسمبر Dec. 1938	ديسمبر Dec. 1950	ديسمبر Dec. 1951	ديسمبر Dec. 1952	ديسمبر Dec. 1953	ديسمبر Dec. 1954	ديسمبر Dec. 1955	ديسمبر Dec. 1956	الخصوم
Capital	2578	3250	3600	3687	4112	4187	5262	5312	رأس المال
Reserves	1296	5854	6515	6295	7783	8334	9078	9808	احتياطيات
Current, Deposit and other Accounts ...	30899	138309	148410	140929	144070	154896	166111	161094	الحسابات الجارية وحسابات الودائع
Govt. Accounts	1047	2473	3463	3265	4574	3571	202	390	حسابات الحكومة
Bankers Accounts	1796	20178	24613	8907	8929	12766	17130	23101	حسابات البنوك
Acceptances, etc.	2764	9591	9768	7718	8175	11845	12889	12052	أوراق مقبولة الخ
Sundry Accounts(2) ..	4084	11505	7663	9132	9185	9955	11978	13477	حسابات أخرى متنوعة (٢) ..
Total	44464	191160	204032	180592	186825	203354	222650	225284	الجملة ...
Assets :									الأصول
Investments	4336	9748	11130	17096	17060	17727	18685	30162	استثمارات
Advances	14545	102973	104312	91640	82249	93062	111131	111945	مستلفات
Bills Discounted	2638	4771	6798	7133	9109	11717	14921	13868	حوالات مضمونة
Building, Furniture ..	725	769	1127	1309	1497	1703	1731	1806	مبانٍ وأثاث الخ
Debit Accounts (3) ..	12885	22078	16448	14117	25840	19453	12953	14285	حسابات مدينة (٣)
Clients Liability for acceptances etc.	2764	9591	9768	7718	8175	11845	12889	12625	تعهدات مقابيل أوراق مقبولة الخ
Cash at Banks and in hand	4316	39375	52873	39905	41131	47745	47655	38003	التقود في البنوك ولدى البنوك
Sundry Accounts	3145	1855	1576	1675	1867	2102	2685	2590	حسابات أخرى متنوعة
Total	44464	191160	204032	180592	186825	203354	222650	225284	الجملة ...

(1) Aggregate of 13 balance sheets of banks, excluding National Bank of Egypt.

(2) Include Profit & Loss A/c's.

(3) Include bankers A/c's.

(١) تجميع الميزانيات لـ ١٣ بنوك لا يدخل ضمنها بنك مصر.

(٢) تشمل حسابات الأرباح والخسائر.

(٣) تشمل حسابات البنوك.

الرقم القياسي لاسعار الجملة INDEX NUMBER OF WHOLESALE PRICES

(يونيو - أغسطس سنة ١٩٣٩ = 100) (يونيو - أغسطس سنة ١٩٣٩ = 100)

الشهر	المنتجات الصناعية INDUSTRIAL PRODUCTS AND MATERIALS											تفسير							
	الحبوب	منتجات الألبان	زيت الزيتون	زيت الكتان	زيت الكتان	زيت الكتان	زيت الكتان	زيت الكتان	زيت الكتان	زيت الكتان	زيت الكتان								
Dec. 1948	251	380	369	317	213	278	298.8	259	395	410	403	341	375	343	330	290	354.8	324.3	١١١.٨
" 1949	238	389	345	325	289	341	291.4	272	362	351	347	366	358	358	329	280	360.8	322	١١١.٩
" 1950	273	440	390	339	278	413	334.6	268	374	703	364	366	466	431	358	310	428.5	376.1	١١٥.٠
" 1951	274	463	437	366	327	410	350.3	269	406	647	446	366	526	460	372	310	430.9	386.2	١١٥.١
" 1952	247	387	351	301	331	380	306.8	301	370	533	460	366	447	467	347	310	388.2	342.6	١١٥.٢
" 1953	307	378	369	296	375	353	334.6	311	347	525	431	366	402	438	347	310	376.7	353.5	١١٥.٣
" 1954	279	400	327	305	421	307	315.1	320	322	465	426	365	380	457	355	310	374.4	341.6	١١٥.٤
" 1955	323	417	351	312	389	293	332.2	326	314	466	463	369	437	464	359	310	375.6	351.2	١١٥.٥
Oct. 1956	332	422	389	317	414	417	380.4	344	341	483	504	374	472	491	368	310	432.8	404.2	١١٥.٦
Nov. 1956	330	419	393	331	437	403	374.1	343	347	487	505	374	490	496	360	310	441.8	405.2	١١٥.٦
Dec. 1956	323	418	397	340	464	427	375.7	378	358	496	506	374	501	521	365	310	461.8	415.0	١١٥.٦

احصاءات عن القطن المصري

المساحة المزروعة ، متوسط محصول الفدان ، المخزون ،
المحصول ، المستهلك ، والصادر

EGYPTIAN COTTON STATISTICS

CULTIVATED AREA, YIELD PER FEDDAN
STOCK, CROP, CONSUMPTION AND EXPORTS

السنوات (١) Years (1)	المساحة المزروعة (بالآلاف الفدان) Cultivated Area (Feddans 000's)	متوسط محصول الفدان (بالقطن) Yield per Feddan (Cantars)	المخزون (أول سبتمبر) (بالآلاف القطن) Stock (Sept., 1st) (Cantars 000's)	المحصول (بالآلاف القطن) Crop (Cantars 000's)	المستهلك (بالآلاف القطن) (٢) Consumption (2) (Cantars 000's)	الصادرات (بالآلاف القطن) Exports (Cantars 000's)
1937-1938	1978	5.57	517	11009	511	8919
1938-1939	1784	4.67	1970	8340	570	8434
1939-1940	1625	5.35	1010	8692	653	7504
1940-1941	1685	5.44	1560	9170	753	4118
1941-1942	1644	5.09	5757	8374	843	4609
1942-1943	706	6.00	8678	4233	891	2070
1943-1944	713	5.01	9808	3569	876	3610
1944-1945	853	5.44	8892	4640	1066	4228
1945-1946	982	5.31	8237	5221	1072	4413
1946-1947	1212	5.01	7824	6066	1099	6955
1947-1948	1254	5.08	5880	6370	1182	7798
1948-1949	1441	6.17	3256	8900	1444	7883
1949-1950	1692	5.14	2226	8704	1286	8848
1950-1951	1975	4.30	911	8500	1335	6426
1951-1952	1972	4.18	1648	8076	1456	5821
1952-1953	1967	4.79	2180	9922	1526	7100
1953-1954	1324	5.35	3443	7082	1629	7223
1954-1955	1379	4.48	1671	7285	1785	5500
1955-1956	1814	4.59	2080	8532	1940	6510
1956-1957	1653	4.26	932	7094	983(2)	2274(2)

(1) Cotton season begins on 1st September
and ends on 31st August.

(2) Up to the week ending 6,
March, 1957

(١) يبدأ موسم القطن من أول سبتمبر
وينتهي في آخر أغسطس

(٢) الإجمالي لحداية الأسبوع المنتهى في ٦
مارس ١٩٥٧

الميزان التجاري

BALANCE OF TRADE

(Value in L.E. 000's).

(القيمة بالآلاف الجنيهات)

Years	الواردات (1) Imports (1)	المصادرات (2) Exports (2)	الزيادة في الواردات (-) المصادرات (+) Excess of Imports— Exports +	المستويات
1938	36954	30125	— 6829	 ١٩٣٨
1939	34091	34832	+ 741	 ١٩٣٩
1940	31378	28320	— 3058	 ١٩٤٠
1941	33127	22611	— 10516	 ١٩٤١
1942	55512	19285	— 36227	 ١٩٤٢
1943	39196	26579	— 12617	 ١٩٤٣
1944	51007	30001	— 21006	 ١٩٤٤
1945	60476	45159	— 15317	 ١٩٤٥
1946	83248	68993	— 14255	 ١٩٤٦
1947	102464	89837	— 12627	 ١٩٤٧
1948	172877	143101	— 29776	 ١٩٤٨
1949	178230	138002	— 40228	 ١٩٤٩
1950	212682	175428	— 37254	 ١٩٥٠
1951	241977	203080	— 38897	 ١٩٥١
1952	216464	145116	— 71348	 ١٩٥٢
1953	175222	137345	— 37877	 ١٩٥٣
1954	159786	138274	— 21512	 ١٩٥٤
1955	182266	138366	— 43900	 ١٩٥٥
1956	185987	141283	— 44704	 ١٩٥٦

(1) Excluding the value of imports of monetary gold.

(١) لا تشمل الواردات من الذهب للأغراض النقدية

(2) Including produce and manufactures of Egypt and exports of imported merchandise.

(٢) الأرقام تشمل صادرات البضائع الوطنية والإجنبية

حصة كل منطقة وكل دولة من الدول الهامة في إجمالي قيمة واردات مصر (١)

SHARE OF EACH REGION AND EACH PRINCIPAL COUNTRY IN THE TOTAL VALUE OF IMPORTS OF EGYPT (1)

(Value in L.E. 000's.)

(القيمة بالآلاف الجنيهات)

	1938		1953		1954		1955		1956	
	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/00	القيمة Value	0/000
Middle East (2)	1862	50	11393	65	11821	74	12419	68	15860	85
Africa	83	2	2301	13	1581	10	1754	10	3475	19
Asia	4200	116	12023	65	15014	94	22648	124	21992	118
Europe	26633	724	105522	602	107533	673	120822	663	115609	622
The Americas	3853	102	42937	246	23295	146	23968	132	28057	151
Oceania	209	6	987	5	503	3	587	3	959	5
Others (3)	4	0	59	0	38	0	48	0	35	0
Total	36934	1000	175222	1000	159785	1000	182266	1000	185987	1000
Germany west	3753	102	18381	105	18265	114	19118	105	20997	113
Italy	3004	81	12509	71	12485	78	14873	81	11904	64
Tschonlovakia	577	15	3258	18	2734	17	3733	21	3820	20
Switzerland	597	16	4892	28	4814	30	6959	38	5257	28
United Kingdom	8497	230	17380	99	20078	126	23474	129	21948	118
Japan	955	26	908	5	1975	13	4682	26	3723	20
India	876	27	3644	21	3956	25	7274	40	6987	38
United States	2456	66	27668	158	17783	111	2197	12	21948	118
Other Countries	16239	437	86582	495	77695	486	99956	548	89403	481
Total	36934	1000	175222	1000	159785	1000	182266	1000	185987	1000

(1) Excluding the value of imports of monetary gold.

(2) Including: Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran, Palestine, Jordan, Saudi Arabia, Eritrea, Ethiopia, Libya and British East Africa. (3) From ships.

(١) لا تشمل الواردات من الذهب للأغراض النقدية .

(٢) الشرق الأوسط يشمل قبرص والعراق وسوريا ولبنان وإسرائيل واليمن وفلسطين والأردن والمملكة العربية السعودية والبريطانيا واثيوبيا وليبيا والبريطانيا الشرقية البريطانية . (٣) من السفن .

الشرق الأوسط (٢)
أفريقيا
آسيا
أوروبا
الأمريكتان
الأوقيانوسية
آخرون (٣)
الجملة
ألمانيا الغربية
إيطاليا
تشيكوسلوفاكيا
سويسرا
المملكة المتحدة
اليابان
الهند
الولايات المتحدة
دول أخرى
الجملة

حصة كل منطقة وكل دولة من الدول الهامة في اجمالي صادرات مصر

SHARE OF EACH REGION AND EACH PRINCIPAL COUNTRY IN THE TOTAL VALUE OF EXPORTS OF EGYPT (1)

(Value in L.E. 000's).

(1) القيمة بملايين الجنيهات

	1938		1933		1934		1935		1936	
	القيمة Value	0/100	القيمة Value	0/100	القيمة Value	0/100	القيمة Value	0/100	القيمة Value	0/100
Middle East (1)	1334	44	4076	30	7184	52	7526	54	18045	127
Africa	109	4	684	5	808	6	1916	14	1825	13
Asia	3785	125	31296	228	32245	233	32939	238	29995	211
Europe	23666	785	89308	650	87598	634	84482	611	86189	605
The Americas	958	33	9813	71	8957	65	10267	74	4943	35
Oceania	54	2	1081	8	310	2	126	1	101	1
Others (2)	219	7	1087	8	1172	8	1110	8	1184	8
Total	30125	1000	137345	1000	138274	1000	138366	1000	142282	1000
Germany west	3389	113	10140	74	12252	89	7958	58	6806	48
Italy	1813	60	10291	75	10515	76	7516	55	8191	57
Czechoslovakia	971	32	3323	24	6035	43	8803	64	20793	146
Switzerland	1085	36	5547	40	4262	31	5531	40	3919	28
United Kingdom	9935	330	14926	109	14491	105	8032	58	4875	34
Japan	1843	61	8005	58	6814	49	8327	60	10627	75
India	1543	51	15946	116	18255	132	12920	93	8936	63
United States	716	24	5739	42	6595	48	9050	65	4686	33
Other Countries	8830	293	63428	462	59055	427	70229	507	73449	516
Total	30125	1000	137345	1000	138274	1000	138366	1000	142282	1000

الشرق الأوسط (1)
.....
أفريقيا
آسيا
أوروبا
الأمريكتان
الأوقيانوسية
أخر (2)
الجملة

ألمانيا الغربية
إيطاليا
.....
تشيكوسلوفاكيا
.....
سويسرا
المملكة المتحدة
اليابان
.....
الهند
الولايات المتحدة
.....
دول أخرى
الجملة

(1) Including: Cyprus, Iraq, Syria, Lebanon, Turkey, Iran, Palestine, Jordan, Saudi Arabia, Eritrea, Ethiopia, Libya and British East Africa (2) Bunkers, foreign ships.

أهم الواردات PRINCIPAL ARTICLES IMPORTED

Value in 000's L.E., Quantity in Tons

القيمة بالآلاف الجنيهات ، المقدار بالأطنان

Articles	1938		1934		1955		1956		الإستال
	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	الكمية Quantity	القيمة Value	
Wheat	808	6	9589	254	—	—	241720	6671	قمح
Maize	5150	33	5	6	3	2	86299	2104	ذرة
Tea	7833	831	16298	8125	17212	9801	14155	6564	شاي
Medicines	—	486	3084	4742	3531	5727	2690	4652	أدوية وعقاقير طبية
Kerosene	308875	1136	552780	7676	371111	4416	382859	4407	كبريتين
Diesel, Mazout & Solar	229	649	754138	5316	762141	5108	748705	5823	زيتوت فيزول ومازوت وسولار
Paper news print	10173	111	23223	1293	19756	1200	25172	1547	ورق جرائد ومجلات
Tobacco	5893	605	11328	4995	11151	2015	11858	5315	تبغ (دخان) ومجائر
Fertilizers	514	2936	520865	11236	451566	9483	386612	8017	أسمدة
Woollen Textiles	1646	861	587	1794	644	1894	406	1186	منسوجات صوفية
Sacks, Jute	24135	547	18079	1819	30724	3434	27470	3018	أكياس خيش (يوت)
Wood for building	230	1220	226239	7110	245005	8423	140181	5520	أخشاب البناء
Bars, iron or steel	74709	699	58284	1996	111508	4343	111213	4745	أسياخ من حديد أو فولاد
Tractors	918	73	4855	825	3406	1019	3361	1206	جرارات
Machines and looms for weaving and parts	3522	184	6467	2558	13585	5775	12289	4941	آلات وأنوال المنسج وأجزاءها
Motor-cars, buses, lorries	8790	1052	8545	3781	16317	7235	12462	5660	سيارات ركوب ونقل
Other articles	—	25505	1728639	96260	2070902	109391	2130137	114581	أشياء أخرى
Total	—	36634	3943005	159786	4128572	183266	4346589	185987	جملته

The values of Imports are C.I.F. The values expressed in the currencies of the countries of export are converted into Egyptian currency at exchange rates on the day of clearing. Custom duties are excluded.

قيمة الواردات (سلفاً إلى قيمة البضاعة في مكان الإرسال مغشاة بالعملة) من ذلك التكاليف المحدود المصرية بعد تحويل العملات الأجنبية إلى العملة المصرية — مستر البادلة يوم التخلص عليها — ولا تشمل المبرية الجمركية .

أهم صادرات المنتجات والصناعات المصرية
PRINCIPAL EXPORTS OF PRODUCE AND MANUFACTURES OF EGYPT

Value in L.E. 000's, Quantity in Tons.

القيمة بالآلاف الجنيهات ، الكمية بالأطنان

Articles	1938		1954		1955		1956		الاصناف
	Quantity	Value	Quantity	Value	Quantity	Value	Quantity	Value	
Cotton, raw	356594	21190	287722	113102	277376	107438	224844	98001	قطن خام
Cotton yarn	—	—	11180	4397	10497	4383	11305	4503	غزل قطن
Cake of cotton seed	246163	914	2046	33	21749	434	32712	563	كسب بكرة قطن
Cotton piece goods	—	—	977	999	2558	2227	3615	3593	ملبوسات قطنية
Phosphate of lime	403	307	395079	1118	420952	1182	415092	1193	فوسفات الجير
Oils, diesel, mazout and solar	54	135	130483	770	136129	876	131045	972	زيوت ديزل ومسالوات وسولر
Manganese	—	—	—	—	214668	843	266903	1131	منجنيز
Rice	42217	480	46392	2608	182831	7304	221048	8858	أرز
Onions	143619	929	169550	2040	173121	2306	195007	4152	فجل
Books printed	—	74	1135	371	1486	477	1569	512	كتب مطبوعة
Furniture, wood	—	3	520	165	738	193	852	232	اثاث خشب
Other articles	—	5310	937096	11106	580018	9329	336860	16282	مواد أخرى
Total	—	29342	1982180	136709	2022123	136992	1850932	140892	جمله

The values of Exports are F.O.B. i.e. the values free on board or free on rail or road vehicle at the frontiers of Egypt including custom duties.

قيمة الصادرات (أوبيا) أى خالصة المصاريف للقيمة أو للشحنة الجديدة
أو لحرية النقل عند الحدود المصرية مقابلها إليها المصرية الجمركية .

GOLD & FOREIGN EXCHANGE HOLDINGS (1)

(Million U.S. Dollars)

الذهب والعملة الأجنبية في حيازة الدول المختلفة (١)

(بملايين الدولارات)

End of Period	مصر (٢) EGYPT		العراق IRAQ		إيران IRAN		تركيا TURKEY		الاتحاد الأمم South Africa		الهند INDIA		بلجيكا BELGIUM		في نهاية الفترة
	١٩٤٨	١٩٤٩	١٩٤٨	١٩٤٩	١٩٤٨	١٩٤٩	١٩٤٨	١٩٤٩	١٩٤٨	١٩٤٩	١٩٤٨	١٩٤٩	١٩٤٨	١٩٤٩	
December 1948	54	1334	3.8	140	134	162	30	183	406	256	3090	624	314	314	ديسمبر ١٩٤٨
" 1949	54	694	7.9	140	103	154	49	128	170	247	1735	698	199	199	" ١٩٤٩
" 1950	98	861	25.4	139	113	150	65	197	279	247	1752	587	162	162	" ١٩٥٠
" 1951	174	752	22.1	138	58	151	66	190	197	247	1640	735	419	419	" ١٩٥١
" 1952	174	741	38.0	138	39	143	47	170	211	247	1482	706	373	373	" ١٩٥٢
" 1953	174	517	80.7	137	48	143	69	176	119	247	1518	776	316	316	" ١٩٥٣
" 1954	174	535	119.3	138	48	144	62	199	217	247	1535	778	268	268	" ١٩٥٤
" 1955	174	449	163.8	138	67	144	67	212	156	247	1544	929	217	217	" ١٩٥٥
August 1956	174	383	348	138	88	144	80	216	99	247	1326	964	260	260	الأسبب ١٩٥٦
September 1956	174	402	333	138	81	144	80	214	110	247	1292	972	272	272	سبتمبر ١٩٥٦
October 1956	181	296	—	138	97	144	79	214	120	247	1223	449	268	268	أكتوبر ١٩٥٦
November 1956	181	—	—	138	81	144	78	220	—	247	1127	941	256	256	نوفمبر ١٩٥٦

(1) Source: reproduced from "Monthly Bulletin of Statistics Statistical Office of the United Nations", Vol. XI No. 1, January 1957 pp.163-167. Gross holdings of gold and short-term foreign assets of treasuries, central banks, exchange stabilisation funds, and other official institutions unless otherwise stated.

(2) Holdings of the National Bank. The series on gold relate to the holdings of the Issue Department

(١) المصدر : نقل من " الشهرية الإحصائية - مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة : المجلد الحادي عشر العدد ١ عن شهر يناير ١٩٥٧ الصفحات ١٦٣ - ١٦٧ : الأرقام من الذهب الخام والأصول الأجنبية المضمرة الإجمالي بالخزائن العامة والبنوك المركزية ودرمستية لتثبيت الصرف والائتمانات الرسمية الأخرى ما لم يذكر ما يخالف ذلك .

(٢) الأرقام من الموجود في حيازة البنك الأهلي المصري - الذهب الموجود في قسم إصدار البنكوت

GOLD & FOREIGN EXCHANGE HOLDINGS (Million U.S. dollars)

الذهب والعملة الأجنبية التي في حيازة الدول المختلفة -
(بملايين الدولارات)

End of Period	فرنسا France (3)	إيطاليا Italy	سويسرا Switzerland		المملكة المتحدة (4) United Kingdom	كندا Canada		الولايات المتحدة (5) United States	أستراليا Australia		نيوزيلندا New Zealand	في نهاية الفترة
			Gold	Exchange		Gold	Exchange		Gold	Exchange	Gold	
December 1948..	—	96	1387	55	1857	401	610	24399	88	1177	23	ديسمبر ١٩٤٨
" 1949..	—	256	1504	61	1689	486	631	24563	88	—	27	١٩٤٩
" 1950..	1334	256	1470	109	2300	580	1190	22820	88	1403	29	١٩٥٠
" 1951..	912	333	1451	191	2335	842	984	22873	112	1022	32	١٩٥١
" 1952..	987	346	1410	260	1846	885	979	23252	112	920	33	١٩٥٢
" 1953..	956	346	1458	312	2518	986	840	22091	117	1244	33	١٩٥٣
" 1954..	1369	346	1513	334	2762	1073	882	21793	138	995	33	١٩٥٤
" 1955..	2120	352	1597	145	2120	1134	776	21750	144	691	33	١٩٥٥
August 1956..	1648	360	1622	144	2276	1106	788	21965	—	—	33	أغسطس ١٩٥٦
September 1956..	1655	—	1634	137	2328	1106	811	22032	—	—	33	سبتمبر ١٩٥٦
October 1956..	1638	—	1635	137	2244	1110	818	21998	—	—	33	أكتوبر ١٩٥٦
November 1956..	—	—	1658	137	1964	1142	830	22106	—	—	33	نوفمبر ١٩٥٦

(3) Foreign exchange: virtually all U.S. dollars.

(4) Gold, U.S. and Canadian dollar holdings.

(5) Holdings of the Treasury and the gold held in the active portion of the Exchange Stabilization Fund.

(٣) مبيعات أجنبية : دولارات أمريكية .

(٤) ائتمان من الذهب والدولارات الأمريكية والكندية .

(٥) يمان ما في حيازة الخزانة العامة والذهب الموجود تحت تصرف الخزانة -
المتضمن من رسمه لتثبيت الصرف .

أسعار الصرف (١)

متوسطات شهرية

(٢) مدد السنات الأمريكية بالعملة لعملة الإعلانية - الرقم القياسي : سنة الأساس ١٩٣٧ = ١٠٠

U. S. Cents per Unit of National Currency — Index Number, Base Year 1937=100 (2)

EXCHANGE RATES (1)

Monthly Average

Countries	Unit of National Currency	1937				1949				1956		الدول
		الرقم القياسي		قبل التخليص		بعد التخليص		نوفمبر		وحدة العملة الإعلانية		
		U. S. Cents	Index Number	U. S. Cents	Index Number	U. S. Cents	Index Number	U. S. Cents	Index Number			
Arab States:	Egypt	507.1	100	413.3	81.5	287.2	56.6	287.2	56.6	جنية مصري	دول عربية	
	Iraq	494.1	100	403	81.5	280.0	56.6	280.0	56.6	دينار عراقي		
	Lebanon	79.55	100	45.63	57.3	45.63	57.3	45.25	56.9	جنية لبناني		
	Syria	79.55	100	45.63	57.3	45.63	57.3	31.14	39.17	جنية سوري		
Middle East:	Iran	6.120	100	2.232	36.5	2.232	36.5	1.333	21.8	ريال	الشرق الأوسط	
	Turkey	6.085	100	2.208	36.3	2.208	36.3	1.307	21.3	ريال		
Africa	Union of South Africa	79.18	100	35.71	45.1	35.71	45.1	35.71	45.1	جنية تركي	افريقيا	
	India	491.8	100	403	81.9	280	56.9	280.0	56.9	جنية جنوب افريقي		
Asia:	Pakistan	37.22	100	30.22	81.2	21.00	56.4	21.00	56.4	روبية	آسيا	
	Japan	37.22	100	30.22	81.2	30.22	81.2	21.00	56.42	روبية		
			26.81	100	0.2178	1.00	2778	1.0	0.2778	1.0		ين

الدول	وحدة العملة الوطنية	1956		1949				الدول
		نوفمبر November	Index Number	قبل التخفيض Before Devaluation Jan.-Aug.		بعد التخفيض After Devaluation Sept.-Dec.		
				U.S. Costs	Index Number	U.S. Costs	Index Number	
أوروبا	فرنسا	7.2	0.2857	11.7	2858	7.2	فرنك	
	ألمانيا الغربية	59.3	23.81	74.7	23.81	59.3	مارك ألماني	
	إيطاليا	3.0	0.1600	3.30	1600	3.0	ليرة	
	هولندا	57.3	26.32	82.0	26.32	57.3	جولدن	
	السويد	75.8	19.33	109.4	19.32	76.00	كرونا	
	سويسرا	101.7	23.34	101.0	23.16	100.9	فرنك	
الولايات المتحدة	56.6	280	81.9	280	56.6	جنيه اميراليني		
الأمريكتان	كندا	102.7	102.7	100	90.91	90.91	دولار	
	أستراليا	56.9	224.0	81.8	224.0	56.9	جنيه استرالي	
أوقيانوسية	نيوزيلندا	70.3	280.0	101.2	280.0	70.3	جنيه نيوزيلند	

(1) Source: Adapted from "Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations", Vol. XI, No. 1, January 1957, pp. 152-157.

Data represent domestic par value or basic official rates for single rate countries and the domestic selling quotations for all significant rates for countries employing multiple rates of exchange.

(2) Index Number (base 1937=100) shows the changes in the value of the unit of national currency in relation to U.S. dollar.

(1) المصدر: مقتبسة من "المجلة الشهرية للإحصاءات" مكتب الإحصاء

البنك الدولي للأمم المتحدة، المجلد الحادي عشر، عدد 1 من شهر يناير ١٩٥٧.

السلطات ١٥٢ - ١٥٧

البيانات عن القيمة المحلية الأساسية أو الأسعار الرسمية للدول التي تستعمل سعر صرف مفرد ومن أسعار البيع المحلية للدول التي تستخدم أسعار

سعر متعددة.

(2) الرقم القياسي (١٩٣٧=١٠٠) يوضح تغيرات قيمة وحدة العملة المحلية بالنسبة للدول الأمريكي.

	IMPORTS C.I.F. الموريات				EXPORTS F.O.B. الصادرات			
	System	1937	1954	1955	يناير يولييه Jan. Jan. 1956	1937	1954	1955
WEST EUROPE		7990	23700	27140	14980	6560	21490	24450
France	S.	1705	4215	4688	2732	959	4181	4798
West Germany	S.	—	4601	5793	3099	—	5261	6135
Italy	S.	734	2401	2706	1541	550	1636	1857
Netherlands	S.	884	2856	3208	1785	663	2412	2687
Sweden	S.	542	1777	1991	1060	511	1387	1728
Switzerland	S.	415	1303	1489	825	296	1228	1307
North America		4330	15980	17800	10060	4350	19040	19830
Canada	S.	811	4205	4774	2660	1012	4056	4410
United States	S.	3102	10312	11401	6287	3311	14961	15412
Latin America :								
A. — Dollar		670	3770	3980	2150	810	4320	4650
Cuba	G.	130	488	496	—	168	539	594
Mexico	G.	170	723	792	472	219	557	669
B. — Non dollar		1040	3520	3420	1610	1480	3520	3310
Brazil	G.	331	1631	1307	548	350	1562	1423
Chile	S.	89	344	377	132	193	404	476
Other Far East		2150	4670	4950	2820	2300	3400	3950
Indonesia	S.	280	629	604	439	550	856	931
Japan	G.	1363	2399	2471	1500	1200	1629	2011
Rest of World		1290	5540	5940	3060	220	4450	4790
World		1290	5540	5940	3060	220	4450	4790

(*) See explanatory note on the following page.

(*) راجع الشرح على الصفحة التالية

مقابلة من « النشرة الشهرية للإحصاءات - مكتب الإحصاء التابع لهيئة الأمم المتحدة » مجلد ١٠ عدد ١١ عن شهر نوفمبر سنة ١٩٥٦ (جدول خاص) .

(١) البيانات عن البضائع بصفة عامة بما في ذلك القضة في جميع أشكالها ما عدا السبائك الذهبية والعملات وأوراق العملة المصدرة .

(٢) ذكرت البيانات على أساس قيم الواردات والصادرات حسب العملات المحلية كما تتر عنها الدول . والعملات محولة إلى دولارات أمريكية على أساس أسعار التبادل الجارية التي يحددها صندوق النقد الدولي .

(٣) المقصود بأجمالي قيم التجارة حسب المناطق ، مناطق العملات وليس مناطق الدول والجزائر . ولا تتضمن جملة تجارة العالم وكذا أجماليات التجارة حسب المناطق الدول الآتية : اليابان ، بلغاريا ، الصين ، تشيكوسلوفاكيا ، ألمانيا الشرقية ، لجر ، كوريا الشمالية ، بولندا ، رومانيا ، روسيا السوفيتية .

(٤) قيمة الواردات (سيف) أي قيمة البضاعة في محل الإرسال مضافا إليها تكاليف النقل والتأمين . وقيمة الصادرات (عوب) أي قيمة البضاعة خالصة التصاريح للباخرة أو للسكة الحديد أو لمرية النقل .

(٥) نظام التجارة - عام : يقصد به الواردات للاستهلاك المباشر مضافا إليها الواردات التي تدخل مخازن الاستيداع وصادرات المنتجات الأعلى مضافا إليها كل ما يعاد تصديره .

خاص : الواردات للاستهلاك المباشر مضافا إليها الواردات التي تخرج من مخازن الاستيداع ، وصادرات المنتجات الأعلى مضافا إليها كل ما يعاد تصديره بعد سيقه بالصيغة الأعلى .

نصف خاص : الواردات بعنه استيعاد كل ما يعاد تصديره وصادرات المنتجات الأعلى (أو الصادرات العامة بعد استيعاد كل ما يعاد تصديره) .

Source: Adapted from "Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations" Vol. X, No. 11, November 1956. (Special table).

(1) In general, the data relate to merchandise, inclusive of silver in all forms, but exclusive of gold specie and bullion and issued paper currency.

(2) The data are based on the value of imports and exports in national currencies as reported by the countries concerned. Conversion into U.S. dollars being made at current exchange rates supplied by the International Monetary Fund.

(3) The regional totals correspond to currency areas rather than to continental areas. The regional and world totals exclude the trade of Albania, Bulgaria, China Mainland, Czechoslovakia, Eastern Germany, Hungary, North Korea, Poland, Romania and the U.S.S.R.

(4) With certain exceptions, imports are valued c.i.f. and exports f.o.b.

(5) G.: General trade, i.e., imports directly for consumption plus imports into warehouse, exports of national produce plus all re-exports.

S.: Special trade, i.e., imports directly for consumption plus imports ex-warehouse: exports of national produce plus nationalised re-exports only.

Si: Semi-special trade, retained imports (or general imports minus all re-exports), exports of national produce (or general exports minus all re-exports).

INDEX NUMBER OF COST OF LIVING (1)

Base Year 1953=100

الرقم القياسي لتكلفة المعيشة (١)
سنة الأساس: ١٩٥٣ = ١٠٠

	(٢) مصر	(٣) العراق	(٤) لبنان	البحرين (٤)	البحرين (٥)	البحرين (٦)	البحرين (٧)	البحرين (٨)	البحرين (٩)	البحرين (١٠)	البحرين (١١)	البحرين (١٢)	البحرين (١٣)	البحرين (١٤)	البحرين (١٥)	البحرين (١٦)	البحرين (١٧)	البحرين (١٨)	البحرين (١٩)	البحرين (٢٠)	البحرين (٢١)	البحرين (٢٢)	البحرين (٢٣)	البحرين (٢٤)	البحرين (٢٥)	البحرين (٢٦)	البحرين (٢٧)	البحرين (٢٨)	البحرين (٢٩)	البحرين (٣٠)	
1948	95	137	114	94	89	77	69	93	86	96	77	—	—	89	84	90	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114
1950	99	100	99	83	93	83	77	93	86	94	81	95	85	85	89	90	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1951	108	107	107	87	91	89	91	100	94	98	89	98	83	83	98	97	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1952	107	115	107	94	97	97	101	102	98	101	97	97	90	90	101	99	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1953	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954	96	98	95	118	110	102	100	100	103	101	102	95	98	98	101	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1955	96	101	97	122	119	105	101	102	106	102	106	90	94	94	101	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
August 1956	98	109	102	128	131	107	102	105	111	104	112	102	99	99	103	102	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
September 1956	99	110	101	130	—	107	103	105	112	104	112	102	100	100	103	102	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
October 1956	—	111	—	134	—	108	103	105	—	104	112	—	—	—	104	103	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
November 1956	—	—	—	—	—	—	103	—	—	104	113	—	—	—	104	103	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Source: reproduced from "Monthly Bulletin of Statistics, Statistical Office of the United Nations", Vol. XI, No. 1, January 1957, pp. 143-147. (2) Cairo, (3) Baghdad, (4) Beyrouth, (5) Istanbul, (6) European only, (7) Paris, (8) July-Dec, (9) Bombay, (10) Karachi, (11) London, (12) New York, (13) Rome, (14) Tokyo, (15) Manila, (16) Singapore, (17) Hong Kong, (18) Shanghai, (19) Peking, (20) Tientsin, (21) Hankow, (22) Canton, (23) Kowloon, (24) Hong Kong, (25) Macao, (26) Amoy, (27) Swatow, (28) Ningbo, (29) Hangchow, (30) Soochow, (31) Shanghai, (32) Tientsin, (33) Peking, (34) Hankow, (35) Canton, (36) Kowloon, (37) Hong Kong, (38) Macao, (39) Amoy, (40) Swatow, (41) Ningbo, (42) Hangchow, (43) Soochow, (44) Shanghai, (45) Tientsin, (46) Peking, (47) Hankow, (48) Canton, (49) Kowloon, (50) Hong Kong, (51) Macao, (52) Amoy, (53) Swatow, (54) Ningbo, (55) Hangchow, (56) Soochow, (57) Shanghai, (58) Tientsin, (59) Peking, (60) Hankow, (61) Canton, (62) Kowloon, (63) Hong Kong, (64) Macao, (65) Amoy, (66) Swatow, (67) Ningbo, (68) Hangchow, (69) Soochow, (70) Shanghai, (71) Tientsin, (72) Peking, (73) Hankow, (74) Canton, (75) Kowloon, (76) Hong Kong, (77) Macao, (78) Amoy, (79) Swatow, (80) Ningbo, (81) Hangchow, (82) Soochow, (83) Shanghai, (84) Tientsin, (85) Peking, (86) Hankow, (87) Canton, (88) Kowloon, (89) Hong Kong, (90) Macao, (91) Amoy, (92) Swatow, (93) Ningbo, (94) Hangchow, (95) Soochow, (96) Shanghai, (97) Tientsin, (98) Peking, (99) Hankow, (100) Canton, (101) Kowloon, (102) Hong Kong, (103) Macao, (104) Amoy, (105) Swatow, (106) Ningbo, (107) Hangchow, (108) Soochow, (109) Shanghai, (110) Tientsin, (111) Peking, (112) Hankow, (113) Canton, (114) Kowloon, (115) Hong Kong, (116) Macao, (117) Amoy, (118) Swatow, (119) Ningbo, (120) Hangchow, (121) Soochow, (122) Shanghai, (123) Tientsin, (124) Peking, (125) Hankow, (126) Canton, (127) Kowloon, (128) Hong Kong, (129) Macao, (130) Amoy, (131) Swatow, (132) Ningbo, (133) Hangchow, (134) Soochow, (135) Shanghai, (136) Tientsin, (137) Peking, (138) Hankow, (139) Canton, (140) Kowloon, (141) Hong Kong, (142) Macao, (143) Amoy, (144) Swatow, (145) Ningbo, (146) Hangchow, (147) Soochow, (148) Shanghai, (149) Tientsin, (150) Peking, (151) Hankow, (152) Canton, (153) Kowloon, (154) Hong Kong, (155) Macao, (156) Amoy, (157) Swatow, (158) Ningbo, (159) Hangchow, (160) Soochow, (161) Shanghai, (162) Tientsin, (163) Peking, (164) Hankow, (165) Canton, (166) Kowloon, (167) Hong Kong, (168) Macao, (169) Amoy, (170) Swatow, (171) Ningbo, (172) Hangchow, (173) Soochow, (174) Shanghai, (175) Tientsin, (176) Peking, (177) Hankow, (178) Canton, (179) Kowloon, (180) Hong Kong, (181) Macao, (182) Amoy, (183) Swatow, (184) Ningbo, (185) Hangchow, (186) Soochow, (187) Shanghai, (188) Tientsin, (189) Peking, (190) Hankow, (191) Canton, (192) Kowloon, (193) Hong Kong, (194) Macao, (195) Amoy, (196) Swatow, (197) Ningbo, (198) Hangchow, (199) Soochow, (200) Shanghai, (201) Tientsin, (202) Peking, (203) Hankow, (204) Canton, (205) Kowloon, (206) Hong Kong, (207) Macao, (208) Amoy, (209) Swatow, (210) Ningbo, (211) Hangchow, (212) Soochow, (213) Shanghai, (214) Tientsin, (215) Peking, (216) Hankow, (217) Canton, (218) Kowloon, (219) Hong Kong, (220) Macao, (221) Amoy, (222) Swatow, (223) Ningbo, (224) Hangchow, (225) Soochow, (226) Shanghai, (227) Tientsin, (228) Peking, (229) Hankow, (230) Canton, (231) Kowloon, (232) Hong Kong, (233) Macao, (234) Amoy, (235) Swatow, (236) Ningbo, (237) Hangchow, (238) Soochow, (239) Shanghai, (240) Tientsin, (241) Peking, (242) Hankow, (243) Canton, (244) Kowloon, (245) Hong Kong, (246) Macao, (247) Amoy, (248) Swatow, (249) Ningbo, (250) Hangchow, (251) Soochow, (252) Shanghai, (253) Tientsin, (254) Peking, (255) Hankow, (256) Canton, (257) Kowloon, (258) Hong Kong, (259) Macao, (260) Amoy, (261) Swatow, (262) Ningbo, (263) Hangchow, (264) Soochow, (265) Shanghai, (266) Tientsin, (267) Peking, (268) Hankow, (269) Canton, (270) Kowloon, (271) Hong Kong, (272) Macao, (273) Amoy, (274) Swatow, (275) Ningbo, (276) Hangchow, (277) Soochow, (278) Shanghai, (279) Tientsin, (280) Peking, (281) Hankow, (282) Canton, (283) Kowloon, (284) Hong Kong, (285) Macao, (286) Amoy, (287) Swatow, (288) Ningbo, (289) Hangchow, (290) Soochow, (291) Shanghai, (292) Tientsin, (293) Peking, (294) Hankow, (295) Canton, (296) Kowloon, (297) Hong Kong, (298) Macao, (299) Amoy, (300) Swatow, (301) Ningbo, (302) Hangchow, (303) Soochow, (304) Shanghai, (305) Tientsin, (306) Peking, (307) Hankow, (308) Canton, (309) Kowloon, (310) Hong Kong, (311) Macao, (312) Amoy, (313) Swatow, (314) Ningbo, (315) Hangchow, (316) Soochow, (317) Shanghai, (318) Tientsin, (319) Peking, (320) Hankow, (321) Canton, (322) Kowloon, (323) Hong Kong, (324) Macao, (325) Amoy, (326) Swatow, (327) Ningbo, (328) Hangchow, (329) Soochow, (330) Shanghai, (331) Tientsin, (332) Peking, (333) Hankow, (334) Canton, (335) Kowloon, (336) Hong Kong, (337) Macao, (338) Amoy, (339) Swatow, (340) Ningbo, (341) Hangchow, (342) Soochow, (343) Shanghai, (344) Tientsin, (345) Peking, (346) Hankow, (347) Canton, (348) Kowloon, (349) Hong Kong, (350) Macao, (351) Amoy, (352) Swatow, (353) Ningbo, (354) Hangchow, (355) Soochow, (356) Shanghai, (357) Tientsin, (358) Peking, (359) Hankow, (360) Canton, (361) Kowloon, (362) Hong Kong, (363) Macao, (364) Amoy, (365) Swatow, (366) Ningbo, (367) Hangchow, (368) Soochow, (369) Shanghai, (370) Tientsin, (371) Peking, (372) Hankow, (373) Canton, (374) Kowloon, (375) Hong Kong, (376) Macao, (377) Amoy, (378) Swatow, (379) Ningbo, (380) Hangchow, (381) Soochow, (382) Shanghai, (383) Tientsin, (384) Peking, (385) Hankow, (386) Canton, (387) Kowloon, (388) Hong Kong, (389) Macao, (390) Amoy, (391) Swatow, (392) Ningbo, (393) Hangchow, (394) Soochow, (395) Shanghai, (396) Tientsin, (397) Peking, (398) Hankow, (399) Canton, (400) Kowloon, (401) Hong Kong, (402) Macao, (403) Amoy, (404) Swatow, (405) Ningbo, (406) Hangchow, (407) Soochow, (408) Shanghai, (409) Tientsin, (410) Peking, (411) Hankow, (412) Canton, (413) Kowloon, (414) Hong Kong, (415) Macao, (416) Amoy, (417) Swatow, (418) Ningbo, (419) Hangchow, (420) Soochow, (421) Shanghai, (422) Tientsin, (423) Peking, (424) Hankow, (425) Canton, (426) Kowloon, (427) Hong Kong, (428) Macao, (429) Amoy, (430) Swatow, (431) Ningbo, (432) Hangchow, (433) Soochow, (434) Shanghai, (435) Tientsin, (436) Peking, (437) Hankow, (438) Canton, (439) Kowloon, (440) Hong Kong, (441) Macao, (442) Amoy, (443) Swatow, (444) Ningbo, (445) Hangchow, (446) Soochow, (447) Shanghai, (448) Tientsin, (449) Peking, (450) Hankow, (451) Canton, (452) Kowloon, (453) Hong Kong, (454) Macao, (455) Amoy, (456) Swatow, (457) Ningbo, (458) Hangchow, (459) Soochow, (460) Shanghai, (461) Tientsin, (462) Peking, (463) Hankow, (464) Canton, (465) Kowloon, (466) Hong Kong, (467) Macao, (468) Amoy, (469) Swatow, (470) Ningbo, (471) Hangchow, (472) Soochow, (473) Shanghai, (474) Tientsin, (475) Peking, (476) Hankow, (477) Canton, (478) Kowloon, (479) Hong Kong, (480) Macao, (481) Amoy, (482) Swatow, (483) Ningbo, (484) Hangchow, (485) Soochow, (486) Shanghai, (487) Tientsin, (488) Peking, (489) Hankow, (490) Canton, (491) Kowloon, (492) Hong Kong, (493) Macao, (494) Amoy, (495) Swatow, (496) Ningbo, (497) Hangchow, (498) Soochow, (499) Shanghai, (500) Tientsin, (501) Peking, (502) Hankow, (503) Canton, (504) Kowloon, (505) Hong Kong, (506) Macao, (507) Amoy, (508) Swatow, (509) Ningbo, (510) Hangchow, (511) Soochow, (512) Shanghai, (513) Tientsin, (514) Peking, (515) Hankow, (516) Canton, (517) Kowloon, (518) Hong Kong, (519) Macao, (520) Amoy, (521) Swatow, (522) Ningbo, (523) Hangchow, (524) Soochow, (525) Shanghai, (526) Tientsin, (527) Peking, (528) Hankow, (529) Canton, (530) Kowloon, (531) Hong Kong, (532) Macao, (533) Amoy, (534) Swatow, (535) Ningbo, (536) Hangchow, (537) Soochow, (538) Shanghai, (539) Tientsin, (540) Peking, (541) Hankow, (542) Canton, (543) Kowloon, (544) Hong Kong, (545) Macao, (546) Amoy, (547) Swatow, (548) Ningbo, (549) Hangchow, (550) Soochow, (551) Shanghai, (552) Tientsin, (553) Peking, (554) Hankow, (555) Canton, (556) Kowloon, (557) Hong Kong, (558) Macao, (559) Amoy, (560) Swatow, (561) Ningbo, (562) Hangchow, (563) Soochow, (564) Shanghai, (565) Tientsin, (566) Peking, (567) Hankow, (568) Canton, (569) Kowloon, (570) Hong Kong, (571) Macao, (572) Amoy, (573) Swatow, (574) Ningbo, (575) Hangchow, (576) Soochow, (577) Shanghai, (578) Tientsin, (579) Peking, (580) Hankow, (581) Canton, (582) Kowloon, (583) Hong Kong, (584) Macao, (585) Amoy, (586) Swatow, (587) Ningbo, (588) Hangchow, (589) Soochow, (590) Shanghai, (591) Tientsin, (592) Peking, (593) Hankow, (594) Canton, (595) Kowloon, (596) Hong Kong, (597) Macao, (598) Amoy, (599) Swatow, (600) Ningbo, (601) Hangchow, (602) Soochow, (603) Shanghai, (604) Tientsin, (605) Peking, (606) Hankow, (607) Canton, (608) Kowloon, (609) Hong Kong, (610) Macao, (611) Amoy, (612) Swatow, (613) Ningbo, (614) Hangchow, (615) Soochow, (616) Shanghai, (617) Tientsin, (618) Peking, (619) Hankow, (620) Canton, (621) Kowloon, (622) Hong Kong, (623) Macao, (624) Amoy, (625) Swatow, (626) Ningbo, (627) Hangchow, (628) Soochow, (629) Shanghai, (630) Tientsin, (631) Peking, (632) Hankow, (633) Canton, (634) Kowloon, (635) Hong Kong, (636) Macao, (637) Amoy, (638) Swatow, (639) Ningbo, (640) Hangchow, (641) Soochow, (642) Shanghai, (643) Tientsin, (644) Peking, (645) Hankow, (646) Canton, (647) Kowloon, (648) Hong Kong, (649) Macao, (650) Amoy, (651) Swatow, (652) Ningbo, (653) Hangchow, (654) Soochow, (655) Shanghai, (656) Tientsin, (657) Peking, (658) Hankow, (659) Canton, (660) Kowloon, (661) Hong Kong, (662) Macao, (663) Amoy, (664) Swatow, (665) Ningbo, (666) Hangchow, (667) Soochow, (668) Shanghai, (669) Tientsin, (670) Peking, (671) Hankow, (672) Canton, (673) Kowloon, (674) Hong Kong, (675) Macao, (676) Amoy, (677) Swatow, (678) Ningbo, (679) Hangchow, (680) Soochow, (681) Shanghai, (682) Tientsin, (683) Peking, (684) Hankow, (685) Canton, (686) Kowloon, (687) Hong Kong, (688) Macao, (689) Amoy, (690) Swatow, (691) Ningbo, (692) Hangchow, (693) Soochow, (694) Shanghai, (695) Tientsin, (696) Peking, (697) Hankow, (698) Canton, (699) Kowloon, (700) Hong Kong, (701) Macao, (702) Amoy, (703) Swatow, (704) Ningbo, (705) Hangchow, (706) Soochow, (707) Shanghai, (708) Tientsin, (709) Peking, (710) Hankow, (711) Canton, (712) Kowloon, (713) Hong Kong, (714) Macao, (715) Amoy, (716) Swatow, (717) Ningbo, (718) Hangchow, (719) Soochow, (720) Shanghai, (721) Tientsin, (722) Peking, (723) Hankow, (724) Canton, (725) Kowloon, (726) Hong Kong, (727) Macao, (728) Amoy, (729) Swatow, (730) Ningbo, (731) Hangchow, (732) Soochow, (733) Shanghai, (734) Tientsin, (735) Peking, (736) Hankow, (737) Canton, (738) Kowloon, (739) Hong Kong, (740) Macao, (741) Amoy, (742) Swatow, (743) Ningbo, (744) Hangchow, (745) Soochow, (746) Shanghai, (747) Tientsin, (748) Peking, (749) Hankow, (750) Canton, (751) Kowloon, (752) Hong Kong, (753) Macao, (754) Amoy, (755) Swatow, (756) Ningbo, (757) Hangchow, (758) Soochow, (759) Shanghai, (760) Tientsin, (761) Peking, (762) Hankow, (763) Canton, (764) Kowloon, (765) Hong Kong, (766) Macao, (767) Amoy, (768) Swatow, (769) Ningbo, (770) Hangchow, (771) Soochow, (772) Shanghai, (773) Tientsin, (774) Peking, (775) Hankow, (776) Canton, (777) Kowloon, (778) Hong Kong, (779) Macao, (780) Amoy, (781) Swatow, (782) Ningbo, (783) Hangchow, (784) Soochow, (785) Shanghai, (786) Tientsin, (787) Peking, (788) Hankow, (789) Canton, (790) Kowloon, (791) Hong Kong, (792) Macao, (793) Amoy, (794) Swatow, (795) Ningbo, (796) Hangchow, (797) Soochow, (798) Shanghai, (799) Tientsin, (800) Peking, (801) Hankow, (802) Canton, (803) Kowloon, (804) Hong Kong, (805) Macao, (806) Amoy, (807) Swatow, (808) Ningbo, (809) Hangchow, (810) Soochow, (811) Shanghai, (812) Tientsin, (813) Peking, (814) Hankow, (815) Canton, (816) Kowloon, (817) Hong Kong, (818) Macao, (819) Amoy, (820) Swatow, (821) Ningbo, (822) Hangchow, (823) Soochow, (824) Shanghai, (825) Tientsin, (826) Peking, (827) Hankow, (828) Canton, (829) Kowloon, (830) Hong Kong, (831) Macao, (832) Amoy, (833) Swatow, (834) Ningbo, (835) Hangchow, (836) Soochow, (837) Shanghai, (838) Tientsin, (839) Peking, (840) Hankow, (841) Canton, (842) Kowloon, (843) Hong Kong, (844) Macao, (845) Amoy, (846) Swatow, (847) Ningbo, (848) Hangchow, (849) Soochow, (850) Shanghai, (851) Tientsin, (852) Peking, (853) Hankow, (854) Canton, (855) Kowloon, (856) Hong Kong, (857) Macao, (858) Amoy, (859) Swatow, (860) Ningbo, (861) Hangchow, (862) Soochow, (863) Shanghai, (864) Tientsin, (865) Peking, (866) Hankow, (867) Canton, (868) Kowloon, (869) Hong Kong, (870) Macao, (871) Amoy, (872) Swatow, (873) Ningbo, (874) Hangchow, (875) Soochow, (876) Shanghai, (877) Tientsin, (878) Peking, (879) Hankow, (880) Canton, (881) Kowloon, (882) Hong Kong, (883) Macao, (884) Amoy, (885) Swatow, (886) Ningbo, (887) Hangchow, (888) Soochow, (889) Shanghai, (890) Tientsin, (891) Peking, (892) Hankow, (893) Canton, (894) Kowloon, (895) Hong Kong, (896) Macao, (897) Amoy, (898) Swatow, (899) Ningbo, (900) Hangchow, (901) Soochow, (902) Shanghai, (903) Tientsin, (904) Peking, (905) Hankow, (906) Canton, (907) Kowloon, (908) Hong Kong, (909) Macao, (910) Amoy, (911) Swatow, (912) Ningbo, (913) Hangchow, (914) Soochow, (915) Shanghai, (916) Tientsin, (917) Peking, (918) Hankow, (919) Canton, (920) Kowloon, (921) Hong Kong, (922) Macao, (923) Amoy, (924) Swatow, (925) Ningbo, (926) Hangchow, (927) Soochow, (928) Shanghai, (929) Tientsin, (930) Peking, (931) Hankow, (932) Canton, (933) Kowloon, (934) Hong Kong, (935) Macao, (936) Amoy, (937) Swatow, (938) Ningbo, (939) Hangchow, (940) Soochow, (941) Shanghai, (942) Tientsin, (943) Peking, (944) Hankow, (945) Canton, (946) Kowloon, (947) Hong Kong, (948) Macao, (949) Amoy, (950) Swatow, (951) Ningbo, (952) Hangchow, (953) Soochow, (954) Shanghai, (955) Tientsin, (956) Peking, (957) Hankow, (958) Canton, (959) Kowloon, (960) Hong Kong, (961) Macao, (962) Amoy, (963) Swatow, (964) Ningbo, (965) Hangchow, (966) Soochow, (967) Shanghai, (968) Tientsin, (969) Peking, (970) Hankow, (971) Canton, (972) Kowloon, (973) Hong Kong, (974) Macao, (975) Amoy, (976) Swatow, (977) Ningbo, (978) Hangchow, (979) Soochow, (980) Shanghai, (981) Tientsin, (982) Peking, (983) Hankow, (984) Canton, (985) Kowloon, (986) Hong Kong, (987) Macao, (988) Amoy, (989) Swatow, (990) Ningbo, (991) Hangchow, (992) Soochow, (993) Shanghai, (994) Tientsin, (995) Peking, (996) Hankow, (997) Canton, (998) Kowloon, (999) Hong Kong, (1000) Macao, (1001) Amoy, (1002) Swatow, (1003) Ningbo, (1004) Hangchow, (1005) Soochow, (1006) Shanghai, (1007) Tientsin, (1008) Peking, (1009) Hankow, (1010) Canton, (1011) Kowloon, (1012) Hong Kong, (1013) Macao, (1014) Amoy, (1015) Swatow, (1016) Ningbo, (1017) Hangchow, (1018) Soochow, (1019) Shanghai, (1020) Tientsin, (1021) Peking, (1022) Hankow, (1023) Canton, (1024) Kowloon, (1025) Hong Kong, (1026) Macao, (1027) Amoy, (1028) Swatow, (1029) Ningbo, (1030) Hangchow, (1031) Soochow, (1032) Shanghai, (1033) Tientsin, (1034) Peking, (1035) Hankow, (1036) Canton, (1037) Kowloon, (1038) Hong Kong, (1039) Macao, (1040) Amoy, (1041) Swatow, (1042) Ningbo, (1043) Hangchow, (1044) Soochow, (1045) Shanghai, (1046) Tientsin, (1047) Peking, (1048) Hankow, (1049) Canton, (1050) Kowloon, (1051) Hong Kong, (1052) Macao, (1053) Amoy, (1054) Swatow, (1055) Ningbo, (1056) Hangchow, (1057) Soochow, (1058) Shanghai, (1059) Tientsin, (1060) Peking, (1061) Hankow, (1062) Canton, (1063) Kowloon, (1064) Hong Kong, (1065) Macao, (1066) Amoy, (1067) Swatow, (1068) Ningbo, (1069) Hangchow, (1070) Soochow, (1071) Shanghai, (1072) Tientsin, (1073) Peking, (1074) Hankow, (1075) Canton, (1076) Kowloon, (1077) Hong Kong, (1078) Macao, (1079) Amoy, (1080) Swatow, (1081) Ningbo, (1082) Hangchow, (1083) Soochow, (1084) Shanghai, (1085) Tientsin, (1086) Peking, (1087) Hankow, (1088) Canton, (1089) Kowloon, (1090) Hong Kong, (1091) Macao, (1092) Amoy, (1093) Swatow, (1094) Ningbo, (1095) Hangchow, (1096) Soochow, (1097) Shanghai, (1098) Tientsin, (1099) Peking, (1100) Hankow, (1101) Canton, (1102) Kowloon, (1103) Hong Kong, (11

السكان POPULATION

Country	تقديري عدد السكان في منتصف سنة ١٩٣٧ Midyear Estimate 1937 (in 000's)	آخر تعداد Latest available Census		تقديري عدد السكان في منتصف سنة ١٩٥٤ Midyear Estimate 1954 (in 000's)	السنة Year
		التاريخ Date	السكان (بالآلاف) Population (in 000's)		
World Total				2655000	
Egypt	16009	26. 3. 1947	19021.8	22651	1952
Sudan	—	—	—	8900	1950
Algeria	—	31. 10. 1954	9368.7	9369	1953
Iraq	—	19. 10. 1947	4816.2	4948	1954
Lebanon	925	—	—	1383	1954
Syria	2427	—	—	3670	1954
Jordan	—	— 8. 1952	1330.0	1384	1954
Iran	16200	—	—	20721	1954
Turkey	10823	23. 10. 1955	24109.6	22949	—
U. of S. Africa ..	9805	8. 5. 1951	12667.7	13425	1955
India	370342	1. 3. 1951	356879.4	377000	1952
Pakistan	—	28. 2. 1951	75842.2	80167	1951
Indonesia	67398	7. 10. 1930	60412.9	81100	—
China	452460	30. 6. 1953	582.603.4	—	—
Japan	70360	1. 10. 1950	83418.6	88000	1954
Sweden	6276	31. 12. 1950	7041.8	7214	1955
Belgium	8346	31. 12. 1947	8512.2	8819	1955
France	41200	10. 5. 1954	42843.5	43000	1955
Germany	67831	29. 10. 1946	64457.5	69469	1955
Italy	42372	4. 11. 1951	47032.2	47665	1955
Netherlands	8598	31. 5. 1947	9625.5	10615	1955
Switzerland	4180	1. 12. 1950	4714.9	4923	1955
U. Kingdom	47289	8. 4. 1951	50225.2	51059	1955
U.S.S.R.	—	17. 1. 1939	170467.2	214500	1953
Canada	11045	1. 6. 1951	14009.4	15195	1954
United States ...	128825	1. 4. 1950	150697.3	161183	1955
Mexico	—	6. 6. 1950	25791.0	28849	1954
Chile	—	24. 4. 1952	5932.9	6447	1954
Australia	6836	30. 6. 1954	8986.5	8987	1954
New Zealand ..	—	17. 4. 1951	1939.5	2093	1955

See explanatory notes on next page.

المواليد والوفيات ومعدل زيادة السكان
BIRTHS, DEATHS AND RATE OF INCREASE
OF POPULATION

جملة المواليد Total Births		جملة الوفيات Total Deaths		وفيات الرضع Deaths under 1 year		معدل زيادة السكان Rate of Increase of Popula- tion 0/00	الدولة
العدد No.	المعدل Rate	العدد No.	المعدل Rate	العدد No.	المعدل Rate		
جملة العالم							
969443	45.2	380633	17.8	123168	127.1	18.1	مصر
36938	—	15230	—	—	—	—	السودان
362262	38.7	118965	12.7	30907	85.3	—	الجزائر
64365	13.0	29004	5.9	2826	43.9	—	العراق
39571	28.6	7408	5.4	—	—	—	لبنان
82023	22.3	21748	5.9	3929	44.0	—	سوريا
53170	38.4	14402	10.4	4730	89.0	—	الأردن
380131	18.3	147191	7.1	—	—	—	إيران
—	—	—	—	—	—	—	تركيا
72841	—	24036	—	2222	30.5	21.8	الاتحاد جنوب أفريقيا
7017064	24.8	3834028	13.6	658828	119.1	14.1	الهند
1483556	21.2	836569	11.9	163663	110.3	8.0	باكستان
—	—	—	—	—	—	—	اندونيسيا
—	—	—	—	—	—	24.1	الصين
1765126	20.1	720813	8.2	91424	48.9	10.9	اليابان
107651	14.8	68526	9.4	1946	18.5	10.9	السويد
148453	—	112175	—	7075	47.7	3.0	بنجيكا
798675	18.4	520005	12.0	27399	34.3	3.3	فرنسا
1124718	16.0	853246	12.1	—	—	8.3	ألمانيا
850968	17.5	442363	9.1	42168	49.6	6.4	إيطاليا
229884	21.4	81308	7.6	4601	20.1	18.1	هولندا
85250	17.1	50310	10.1	2280	27.2	11.2	سويسرا
876200	15.4	595700	11.7	20200	25.7	4.4	المملكة المتحدة ...
—	24.0	—	8.9	—	48.0	13.6	الاتحاد السوفيتي
435142	28.7	124520	8.2	13841	31.8	—	كندا
4041000	24.6	1527000	9.3	107100	26.6	—	الولايات المتحدة ...
1339837	26.4	378752	13.1	107800	80.5	26.6	الكمبوديا
221141	34.3	84204	13.1	27357	123.8	15.3	شيلي
202256	22.5	81805	9.1	4545	22.5	9.6	أستراليا
49897	24.9	17955	9.0	1302	24.1	23.6	نيوزيلندا

انظر الشروح على الصفحة التالية

المصدر : مقتبسة من نشرة الإحصاءات مجموعة مجلد 8 رقم 2 ، السكان والإحصاءات الحيوية ، الأمم المتحدة 2 .

(١) توزيع عدد السكان التقديرى فى منتصف عام ١٩٥٤ لبعث لتقسيم القارات كالتالى (بالآلاف):
الأمريكتا ٢١٤٠٠٠ ، أمريكا الشمالية ٢٣٣٠٠٠ ، أمريكا الجنوبية ١٢١٠٠٠ ، آسيا ١٤٥١٠٠٠ ،
أوروبا ٤٠٧٠٠٠ ، الأوقيانوسية ١٤٢٠٠ ، الاتحاد السوفيتى ٢١٤٥٠٠ .

(٢) المواليد والوفيات : تتناول البيانات المواليد أحياء والوفيات التى حدثت وسجلت خلال السنة ولا تشمل المواليد أموات .

معدلات المواليد والوفيات عبارة عن عدد المواليد أو الوفيات التى حدثت خلال السنة لكل ألف من السكان منسوبة لعدد السكان التقديرى فى منتصف السنة أو بالنسبة لعدد السكان حسب التعداد الأخير خلال نفس السنة .

(٣) معدل الزيادة عبارة عن مقدار الزيادة السنوية لكل ألف من السكان اعتباراً من تاريخ آخر تعداد سابق . محسوبة على أساس معادلة الفوائد المركبة كالتالى :

$$س١ = س٠ (١ + م)^ن$$

س٠ = عدد السكان فى بداية الفترة ، س١ عدد السكان فى نهاية الفترة ، ن عدد السنوات بين التعدادين ، م معدل التغير السنوى .

Source: Adapted from "Statistical Papers, Series A, Vol. 8, No. 2. Population and Vital Statistics Reports, United Nations".

(1) Estimates of the 1954 midyear population by continental divisions are as follows in 000's: Africa, 214,000, North America 233,000, South America 121,000, Asia 1,451,000, Europe 407,000, Oceania 14,200, USSR 214,500.

(2) Births and deaths; data relate to livebirths and deaths excluding still births. Generally they refer to those registered births or deaths that occurred during the given year.

Rates for total births and deaths are the number of births or deaths for the specified year per thousand persons in the midyear population of the same year or the population enumerated at the date of a census taken during the same year.

(3) Rate of increase; is annual increase (per thousand) from date of previous census calculated by the compound interest formula. The formula is as follows:

$$P_1 = P_0 (1+r)^n, \text{ where,}$$

P_0 is the population at the beginning of the period, P_1 is the population at the end of the period, n is the number of years intervening, and r is the annual rate of change.

